



PHOTO BERNARD BRAULT, LA PRESSE

LA PRESSE

EXCLUSIF LE CANADIEN À VENDRE OUPAS?

L'un des patrons du fabricant du BlackBerry, Jim Balsillie, dit que oui. Le propriétaire du CH, George Gillett, nie catégoriquement.

SOPHIE COUSINEAU ET JEAN-FRANÇOIS BÉGIN SPORTS PAGES 2 ET 3

★ ★ ★ ★ ★ OBAMA À LA PRÉSIDENTE

LA NOUVELLE ÉQUIPE PREND FORME

Rahm Emanuel au poste
de chef de cabinet
PAGE A18

JFK, Obama et nous

YVES BOISVERT PAGE A7

SARAH LA GAFFE!

Le canular des Justiciers masqués
a exaspéré l'équipe McCain
PAGE A18 ET ARTS ET SPECTACLES PAGE 1



PHOTO AP
Sarah Palin



ENTREPRISES QUAND LES ROBOTS SAUVENT DES EMPLOIS

L'automatisation
plutôt que la Chine

DENIS ARCAND
LA PRESSE AFFAIRES
PAGES 2 ET 3

LE QUÉBEC AUX URNES



PHOTO PC
Pauline Marois, hier, à Shawinigan.

EXCLUSIF UN DOCUMENT INTERNE DU PQ SOULIGNE
LES FAIBLESSES ET LES QUALITÉS DE LA CHEF PÉQUISTE

PAULINE MAROIS PERÇUE COMME SNOB

Sa persévérance et son expérience
restent toutefois des atouts

LA STRATÉGIE DE CAMPAGNE DU PARTI QUÉBÉCOIS DÉVOILÉE PAR DENIS LESSARD PAGE A4

Dumont et Marois gagnent la première journée

LA CHRONIQUE DE VINCENT MARISSAL PAGE A3

LES PARTIS S'AFFICHENT Les slogans revus et corrigés

ÉMILIE CÔTÉ PAGE A8

« PERSONNE N'A RIEN FAIT! »

Dévalisé, tabassé et poignardé,
sans que personne ne bouge

HUGO MEUNIER PAGE A16

JEUX VIDÉO JEUNES ADEPTES, JEUNES VIOLENTS?

CHARLES CÔTÉ PAGE A15

CHUM LES MÉDECINS SPÉCIALISTES APPUIENT LES MODIFICATIONS

Mais ils accusent l'hôpital
d'avoir ralenti le projet

ARIANE LACOURSIÈRE PAGE A9

CONGO « IL FAUT QUE LE MONDE SACHE... »

Un coopérant québécois témoigne de l'horreur



Serge Blais connaît la République démocratique du Congo (RDC). Il y a vécu cinq ans. Il s'y rend régulièrement pour travailler sur le terrain. « C'est un pays aux richesses fabuleuses, dit-il. Le maintenir en fragilité chronique profite à tous ceux qui pillent ces richesses. » Un million de civils ont été chassés de leurs villages dans le Nord-Kivu. NOTRE REPORTAGE EN PAGE A19.

PHOTO AP

Mon clin d'œil STÉPHANE LAPORTE
S'il y a un secteur économique qui n'est pas
en difficulté, c'est l'industrie de la pancarte.
Venez voir mon blogue!
cyberpresse.ca/laporte



www.salonpassionchocolat.com



Jouez en ligne et enregistrez-vous
pour participer au tirage et courez
la chance de gagner une
cafetière Grimac d'une valeur
de \$500

Gracieuseté de écafé Canada

SALON 2008 passion CHOCOLAT & Cie

7, 8 et 9 novembre 2008
AU PALAIS DES CONGRÈS DE MONTRÉAL

Heures des expositions: Vendredi le 7 novembre 12:00 - 21:00
Samedi le 8 novembre 10:00 - 20:00
Dimanche le 9 novembre 10:00 - 18:00

Pauline Marois dévoile son plan

La chef péquiste veut se servir de la Caisse de dépôt pour relancer l'économie

TOMMY CHOUINARD

SHAWINIGAN — Un gouvernement péquiste donnerait un chèque de 200 \$ aux Québécois à faible revenu et verserait jusqu'à 1000 \$ aux ménages de la classe moyenne qui paient une hypothèque. Il achèterait en plus 10 milliards d'actions d'entreprises québécoises sur une période de sept ans par le truchement de la Caisse de dépôt et de placement.

Ce sont des mesures «réalistes» et «bien ciblées» qui permettraient au Québec «d'effectuer, sans trop de dommage, une transition vers la reprise économique», a affirmé hier la chef péquiste Pauline Marois, au cours d'une conférence de presse à la Cité de l'énergie de Shawinigan.

Son plan coûterait plus de 600 millions de dollars pour chacune des deux premières années d'un mandat péquiste. Et c'est sans compter les millions, voire les milliards, qu'un gouvernement Marois devrait emprunter pour la création du nouveau fonds d'investissement de la Caisse de dépôt.

Pour financer son plan, Pauline Marois cesserait les paiements au Fonds des générations pour une période d'un an. Ce moratoire permettrait de récupérer 400 millions de dollars. Le Fonds des générations, lancé par les libéraux, sert à rembourser la dette.

La chef péquiste épuiserait également une «provision pour éventualités» de 200 millions créée par la ministre des Finances, Monique Jérôme-Forget, dans son dernier budget.

Pour le reste, Pauline Marois est restée évasive. Elle entend cogner à la porte d'Ottawa, qui n'a toujours pas versé la somme de 435 millions à Québec en guise d'indemnisation à la suite de la crise du verglas de 1998. «On va aller chercher notre fric à Ottawa!» a lancé M^{me} Marois, qui était au gouvernement jusqu'en avril 2003.

En décembre 2004, le gouvernement Charest avait retiré à la Caisse de dépôt l'un de ses deux mandats, celui d'assurer le développement de l'économie québé-

Ce sont des mesures «réalistes» et «bien ciblées» qui permettraient au Québec «d'effectuer, sans trop de dommage, une transition vers la reprise économique.» – Pauline Marois

coise. Depuis, la Caisse n'a pour but que de chercher un rendement optimal pour ses déposants.

S'il est porté au pouvoir, le PQ déposerait une loi pour redonner à



PHOTO FRANÇOIS ROY, LA PRESSE

Le plan économique de Pauline Marois coûterait plus de 600 millions de dollars pour chacune des deux premières années d'un mandat péquiste. Et c'est sans compter les milliards qu'un gouvernement Marois pourrait devoir emprunter pour la création du nouveau fonds d'investissement de la Caisse de dépôt.

la Caisse sa double mission. Il lui demanderait ensuite de mettre en place un «fonds d'investissement stratégique» représentant 5% de son actif, c'est-à-dire 10 milliards de dollars, sur une période de sept ans. Le fonds servirait à acheter des actions de grandes entreprises

québécoises du calibre de CGI ou de SNC-Lavalin serait une bonne affaire pour l'État en ce moment puisque plusieurs titres sont sous-évalués.

Pour constituer le fonds, la Caisse vendrait des titres étrangers pour acheter des actions québécoises. Mais un gouvernement péquiste ferait aussi des emprunts pour participer à l'aventure, encore plus si les déposants de la Caisse refusent de participer à la stratégie. Il capitaliserait des passifs comptables, comme les sommes dues dans les régimes de retraite des fonctionnaires. M^{me} Marois n'a pas estimé les emprunts qui seraient nécessaires. Mais tentant de minimiser cet effort financier, elle a indiqué que les déposants

montreraient sûrement de l'intérêt pour le nouveau fonds parce qu'«eux aussi sont malheureux quand on voit les sièges sociaux s'en aller, quand on voit nos entreprises incapables de faire des offres sur certains contrats parce que leur capitalisation n'est pas suffisamment solide».

Dans son plan, Pauline Marois propose également de verser, pendant deux ans, un chèque de 200 \$ aux 2,1 millions de bénéficiaires du crédit d'impôt pour la TVQ, des gens à faible revenu. Pour les ménages de la classe moyenne, dont les revenus ne dépassent pas 150 000 \$, un gouvernement péquiste créerait un crédit d'impôt non remboursable équivalent à 20% du premier 5000 \$ d'intérêt payé sur une hypothèque, donc 1000 \$ au maximum. Le

bénéficiaire rembourserait à l'État l'aide reçue au moment de la vente de la maison.

Si elle devient première ministre, Pauline Marois promet de maintenir l'équilibre budgétaire. Le déficit accumulé de 5,8 milliards, dont le gouvernement Charest est le principal responsable selon elle, serait transféré à la dette, puisque le résorber exigerait à ses yeux trop de sacrifices.

Le premier ministre Jean Charest se dit «inquiet» des engagements de M^{me} Marois. «Il y a encore des rapports du vérificateur général qui traînent sur des épisodes où le PQ avait les deux mains dans la caisse de dépôt: l'histoire de Montréal Mode. Ça n'annonce rien de bon. Ce n'est pas pour rien qu'on a changé le mandat de la Caisse.»

LES PREMIÈRES PROMESSES ÉCONOMIQUES

ACTION DÉMOCRATIQUE DU QUÉBEC

- › **1 milliard** en crédits d'impôt en temps de crise financière. (Le reste devrait suivre...)

Mario Dumont
PHOTO FOCUS1

PARTI QUÉBÉCOIS

- › **1000 \$** maximum en crédit d'impôt pour les premiers intérêts annuels de l'hypothèque d'une résidence principale (mesure d'une durée de deux ans).
- › **200 \$** aux bénéficiaires du crédit d'impôt pour la TVQ, soit les gens à faible revenu (mesure d'une durée de deux ans).
- › **200 millions** pour bonifier les programmes de formation de la main-d'œuvre afin de faciliter le retour au travail.
- › **73 ans**: l'âge où on doit convertir un REER en rente imposable passerait de 71 à 73 ans (mesure d'une durée de deux ans).
- › **10 milliards** pour la mise en place d'un fonds d'investissement stratégique à la Caisse de dépôt pour acheter des actions d'entreprises québécoises (mesure d'une durée de sept ans).

Pauline Marois
PHOTO FOCUS1

PARTI LIBÉRAL DU QUÉBEC

- › **136 millions** de plus en baisses d'impôt pour les contribuables (dès 2009).
- › **47 millions** en déductions d'impôt pour les retraités (dès 2009).
- › **66 millions** de plus pour les bénéficiaires d'aide sociale (dès 2009).
- › **50 cents** d'augmentation du salaire minimum par année (pendant deux ans).
- › **50 millions** en fonds d'amorçage pour les petites entreprises.
- › **880 millions** en allègement fiscal pour les entreprises (2008-2009).
- › **1 milliard** pour les prêts et garanties de prêt aux entreprises (sur deux ans).
- › **1 milliard** d'augmentation du capital de la Société générale de financement du Québec (sur deux ans).
- › **4 milliards** de plus pour les infrastructures (de 2008 à 2013).

Jean Charest
PHOTO PC

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE?

nouvelles@lapresse.ca

UN COMMENTAIRE SUR NOTRE JOURNAL?

commentaires@lapresse.ca

SOMMAIRE

Amusez-vous!	ARTS 8	Horaire télévision	ARTS 4
Astrologie du jour	AFFAIRES 9	Loteries	A 17
Bourses	AFFAIRES 6 et 7	Monde	A 18 et 19
Décès	AFFAIRES 9 et 10	Petites annonces	AFFAIRES 4 et 8
Forum	A 20 et 21	Sudoku	AFFAIRES 4

Météo

Nuageux avec averses, maximum 13, minimum 7. AFFAIRES 9

HUBLOT
GENEVE



BIG BANG

Disponible exclusivement chez :

CHÂTEAU D'IVOIRE
JOAILLIERS

2020 RUE DE LA MONTAGNE, MONTRÉAL: (514) 845-4651 SANS-FRAIS: 1-888-883-8283
WWW.CHATEAUDIVOIRE.COM

Hublot TV sur: www.hublot.com

« Il faut commencer avec l'emploi »

Jean Charest mise sur la main-d'oeuvre et la hausse du pouvoir d'achat

MALORIE BEAUCHEMIN

SHERBROOKE — Des emplois et plus de pouvoir d'achat, voilà la solution de Jean Charest pour stimuler une économie à l'aube d'une tempête.

Au deuxième jour d'une campagne électorale qu'il a lui-même déclenchée avec l'intention d'aller chercher un mandat fort pour faire face à la crise, le chef libéral a dévoilé le cadre de son plan d'action pour l'économie, qu'il n'aurait pas pu, selon lui, mettre en place dans l'état minoritaire où son gouvernement se trouvait.

S'il est réélu, le Parti libéral promet d'accélérer les investissements dans les infrastructures, de 37 à 41 milliards durant la période 2008-2013, d'augmenter le salaire minimum, et d'investir 1 milliard à la Société générale de financement (SGF) afin de soutenir les PME québécoises, en plus d'encourager la formation de la main-d'oeuvre.

« Il faut commencer avec l'emploi dans un contexte de ralentissement économique, a dit M. Charest, hier. La meilleure façon de protéger le pouvoir d'achat, c'est de faire en sorte qu'un Québécois puisse avoir un chèque de paie. »

La plupart des mesures annoncées hier seront financées en refillant la facture au service de la dette, mais plusieurs n'ont pas encore été chiffrées, comme l'aide aux propriétaires qui veulent faire des rénovations résidentielles, une promesse qui sera détaillée dans les prochains jours.

Le chef libéral a par ailleurs refusé d'envisager que la popu-

pu faire adopter à cause de l'opposition, qui l'avait pourtant assuré de sa collaboration, le chef libéral a dû se défendre, encore une fois, d'avoir déclenché des élections hâtives.

« Pauline Marois et Mario Dumont se sont opposés à l'essentiel des mesures que nous avons déjà mises de l'avant », a-t-il souligné en guise de justification.

« La meilleure façon de protéger le pouvoir d'achat, c'est de faire en sorte qu'un Québécois puisse avoir un chèque de paie. » – Jean Charest

lation lui redonne un mandat de gouvernement minoritaire, comme ce fut le cas en 2007, jugeant que les Québécois sauront agir en conséquence afin d'assurer une « stabilité politique, dans une période de turbulences économiques ».

M. Charest répète depuis le début de la semaine qu'il aurait été impossible de traverser une éventuelle crise alors que les partis d'opposition sont majoritaires à l'Assemblée nationale.

Interrogé pour savoir quelles mesures annoncées hier il n'aurait

« Je ne peux pas présumer de leur collaboration, a-t-il ajouté. Il y a ce qu'ils disent et ce qu'ils font. »

Réactions

Selon Mario Dumont, le plan Charest est une insulte aux électeurs. Le chef de l'ADQ estime que si le premier ministre avait des suggestions pour stimuler l'économie, il n'avait qu'à les présenter à l'Assemblée nationale au lieu de précipiter la province en élections. « C'est rire du monde », a-t-il résumé.

Sur le fond, le projet des libéraux ne fera rien pour résoudre les problèmes de la classe moyenne, soutient le chef adéquiste. Ce sont plutôt « les grandes entreprises et les lobbyistes » qui empêcheront, allusion à la proposition de fournir 1 milliard à la SGF pour mieux soutenir les entreprises.

« Ce ne sera pas des programmes universels axés sur tout le monde, a déploré M. Dumont. Pour avoir accès à cet argent, il faudra faire du lobbying auprès du gouvernement, une entreprise contre l'autre pour aller mettre la main sur l'argent. »

Le plan adéquiste, dévoilé par *La Presse* lundi, prévoit 1 milliard pour assurer le pouvoir d'achat de la classe moyenne. Le parti veut notamment rendre déductibles d'impôt les intérêts versés sur les hypothèques, une mesure qui aidera les petits propriétaires immobiliers.

De passage dans Verchères, en Montérégie, la chef péquiste Pauline Marois s'est réjouie que M. Charest se convertisse à la philosophie péquiste. « Dans son plan économique, M. Charest est passé aux aveux. Après cinq ans de négligence, il s'est enfin rendu

compte qu'il y avait des institutions publiques québécoises de qualité qui étaient là pour aider au développement du Québec. Il était temps qu'il s'en rende compte et adopte la stratégie que nous avions retenue lorsque nous étions au gouvernement. Mais l'original serait meilleur que la copie », a-t-elle lancé. Le PQ a présenté lui aussi, hier, son plan pour aider l'économie (voir autre texte).

En soirée, le chef libéral a tenu sa soirée d'investiture à Sherbrooke où il a, une fois de plus, discuté longuement d'économie, devant plus de 500 partisans.

S'il est réélu, M. Charest a par ailleurs affirmé qu'il pourrait rap- peler la Chambre dès le 13 janvier, plutôt qu'à la mi-mars comme le prévoit le règlement de l'Assemblée nationale.

Le Conseil des ministres, lors de sa dernière rencontre, mercredi, a adopté un décret en ce sens. Mais un nouveau gouvernement, même libéral, au lendemain du scrutin du 8 décembre, pourrait toujours en décider autrement, a-t-on laissé savoir.

Avec la collaboration de Tommy Chouinard et Martin Croteau.



PHOTO FRANÇOIS ROY, LA PRESSE

Jean Charest a prononcé un discours, hier, devant la chambre de commerce de Montréal. Au deuxième jour de la campagne électorale, le chef libéral a dévoilé le cadre de son plan d'action pour l'économie, qu'il n'aurait pas pu, selon lui, mettre en place dans l'état minoritaire où son gouvernement se trouvait.

Ah! l'économie...



VINCENT MARISSAL
 CHRONIQUE

La règle la plus élémentaire en campagne électorale se résume ainsi : identifier le message et s'y tenir avec force pour qu'il passe.

Par conséquent, il faut éviter que des éléments extérieurs viennent faire dévier ce message.

Pour Jean Charest, déclencher des élections controversées sur fond de besoin de stabilité économique tout en se lançant dans une guerre de chiffres et de mots avec le vérificateur général sur l'état réel des finances publiques du Québec, c'était, justement, s'assurer de faire dévier son message.

Sans surprise, Mario Dumont et Pauline Marois ont sauté sur l'occasion, accusant les libéraux de vouloir cacher des choses aux Québécois en refusant de dévoiler les états financiers du gouvernement du Québec.

Résultat, pour faire une histoire courte : les propos du vérificateur général, Renaud Lachance, qui reproche au gouvernement Charest de violer la loi sur l'équilibre budgétaire, et les accusations des partis de l'opposition contre le manque de transparence des libéraux ont occulté en partie leurs annonces économiques d'hier.

Les détails de cette affaire, hautement techniques, n'intéressent

que les initiés, mais question perception, le gouvernement a l'air cachottier.

M. Charest aurait intérêt à déposer les états financiers très rapidement et à passer à autre chose avec une grosse annonce. D'autant que les explications données hier en privé par des membres de l'équipe économique du gouvernement tenaient parfaitement la route. Tant que ce document ne sera pas

M. Charest aurait intérêt à déposer les états financiers très rapidement et à passer à autre chose avec une grosse annonce. Tant que ce document ne sera pas rendu public, Jean Charest traînera ce caillou dans son soulier.

rendu public, Jean Charest traînera ce caillou dans son soulier.

Le problème, c'est que cette histoire vire aussi à l'affrontement entre les libéraux et le vérificateur général, une situation inusitée et explosive, qui ne peut que nuire à Jean Charest s'il continue dans cette voie.

« C'est la deuxième campagne de suite que le vérificateur fait des déclarations publiques, on commence à se poser des questions, disait hier un libéral très proche du dossier. Le vérificateur général

n'est pas en campagne, il n'est pas obligé de s'épancher devant les médias au déclenchement d'une campagne. »

Même si l'annonce du plan économique de Jean Charest était bien ficelée, hier, et qu'il a prononcé un bon discours devant la chambre de commerce de Montréal, ce sont Mario Dumont et Pauline Marois qui ont gagné la première journée avec cette histoire d'états financiers.

Question de mieux river le clou de l'économie au cours des deux prochaines semaines, les libéraux feront campagne avec le tandem Jean Charest-Monique Jérôme-Forget, le premier pour le message général, la seconde pour les chiffres et la réplique à l'opposition.

Les libéraux ont « testé » le nom de Monique Jérôme-Forget dans

les PME, tout ça en prévoyant une « tempête économique » et un fort ralentissement de la croissance.

Malgré tout, le chef libéral s'est engagé hier à ne pas comprimer les dépenses publiques – au contraire, dit-il, ce n'est pas le temps de couper les services – et au gel des tarifs dans les CPE.

Par ailleurs, M. Charest a eu bien du mal en point de presse à expliquer quelles parties de son pan économique dévoilé hier n'aurait pas pu être adopté par son gouvernement minoritaire.

D'autant que tout le monde sait que Mario Dumont ne voulait vraiment pas d'élections et qu'il aurait accepté n'importe quelles mesures d'urgence avancées par le gouvernement. Nul besoin de nouvelles élections, un budget aurait très bien fait l'affaire.

Voilà bien le problème de cette campagne : il faut jouer le jeu, faire semblant qu'elle était nécessaire et faire abstraction des nombreuses contradictions des libéraux.

Il y a un autre problème avec cette campagne : il est pour le moins inusité d'entendre le premier ministre répéter dans tous ses discours que « la tempête s'en vient » et que nous serons frappés. Voilà le genre de commentaires, venant d'un chef de gouvernement, qui sème l'inquiétude et qui nuit au climat d'investissement.

Vrai, l'économie mondiale montre des signes inquiétants, mais est-ce bien le rôle du premier ministre que d'ajouter au climat de psychose. Stephen Harper, au moins, insistait dans ses discours de campagne sur la solidité de la base économique du Canada et sur la force de notre système bancaire.

À force d'annoncer des mauvaises nouvelles, on dirait que Jean Charest les souhaite.

De toute façon, que peuvent vraiment faire les gouvernements devant cette crise financière mondiale ?

Prenez, par exemple, deux des principales menaces à l'économie québécoise : le prix de l'essence et un dollar canadien trop fort par rapport à la devise américaine.

Surprise, surprise : le litre d'essence est descendu sous les 90 cents ces derniers jours et le dollar est tombé autour de 0,85 \$US.

Qu'a donc fait le gouvernement Charest pour que cela se produise ?

Rien du tout. Au même titre qu'il ne peut absolument rien faire pour influencer les taux d'intérêt aux États-Unis, épicentre de cette crise.

Faire une « campagne sur l'économie », comme le répète Jean Charest depuis des jours, ce n'est qu'une vue de l'esprit.

Dans les faits, cette campagne est comme les autres et l'aspect économique de tous les partis se lit, encore une fois, à un catalogue de promesses électorales.

COURRIEL
 Pour joindre notre chroniqueur
vincent.marissal@lapresse.ca

Marois : entre snobisme et persévérance

Les forces et faiblesses de la chef péquiste dévoilées dans un document interne

DENIS LESSARD

QUÉBEC — Pauline Marois est perçue comme snob, une politicienne sans sens de la répartie, incapable de mettre en capsule son message pour les médias électroniques. Les électeurs jugent qu'elle est loin de leurs problèmes, on la trouve hésitante. Certaines de ses décisions comme ministre sont encore des boulets.

Ce verdict sans ménagement, c'est celui fait à l'interne au Parti québécois, dans un document intitulé «Plan de campagne-Élection 2008» datant du 10 octobre dernier, obtenu par *La Presse*. Il y a eu d'autres moutures par la suite de cet exposé de 17 pages, mais pour l'essentiel, tout a été conservé, ont indiqué des sources au sein du parti.

Les conseillers ne mettent pas de gants blancs pour résumer les chances du Parti québécois hors de la grande région de Montréal. Une visite des 17 régions administratives est «un passage obligé», mais les responsables de la tournée Marois prévoient «qu'il faudra cibler adéquatement nos visites et passer le plus clair de notre temps dans les régions de Lanaudière, Laurentides, Mauricie, Centre du Québec et Montérégie».

M^{me} Marois semble suivre exactement ce plan de match depuis le déclenchement de mercredi. Après une visite à Trois-Rivières et Shawinigan, elle a fait campagne à Boucherville et rayonnera dans le 450 pour les trois prochains jours.

Le document dresse une liste exhaustive des circonscriptions où le PQ pourrait revenir, en rappelant par combien de voix elles avaient été perdues en 2007. Dans ce «1^{er} bloc», on retrouve notamment les Masson, Berthier, Joliette et L'Assomption, les circonscriptions où la défaite du PQ avait été une surprise il y a 18 mois. Dans un second bloc, on retrouve d'autres circonscriptions, toujours dans le 450: Chambly, Marguerite-D'Youville, Groulx, par exemple.

La région de Québec arrive beaucoup plus loin. Le document relève que dans la grande majorité des cas, les candidats péquistes ont terminé en troisième place en 2007.

On pointe même des «députés à surveiller», dont l'organisation peut sembler fragile; dans Vachon, Camille Bouchard a eu une mince majorité de 227 voix. Dans Matane, Pascal Bérubé s'en est tiré avec 213 voix.

Aussi on garde l'œil sur Gouin (Nicolas Girard) et Mercier (Daniel Turp) où le total des électeurs des «autres» partis atteint 44 et 38%. Dans Abitibi-Est, Gaspé et Rouyn, on constate une «mauvaise organisation».

Le document précise aussi qu'il



PHOTO FRANÇOIS ROY, LA PRESSE

Appelés à faire la liste des forces et faiblesses des chefs, les organisateurs péquistes ne mettent pas de lunettes roses pour Pauline Marois. «Pas de sens du clip», «pas de répartie», dit-on avant d'ajouter qu'elle est «hésitante», qu'elle «écoute trop le monde».

Il faudra un «maximum de cinq engagements majeurs pour le PQ (...), il faut mettre de côté notre modèle de campagne: 33 jours-33 engagements», ces engagements devaient être faits dans la première semaine, et «répétés sans arrêt, partout pendant les autres journées».

On insiste: M^{me} Marois devra donner une image de «sérénité», il faut «mettre à l'avant-scène une Pauline Marois dont le ton est toujours souriant, décontracté,

« Nos adversaires n'hésiteront pas à attaquer ou à miner la crédibilité de Pauline Marois en s'attaquant à elle via son conjoint. »

persévérant et positif». Les lieux des points de presse seront choisis pour «dégager cette ambiance».

Aussi, «deux considérations importantes, soit la santé de notre chef et sa bonne humeur que l'on souhaite constante». M^{me} Marois, qui a 58 ans, a été opérée récemment pour l'appendicite, une

intervention qui l'a mise sur le carreau pendant plusieurs jours.

Pierre-Alain Cotnoir, spécialiste bien connu au Bloc québécois, et la firme Pondération Repère ont fait une analyse de la clientèle cible du PQ, dont le profil «correspond largement à un électoral masculin, âgé entre 25 et 44 ans, plutôt progressiste, se situant entre l'ADQ et les petits partis politiques». Ces électeurs, quand ils sont dans l'île de Montréal, sont souvent tentés

par les partis marginaux, les verts ou Québec solidaire. Dans le 450, c'est plutôt par l'ADQ qu'ils sont tentés. En dehors de la grande région de Montréal, ce sera plus difficile, «la région de Québec et dans une moindre mesure le Québec tranquille comptent une fraction moins importante d'élec-

teurs susceptibles de rallier le PQ que dans les autres régions du Québec», résume l'analyse de M. Cotnoir, citée dans le document péquiste.

«Faiblesses»

Appelés à faire la liste des forces et faiblesses des trois chefs, les organisateurs péquistes ne mettent pas de lunettes roses pour Pauline Marois. «Pas de sens du clip», «pas de répartie», lance-t-on avant d'ajouter qu'elle est «hésitante» qu'elle «écoute trop le monde», que «quelques dossiers la suivent (par exemple, la réforme en éducation)». Aussi, elle est perçue comme «snob» et «loin des problèmes des gens». Sa méconnaissance de l'anglais pose aussi problème.

On fait aussi, en revanche, la liste des «forces» de M^{me} Marois. Sa compétence en gestion, son profil social et économique fort, sa «persévérance», son expérience et sa force dans les relations interpersonnelles sont relevés, tout autant que sa «réussite financière».

MAROIS CROISE LANDRY

Lors d'une assemblée partisane dans Verchères, en Montérégie, la chef péquiste Pauline Marois a croisé l'ancien premier ministre Bernard Landry, celui qui fut son rival il n'y a pas si longtemps. Elle avait même réclamer sa tête quand il dirigeait le PQ. Dans un discours enflammé portant sur l'économie, Bernard Landry a lancé peu de fleurs à M^{me} Marois. L'ancien député de Verchères s'est contenté de dire qu'il «compte sur elle et son gouvernement pour renouer avec le bon sens économique». M. Landry a fait l'éloge de l'interventionnisme de l'État dans l'économie, une philosophie qui se dégage du plan dévoilé hier par Pauline Marois. Il a accusé Jean Charest d'avoir été, dès son arrivée au pouvoir, «un partisan de ceux qui en Amérique du Nord nous ont entraînés dans l'un des plus grands cauchemars depuis 1930». Sa «négligence» et son «laissez-faire» au chapitre de l'économie ont été néfastes à ses yeux. Certes, avec son nouveau plan, «M. Charest commence à se convertir mais il est un peu tard. Il donne des apparences de changement mais on n'est pas pour des apparences», a-t-il affirmé, notant que le «temps est favorable pour le changement» tel qu'incarné par le PQ.

- Tommy Chouinard

À trois semaines du déclenchement de la campagne, les stratèges du PQ s'attendaient à «ce que la réforme de l'éducation (revienne) dans le paysage», tout autant que les décisions de M^{me} Marois quand elle était aux Finances. «Puisque tous les coups seront probablement permis, il est à prévoir que l'on reparlera de la gestion et de l'implication de Claude Blanchet dans certains dossiers, notamment la Gaspésia.» Jean Charest prendra des distances de ces attaques pour paraître au-dessus de la mêlée, mais «Mario Dumont ne s'en privera certainement pas», prédit-on. «Nos adversaires n'hésiteront pas à attaquer ou à miner la crédibilité de Pauline Marois en s'attaquant à elle via son conjoint», prédit-on.

Comme M^{me} Marois n'a pas la vindicte nécessaire pour donner la réplique, il faudra identifier «nos goons», des fiers-à-bras parmi les députés pour répondre.

Autrement, on ne se fait pas d'illusions sur l'utilité des candidats qui pestent contre le rôle de «plantés verts» qu'on leur fait jouer en campagne électorale. Les médias «n'en ont que pour les chefs» et quand un candidat parvient à attirer l'attention, c'est «pour de mauvaises raisons», résume-t-on.

Le Directeur général des élections veut faire croître la participation

Cinq jours de plus pour voter par anticipation

TRISTAN PÉLOQUIN

Insatisfait du taux de participation électorale qui dépasse à peine 70%, le Directeur général des élections (DGE) ajoute cinq jours à la période de vote par anticipation.

Les électeurs pourront exercer leur droit de vote les 28 et 29 novembre, ainsi que les 2, 3 et

4 décembre, qui a atteint 71% aux élections générales de 2007 et 70% à celles de 2003. «Nous avons mis vraiment en place toutes les mesures pour faciliter l'exercice du droit de vote, maintenant il s'agira pour les partis politiques de faire valoir des enjeux qui vont inciter les électeurs à exercer leur droit fondamental», a déclaré le DGE,

le porte-parole du DGE, Denis Dion. Impossible, cependant, de déterminer quel a été l'impact précis de l'allongement de la période de vote spécial.

Informations partisanes sur l'internet

Le bureau du DGE a par ailleurs publié hier sa politique sur les informations partisanes diffusées sur l'internet par les simples citoyens. Le DGE permet aux citoyens de se servir des sites sociaux comme Facebook ou MySpace à des fins partisanes, que ce soit pour favoriser ou défavoriser un adversaire. Les documents qui sont mis en ligne ne doivent cependant engendrer aucune dépense.

Les blogues, considérés au sens de la loi comme des assemblées de cuisine virtuelles, peuvent quant à eux engendrer certains frais, mais ceux-ci ne peuvent pas dépasser 200\$.

Dans le cas des vidéos diffusées sur YouTube ou ailleurs, en cas de plainte, le DGE déterminera au cas par cas si leurs productions ont engendré des frais ou non. Le cas échéant, l'organisme demandera leur retrait.

« Nous avons mis vraiment en place toutes les mesures pour faciliter l'exercice du droit de vote, maintenant il s'agira pour les partis politiques de faire valoir des enjeux qui vont inciter les électeurs à exercer leur droit fondamental. »

4 décembre. Nul besoin d'avoir une bonne raison pour participer à ce vote spécial. Il suffit de se rendre aux dates prévues au bureau du directeur de scrutin de sa circonscription.

À ces dates s'ajoutent celles du 30 novembre et du 1^{er} décembre, choisies pour le vote par anticipation régulier.

Le directeur général des élections espère par cette mesure hausser le taux de participa-

tion, qui a atteint 71% aux élections générales de 2007 et 70% à celles de 2003.

«Nous avons mis vraiment en place toutes les mesures pour faciliter l'exercice du droit de vote, maintenant il s'agira pour les partis politiques de faire valoir des enjeux qui vont inciter les électeurs à exercer leur droit fondamental», a déclaré le DGE,

le porte-parole du DGE, Denis Dion. Impossible, cependant, de déterminer quel a été l'impact précis de l'allongement de la période de vote spécial.

FÉLICITATIONS À LEWIS HAMILTON POUR SON CHAMPIONNAT MONDIAL 2008 DE FORMULE 1

1-877-444-0824 www.tagheuer.com

SUR CYBERPRESSE > VIDÉO
 André Pratte affirme qu'il est important de s'intéresser aux élections. Regardez son édito vidéo sur cyberpresse.ca/video

LE QUÉBEC AUX URNES

Surprendre et finir tôt!

Le nouveau catéchisme de l'organisateur de campagne électorale



DENIS LESSARD

ANALYSE

QUÉBEC — Les salles surchauffées, les chefs haranguant les troupes jusqu'à plus soif. Les journées interminables où les politiciens se font une gloire d'ajouter, masochistes, un événement de plus. C'étaient les campagnes électorales d'il y a 20 ans.

Les centaines de milliers de Québécois qui regardent les nouvelles à 21h, ont, finalement, eu de l'influence sur les mœurs politiques. Pas avec leur vote, mais avec leur télécommande.

Derniers à faire leur deuil des centres communautaires bondés, les péquistes font ce jugement sans appel dans leur plan de match électoral en prévision de l'actuelle campagne.

«En 2007, nous avons rempli des salles TOUS les soirs, et en avons vu des images à la télévision pas plus de cinq fois... lorsque les salles étaient moins pleines.»

Cette année, avec une deuxième élection en trois mois, ceux qui carburent à la politique, les bénévoles, sont sur les rotules. Au PQ, ils

ont déjà donné bien des soirées au Bloc québécois depuis septembre. Les troupes d'élite sont fatiguées, il faudra user avec prudence et parcimonie des rassemblements qui faisaient les délices des tribuns et des journalistes il n'y a pas si longtemps.

Le papier du PQ explique, comme à regret, le dilemme que connaissent tous les partis. Aux nouvelles télé, «pour attraper le bulletin de 21h, il faut avoir terminé à 20h. Donc débiter à 18h30, ce qui devient irréaliste dans bien des milieux (...)». À cette heure-là,

Fini les tournées frénétiques. On présente le chef dans des lieux spectaculaires, on cherche les meilleures images possible, les « beauty shots. »

à Terrebonne, les gens sont encore en transit pour rentrer chez eux!

Les grands rassemblements sont en voie d'extinction, mais il en restera, pour galvaniser les troupes et permettre aux organisations de rouler des mécaniques, de faire étalage de leur force.

Tous les partis ont des problèmes de mobilisation. Tout le monde s'informait déjà à la télé. On ajoute internet. Les salles paroissiales sont souvent à moitié remplies, confient des libéraux. Ce n'est pas différent pour les autres partis. Même le

membership des partis est en baisse et ce n'est pas ces élections-ci, presque sans investitures, qui aideront à enrôler des soldats.

Le PQ veut rompre avec sa tradition, «33 jours de campagne = 33 engagements». Chaque promesse «avait quatre pages de communiqué de presse et trois chiffres après la virgule dans le cadre financier», ironise-t-on. C'était l'époque où Yves Martin et Hubert Thibault s'enfermaient pendant trois jours pour pondre ces 33 engagements.

Au PLQ, c'était Pierre Saulnier qui distillait des textes aussi touffus

en a moins. Pauline Marois en aura cinq cette année, comme Stephen Harper en 2006. Il s'est contenté de trois cette année.

Conséquence, fini les tournées frénétiques. On présente le chef dans des lieux spectaculaires, on cherche les meilleures images possible, les « beauty shots » pour les caméras passées à la haute définition. La semaine dernière, les stratèges politiques ont carrément vu l'avenir... en direct: le 30 minutes d'info-pub de Barack Obama était léché comme un long métrage. Si on se fie à l'exploit de CNN aux présidentielles, la technologie ne connaît plus de limites. Dans une décennie les partis transmettront peut-être un hologramme de leur chef dans votre salon!

Les stratèges compensent le contenu par l'insolite. Stockwell Day ne passera pas à l'histoire, mais on se rappelle son arrivée en campagne pour l'Alliance, en wetsuit sur un Sea Doo.

À Québec, on est plus timoré. Mais le PLQ va sûrement essayer de nous surprendre avec Michel Bissonnette, un gourou de la télé, comme organisateur de la campagne.

Déjà Jean Charest a rompu avec une habitude. Depuis des lustres, le premier ministre annonce le déclenchement des élections dans

une conférence de presse au parlement. Il y a quelques années, révélation, on avait changé d'endroit au parlement! Mardi, Jean Charest a annoncé le déclenchement devant un fond de scène spectaculaire: le fleuve Saint-Laurent, depuis la Promenade Champlain associée au succès du 400^e anniversaire de Québec.

Les penseurs de Pauline Marois veulent surprendre aussi, faire du «sans filet», des bains de foule avec des vraies madames Tout-le-Monde plutôt que les bénévoles en «congé de local» pendant une heure. Les journalistes de la campagne péquiste doivent s'attendre à prendre le train de banlieue, voire le métro. «On y provoquera, par la force des choses, une image différente.»

L'ADQ ne sera pas en reste. C'est Éric Duhaime qui est le metteur en scène. Mercredi, Mario Dumont a fait monter la meute journalistique dans le parc des Laurentides, au mythique lac à l'Épaule. Jean Lesage y avait décidé avec ses ministres de déclencher les élections de 1962, sur l'étatisation des compagnies d'électricité.

Ce fut son seul événement. Pas de discours enflammé, surtout pas de salle bondée. Les caméramen étaient contents. Les autres journalistes moins – dans ce site aussi bucolique que perdu, l'internet sans fil ne fonctionne pas.

Un match revanche 20 ans plus tard

DENIS LESSARD

QUÉBEC — C'est comme si Rafael Nadal et Roger Federer avaient été des amis d'enfance. Ou plus exactement si Nadal avait été l'ami de l'entraîneur de Federer. Mario Dumont se trouve à la tête de l'ADQ, l'opposition officielle, Michel Bissonnette souffle désormais à l'oreille de Jean Charest comme grand responsable de la campagne électorale libérale.

C'est un peu un match revanche pour ces deux-là.

Bissonnette et Dumont étaient littéralement inséparables quand, à l'époque de l'entente du Lac Meech, ils faisaient la pluie et le beau temps au Parti libéral du Québec comme dirigeants de l'aile jeunesse.

Ironiquement, à l'époque, tout le monde prédisait que Bissonnette ferait de la politique. Plus cérébral, timide, Mario Dumont était souvent la plume derrière les textes de Bissonnette.

Plusieurs observateurs ont souri hier quand ils ont vu le slogan de la campagne libérale: «L'économie d'abord: Oui». Un clin d'œil aux nationalistes, habitués à appuyer le camp du OUI aux référendums. Comme le fleurdelisé, le Oui appartient à tous les Québécois, expliquait hier Jean Charest.

À cheval sur la clôture

Sous la conduite de Bissonnette et de Dumont les jeunes libéraux jouaient constamment sur la ligne étroite entre fédéralistes et souverainistes. Robert Bourassa était ravi, lui qui voulait attirer au PLQ les électeurs nationalistes. Claude Ryan, ultrafédéraliste, l'était beaucoup moins.

À la tête de la campagne libérale, Michel Bissonnette remplace Raymond Boucher qui avait fait les campagnes de 2003 et 2007. Plus jeune, plus proche des créateurs publicitaires, il sera passablement audacieux, prédisent les stratèges libéraux – déjà hier Jean Charest faisait sur la rive du fleuve Saint-Laurent le point de presse du déclenchement, traditionnellement fait au parlement.

La fissure

Après l'échec de Meech, le référendum sur l'entente de Charlottetown à l'automne 1992 causa une fissure irréparable entre les deux amis. Bissonnette soutiendra qu'ils avaient décidé, ensemble, de ne pas faire campagne contre l'entente de Charlottetown. Dumont décida plutôt de rompre les attaches avec le PLQ, de prendre la tête

d'une phalange de jeunes libéraux opposés à Charlottetown, un groupe qui allait devenir le cœur de l'ADQ. Bissonnette rentra dans ses terres. Chacun était convaincu d'avoir été floué par l'autre.

Bissonnette travailla en publicité, pour BCP, puis, avec un succès retentissant, dans la production vidéo – il est un des instigateurs de Zone 3. «Comme publicitaire, il va falloir qu'il tienne bien fort le masque devant Jean Charest», soutenait Dumont relancé sur son ami, il y a quelques jours.



Mario Dumont et Michel Bissonnette quand ils dirigeaient les jeunes libéraux au début des années 90.



31

LE VESTON VELOURS CÔTELÉ TRAMÉ
79.⁹⁵

Rabais de 40%
 Noir ou choco.
 36 à 46.
 Rég. 135.00



LA CHEMISE CONFORT STRETCH
39.⁹⁵

Rabais de 50%
 Noir, blanc, crème, choco, kaki, marine, royal, ciel, rouge.
 14 1/2 à 17 1/2.
 Rég. 80.00



LE PULL DEMI-ZIP EXPLORATION
29.⁹⁵

Rabais de 40%
 Noir, marine, crème.
 P.m.g.tg. Rég. 49.95



LE SWEAT CARREAUX FENÊTRE
29.⁹⁵

Rabais de 40%
 Blanc, noir, rouge.
 P.m.g.tg. Rég. 50.00



simons.ca

LES CHIFFRES DU JOUR

5 729 240

C'est le nombre d'électeurs inscrits en date du 5 novembre sur la Liste électorale permanente (LEP) du Directeur général des élections du Québec. Ce chiffre va cependant changer d'ici le jour du vote puisque la liste électorale sera révisée du 17 au 25 novembre. Pour en savoir plus sur le vote, visitez le site www.monvote.qc.ca/fr/

ILS ONT DIT

« C'est vrai qu'on n'est pas très riches. »

— PAULINE MAROIS au sujet des finances (à sec) du PQ en ce début de campagne.

« Ma fille de 6 ans pourrait être PDG et Loto-Québec continuerait à faire des rendements. »

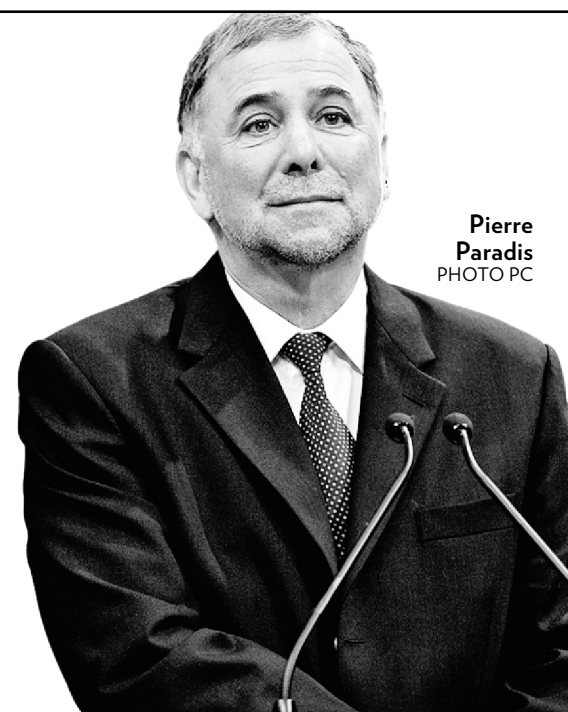
— MARIO DUMONT, qui considère que les sociétés d'État sont des machines à imprimer de l'argent.

UNE PREMIÈRE AVERSE DE MILLIARDS

Une première pluie de milliards de dollars a marqué hier ce début de campagne électorale. Alors que Mario Dumont a proposé de vendre une partie d'Hydro-Québec afin de dégager 10 milliards pour le paiement de la dette publique, Jean Charest a suggéré de mettre 2 milliards à la disposition des entreprises afin de les aider à affronter les soubresauts de l'économie. La chef du PQ, Pauline Marois, a présenté l'engagement plus modeste, soit 600 millions de dollars pour stimuler l'économie et protéger le pouvoir d'achat des consommateurs.

EN ÉQUILIBRE

Laisse à l'écart du Conseil des ministres depuis le retour au pouvoir des libéraux en 2003, le député Pierre Paradis sollicite un neuvième mandat de ses électeurs de Brome-Missisquoi. Interrogé par *La Voix de l'Est* sur ses relations avec le premier ministre Jean Charest, il a eu cette réplique on ne peut plus équilibrée: « Je ne suis pas aussi proche de lui que je l'ai déjà été et je ne suis pas aussi loin de lui que je l'ai déjà été. »



Pierre Paradis
PHOTO PC

AUCUN ÉCHO EN FRANCE

Vous faites partie de ceux qui n'ont pas aimé le récent passage du président Nicolas Sarkozy au Québec en raison de sa (non) prise de position sur un éventuel Québec souverain? Sachez que les élections actuelles ne suscitent guère plus d'intérêt chez les cousins dans l'Hexagone. Hier, en fin d'après-midi, une recension de

six grands quotidiens français (*Le Monde*, *Le Figaro*, *Libération*, *La Croix*, *Le Parisien* et *France Soir*) a permis de constater que jusqu'à maintenant, aucun n'a cru bon annoncer à ses lecteurs qu'il y avait des élections au Québec. Même pas une brève à l'ombre de tous ces reportages sur l'élection présidentielle américaine.



Nicolas Sarkozy
PHOTO REUTERS

BABY-BOOM ADÉQUISTE

Le déclenchement des élections survient en plein baby-boom au sein de l'Action démocratique du Québec. L'adjoint principal et le directeur de cabinet de Mario Dumont, deux chercheurs, deux responsables des communications et deux députés sont récemment devenus parents ou sont en voie de l'être, a constaté *La Presse*. Dans deux cas, il s'agit de jumeaux.

Dumont veut privatiser une partie d'Hydro

MARTIN CROTEAU

NOTRE-DAME-DU-MONT-CARMEL — Mario Dumont veut privatiser une partie d'Hydro-Québec en permettant aux Québécois d'en acheter des actions. Ses adversaires craignent un choc tarifaire, mais le chef de l'ADQ affirme que la mesure fournira une occasion d'investissement sûr aux contribuables. Et permettra de faire le ménage dans une société d'État qu'il dit mal gérée.

Un gouvernement adéquiste vendrait 7,5 % de l'actif d'Hydro sous forme d'actions. L'opération rapporterait 10 milliards à la province, une somme qui serait entièrement consacrée au service de la dette. En allégeant ainsi la dette publique, le gouvernement économiserait 410 millions par année en frais d'intérêts, calcule M. Dumont.

« Dans un monde où les spéculateurs ont secoué les marchés, les Québécois vont être heureux de voir arriver une somme de 10 milliards de placements sûrs, stables et intéressants », a-t-il indiqué devant le barrage hydroélectrique la Gabelle, en Mauricie.

Seuls des investisseurs ou des sociétés installés au Québec auraient le droit de se procurer des actions.

La proposition est d'autant plus nécessaire qu'Hydro-Québec n'offre pas son plein rendement, poursuit le chef de l'ADQ. D'abord parce que l'entreprise s'encombre de lourdes structures administratives, mais aussi parce que sa haute direction est constituée d'« amis du gouvernement ». « Hydro-Québec est devenu, du point de vue politique, une machine qui récompense, a-t-il



PHOTO JACQUES BOISSINOT, PC

Le chef de l'ADQ Mario Dumont et son candidat dans Trois-Rivières Sébastien Proulx ont parlé de leurs plans pour Hydro-Québec devant le barrage la Gabelle, hier en Mauricie.

affirmé. Les nominations d'amis du régime, les contrats, il faut une surveillance accrue sur la façon dont on désigne les administrateurs à Hydro-Québec. »

Mario Dumont n'a pas voulu citer d'exemples de mauvaise gestion d'Hydro, pas plus qu'il n'a voulu nommer un gestionnaire nommé indûment par un gouvernement. Mais le leader adéquiste est certain d'une chose: l'arrivée d'actionnaires privés n'ayant

aucun intérêt politique forcera la société d'État à faire le ménage.

Explosion tarifaire?

Le chef adéquiste reprend une idée formulée par Jacques Parizeau, alors qu'il était ministre des Finances dans les années 70. Mais aussitôt lancée, elle a été attaquée de toutes parts, hier.

Jean Charest a écorché la proposition de l'ADQ, affirmant que pour vendre des parts de la

société d'État à leur valeur marchande, le gouvernement devrait hausser massivement les tarifs d'électricité.

« Les familles du Québec n'ont qu'à bien se tenir parce que Mario Dumont leur propose un choc tarifaire majeur », a-t-il prévenu.

Même son de cloche du côté de Québec solidaire, qui accuse l'ADQ de vouloir larguer le rôle social d'Hydro-Québec.

« Un actionnaire ne cherche qu'une chose: le maximum de profits, le plus rapidement possible. Tout le contraire de la mission d'un service public qui cherche avant tout à assurer les meilleurs services pour tous, au moindre coût. »

Mario Dumont assure qu'Hydro-Québec ne sera pas tentée d'augmenter ses tarifs pour satisfaire ses nouveaux actionnaires, puisque la Régie de l'énergie continuera d'avoir le dernier mot sur la fixation des prix.

Reste que Charles Tanguay, d'Option consommateur, est sceptique: « On peut soupçonner que la privatisation partielle d'Hydro-Québec va encore servir de bonne raison pour augmenter les tarifs », a-t-il dit.

Une percée à Laval?

Par ailleurs, l'ADQ a dévoilé hier soir, devant une trentaine de partisans, les cinq candidats qui porteront ses couleurs à Laval. Mario Dumont a bon espoir de percer dans l'île Jésus, où trois de ses candidats sont venus à moins de 2000 votes de déloger les libéraux lors des élections de mars 2007. La formation alignera en outre l'ex-député bloquiste Pierre Brien dans la circonscription de Vimont. Dans Fabre, le président de l'ADQ Tom Pentefountas, tentera de battre le ministre de l'Éducation Michelle Courchesne. M. Dumont a bon espoir que ses propositions, qui visent la classe moyenne, trouveront écho dans la troisième ville de la province. Le leader adéquiste sera à Montréal demain pour présenter sa plate-forme économique.

— Avec la collaboration de Malorie Beauchemin

ÉTATS FINANCIERS

« On n'a rien à cacher », dit Charest

MALORIE BEAUCHEMIN

Jean Charest pourrait dévoiler les états financiers du gouvernement dans les prochains jours, tel que le réclament le Parti québécois et l'Action démocratique. En conférence de presse, hier, le premier ministre n'a pas fermé la porte à l'éventualité de rendre publics les chiffres que ses adversaires lui reprochent de dissimuler.

« On n'a rien à cacher, a dit le chef du Parti libéral. On a reçu la lettre et on va regarder ça. C'est possible que ça se fasse. »

Les chefs du Parti québécois et de l'ADQ ont tous deux envoyé une lettre au vérificateur général, Renaud Lachance, lui demandant de rendre public son rapport sur les états financiers 2007-2008, afin de faire la lumière sur l'état des coffres du Québec.

« Si M. Charest n'a rien à cacher, j'imagine qu'il va être

d'accord. S'il est si transparent, s'il a si bien géré, j'imagine qu'il n'aura aucune objection à déposer les documents », a estimé la chef péquiste, Pauline Marois.

Du côté de l'ADQ, le chef Mario Dumont juge que la population doit avoir tout en mains pour faire un choix éclairé le 8 décembre, date du scrutin.

« Ce qu'il y a d'ironique, c'est que la loi qu'a proposée Monique (Jérôme-Forget) venait placer tous ces chiffres-là dans les bonnes colonnes et ce sont eux qui n'ont pas voulu l'adopter. »

« Si on veut parler d'économie, il faut avoir les états financiers vérifiés, qui existent, et il faut avoir les chiffres de la Caisse de dépôt. Il y a des sommes considérables qui sont en jeu et les

Québécois ont le droit d'avoir le portrait », a dit le chef adéquiste.

« Les écarts entre les discours roses de la ministre des Finances et le portrait présenté par le vérificateur général sont inquiétants », a ajouté M. Dumont.

La ministre Monique Jérôme-Forget a affirmé, en début de semaine, que son gouvernement

cette marge de manœuvre, sous prétexte qu'il ne pouvait commenter le contenu des états financiers avant leur publication.

Chiffres déjà connus

En juin dernier, le vérificateur général affirmait toutefois que le déficit cumulé du gouvernement se chiffrait plutôt à 5,8 milliards de dollars. Pour qu'il rende publique son analyse de la santé financière de l'État québécois, il ne manque au vérificateur que le consentement du chef libéral.

Or, M. Charest, hier, n'a pas fermé la porte, mais ne s'est pas engagé non plus à dévoiler ces états financiers, alléguant que, selon lui, « les chiffres sont déjà tous connus ».

« À tous les mois, le ministère des Finances rend publics ses chiffres. Les maisons de cotation de crédit n'ont pas de sentiment,

d'émotions, que ce soit le Québec ou d'autres juridictions. Ils évaluent nos finances publiques et ils les ont tous, nos chiffres », a dit le chef libéral. Le débat est comptable, selon lui.

« Ce qu'il y a d'ironique là-dedans, c'est que la loi qu'a proposée Monique (Jérôme-Forget) venait justement placer tous ces chiffres-là dans les bonnes colonnes et ce sont eux qui n'ont pas voulu l'adopter », a-t-il ajouté en guise de réplique à ses adversaires du PQ et de l'ADQ.

Au bureau du vérificateur général, on souligne qu'il serait possible pour Renaud Lachance de rendre publics ses commentaires sur les états financiers du gouvernement, qui suivent normalement la publication des chiffres par le ministre. « Mais ce serait de façon tout à fait exceptionnelle », a expliqué Raymonde Côté-Tremblay, ne cachant pas son étonnement de se retrouver mêlée ainsi à la campagne électorale.

Renaud Lachance avait, dès la matinée, décidé qu'il n'y aurait pas de décision de son côté hier. « Pour l'instant... on fait le mort », a résumé sa collaboratrice.

— Avec Tommy Chouinard, Martin Croteau et Denis Lessard

JFK, Obama et nous



YVES BOISVERT
CHRONIQUE

Le 9 novembre 1960, lendemain de l'élection présidentielle américaine, à la une de *La Presse*: «La victoire de Kennedy, un tournant capital dans l'histoire des États-Unis.»

La dépêche de l'Agence France-Presse reflétait l'opinion générale en Occident. L'élection de JFK «marque le triomphe de la nouvelle vague américaine», écrivait le journaliste.

«Pour la première fois, un catholique va s'installer à la Maison-Blanche. Plus qu'une nouveauté, c'est une révolution, un tournant capital dans l'histoire des États-Unis. Une image nouvelle de ce pays se dessine: elle réserve bien des surprises.»

On jurerait lire, à quelques détails près, une dépêche sur l'élection de 2008.

John F. Kennedy, héros de guerre, fils d'un des hommes les plus riches et les plus puissants des États-Unis, et Barack Obama, sont très dissemblables. Le rapprochement entre les deux s'impose néanmoins parce qu'ils ont incarné tous les deux un changement historique, dont tous avaient conscience dès le jour de l'élection.

En cette année 1960, le vent progressiste arrivait du sud de la frontière. Il allait contribuer puissamment à donner de l'élan aux multiples réformes qui ont marqué la décennie au Canada.

On n'a pas idée, aujourd'hui, de ce qu'a pu représenter l'accession d'un catholique à la Maison-Blanche en 1960. «Un tabou

disparaît donc aux États-Unis», écrivait dans *Le Devoir* André Laurendeau, le 10 novembre. «Le vieil antipapisme a peut-être livré et perdu sa dernière lutte.»

L'ampleur de l'événement était claironnée partout, comme aujourd'hui. Mais, contrairement à aujourd'hui, Kennedy n'était pas d'emblée un héros international. Si le Canada avait voté, il aurait même probablement voté contre lui.

Au Canada, au Canada anglais en particulier, Kennedy était loin d'être vénéré en 1960. De larges segments de la population, notamment des protestants, se méfiaient de lui. Pas seulement pour des raisons religieuses, mais aussi parce qu'il incarnait un progressisme en apparence radical.

Reportons-nous 48 ans en arrière. Le Québec vient tout juste d'élire Jean Lesage, mais après 16 ans de pouvoir ininterrompu de l'Union nationale et de Maurice Duplessis. Une large portion de l'électorat est encore très attachée aux valeurs traditionnelles. Le Canada est gouverné par John Diefenbaker, un premier ministre conservateur élu avec la plus forte majorité de

l'histoire — dont 50 des 75 députés du Québec.

La plupart des programmes sociaux qui font en quelque sorte



PHOTO D'ARCHIVES AP

Kennedy en 1963 avec sa femme, Jacqueline, et ses enfants John jr. et Caroline.

partie de l'identité canadienne, l'assurance maladie par exemple, n'étaient encore que des projets promus par des «socialistes». Et même s'il ne prenait pas position officiellement, tout le monde savait que Diefenbaker favorisait Richard Nixon, défait par JFK.

En cette année 1960, le vent progressiste arrivait du sud de la frontière, donc. Il allait contribuer puissamment à donner de l'élan aux multiples réformes qui ont marqué la décennie au Canada. Les progressistes étaient pro-américains, les conservateurs plutôt antiméricains.

Quarante-huit ans plus tard, c'est à nouveau un gouvernement conservateur qui est au pouvoir au Canada. Certes, le Canada a changé considérablement. La gauche est plutôt méfiante face aux États-Unis, tandis que la droite s'inspire davantage de l'expérience américaine: c'est un renversement total.

Un gouvernement conservateur en 2008 au Canada ne ressemble en rien à un gouvernement conservateur en 1960. Jon Stewart, humoriste américain, tentant d'expliquer au public américain à quoi ressemble un gouvernement conservateur au Canada, disait

qu'il faudrait penser à quelque chose comme «l'association gâchée pour Ralph Nader».

Il est vrai que plusieurs des réformes qui seraient révolutionnaires aux États-Unis, comme l'assurance maladie, font partie des meubles ici.

Il n'en reste pas moins que sur plusieurs questions, Stephen Harper était plus d'atomes crochus avec les républicains. Contrairement à Obama, Stephen Harper était favorable à la guerre en Irak. Et contrairement à Obama, notre premier ministre n'est pas particulièrement inquiet, aux dernières nouvelles, des changements climatiques.

Il y aura donc, à nouveau, ce vent progressiste qui soufflera du sud de la frontière.

Un Obama canadien? Québécois? Il n'y en a pas, comme il n'y a pas un de Gaulle québécois ou un Gandhi ontarien, parce que le génie de chaque pays produit des politiciens qui ne se transposent que très mal dans d'autres réalités historiques.

S'il y avait un Obama canadien, je veux dire s'il fallait dessiner un individu capable de permettre au pays de dépasser son péché originel, ce serait peut-être un jeune Métis quelque part, un Indien qui parle trois langues, quelqu'un ayant des parents dans une réserve...

Cette quête est vaine, de toute manière. Ce qu'on peut prévoir, c'est plutôt que le vrai Obama influence les politiques bien au-delà des frontières américaines. On peut penser qu'il se créera soudainement un espace plus grand, un «marché», pour l'innovation politique, pour les idées progressistes, un peu partout.

C'est ce probable déplacement de la force de gravité politique qui risque d'influencer tous nos partis politiques, y compris à droite. Et non l'illusoire recherche d'un clone local.

COURRIEL
Pour joindre notre chroniqueur: Yves.boisvert@lapresse.ca

LE QUÉBEC AUX URNES

Le système électoral québécois traîné en cour

KARIM BENEISSAIEH

Elle a 208 ans et elle va se retrouver pour la première fois de sa vie dans le box des accusés, le 1^{er} décembre prochain. Ce qu'on lui reproche? Elle est injuste et bafoue la Charte des droits et libertés, selon quatre citoyens représentés par l'avocat Julius Grey.

La Loi électorale du Québec, car c'est d'elle qu'il s'agit, sera en effet au cœur d'un débat d'experts en Cour supérieure, après plus de quatre ans de processus judiciaire. Initiée en mars 2004 par quatre «simples citoyens», comme se présente l'un d'eux, la requête soutient que le mode de scrutin actuel contrevient aux articles 3 et 22 des chartes canadienne et québécoise.

«Je suis tanné de voter stratégique, je veux voter pour qui je veux, a soutenu Pierre Véronneau, un des quatre demandeurs. Si 10% des gens votent pour un parti, ce parti devrait avoir 10% des sièges. Nous demandons un système proportionnel, c'est tout.»

Les articles des chartes invoqués défendent essentiellement le droit des citoyens à voter et à se porter candidats lors d'élections. La Cour suprême a cependant considérablement élargi ce droit, en 1991, en y ajoutant la notion d'égalité du vote, notamment dans le cas de circonscriptions trop grandes.

Du 1^{er} au 8 décembre prochains, en Cour supérieure, les quatre citoyens et leur avocat plaideront que le mode de

scrutin actuel, dit «majoritaire uninominal à un tour», est injuste et devrait être déclaré «inopérant». Depuis quatre ans, les citoyens ont multiplié les rapports d'experts et ont remporté une première victoire quand le juge leur a accordé le droit de déposer la requête.

«Cette fois, on va enfin plaider sur le fond, a expliqué M. Véronneau. Ce qu'il nous faut, c'est une proportionnelle, et je laisse le soin aux fins stratèges de trouver une formule adaptée au Québec.»

M. Véronneau, qui exerce le métier d'organisateur de salons et de foires, se dit lui-même peu ferré dans les subtilités juridiques. «Et tant mieux: je veux que tout le monde puisse comprendre de quoi il s'agit.» Selon lui, il serait souhaitable d'imposer un seuil, par exemple 4% d'électeurs, pour qu'un parti puisse être représenté à l'Assemblée nationale. Il rappelle que la majorité des démocraties dans le monde ont adopté une forme ou une autre de scrutin proportionnel. Il souhaite également que les élections soient tenues à date fixe.

Les requérants ont-ils vraiment des chances de gagner? «La question à 54 000\$... Je pense que oui, a répondu M. Véronneau. Comme disait Margaret Mead, il ne faut jamais sous-estimer le pouvoir d'un petit groupe de gens bien intentionnés de changer le monde. Il y aurait un renouveau, un réel intérêt après les taux de participation désastreux des dernières élections.»

EN BREF

Marois et les chiffres

Moment plutôt embarrassant pour Pauline Marois. Au moment même où elle dévoilait son plan économique, la chef péquiste a eu bien du mal à donner le nombre de bénéficiaires du crédit d'impôt pour la TVQ, ces gens à faible revenu qui recevraient son chèque de 200\$, l'un des ses plus importants engagements. «Il y en a 200 000», a d'abord répondu M^{me} Marois. Des murmures provenant de son équipe se sont fait entendre. «Non, a-t-elle ajouté, 1,2» million. Puis, regardant du côté de son équipe à la recherche d'un peu d'aide, elle a finalement lancé: «2,1 millions!» — Tommy Chouinard

À CHACUN SON CHOIX



Tous les jours dans

LA PRESSE

VOYAGE D'AFFAIRES *Flyé*

Obtenez **1000** milles Aéroplan/séjour*
du 13 octobre au 14 décembre 2008

aeroplan

et courez la chance de gagner **50 000** milles Aéroplan^{MD*}

Inscrivez-vous à l'hôtel lors de votre séjour ou sur www.gouverneur.com

GOVERNEUR HÔTELS

1-888-910-1111
www.gouverneur.com

Montréal (Place Dupuis) • Montréal (Île Charron) • Québec (Sainte-Foy) • Trois-Rivières • Saint-Georges • Rimouski • Sept-Îles • Rouyn-Noranda • Shawinigan • Saint-Jean-sur-Richelieu

* Retrouvez les conditions de l'offre et le règlement de notre concours sur gouverneur.com

^{MD} Aéroplan est une marque déposée d'Aéroplan, société en commandite.

LE QUÉBEC AUX URNES

ANALYSE DES SLOGANS ET PANCARTES DES PARTIS

Le PLQ jugé audacieux

ÉMILIE CÔTÉ

Le slogan du Parti libéral? Audacieux. Le slogan de l'ADQ? Direct, mais maladroit. Le slogan du Parti québécois? Trop neutre. Voilà le bilan des observations des quatre spécialistes de la communication interviewés par *La Presse*. C'est le slogan du Parti libéral, *L'économie d'abord, Oui*, qui a suscité le plus de réactions. Frédéric Metz, professeur de design graphique à l'UQAM, le voit comme «un coup de taloche» au PQ.

«Le Parti libéral installe une certaine confusion en empruntant le mot Oui aux souverainistes», explique la publicitaire Anne Darche. Surtout que c'est graphiquement présenté comme le Non l'était à l'époque. «En voyant l'affiche, c'est clair que Oui est le vrai slogan. *L'économie d'abord* est plus comme un sous-titre, indique-t-elle. Cela démontre énormément d'assurance. Cela frise le baveux, mais c'est très astucieux.»

Selon elle, «le slogan du PLQ est le plus habile, le plus conscient, parce qu'on parle d'un sujet qui préoccupe les gens».

«C'est audacieux, renchérit Luc Dupont, professeur en communication à l'Université d'Ottawa. Mais c'est le fruit d'une étude de marché», nuance-t-il.

Frédéric Metz n'a pas été impressionné par les slogans des trois partis. Il qualifie de «catastrophique» le *Donnez-vous le pouvoir* de l'ADQ. «On prie le Seigneur à genoux», ironise-t-il.

«C'est comme *Donnez-nous notre pain quotidien*. Il y a un fond religieux», opine Anne Darche. Pour la publicitaire, le slogan est du «Subliminal 101». «Inévitablement, je lis *Donnez-nous le pouvoir*. Soit que c'est très subliminal et que c'est un bon coup, ou bien c'est très maladroit.»

Pour sa part, Luc Dupont apprécie la formule courte, impérative et *punchée* du slogan de l'ADQ. Mais si Mario Dumont fait piètre allure dans les sondages, «le slogan va tomber à plat».

«C'est un slogan qui vise la classe moyenne, complète Thierry Giasson, professeur au département d'information et de communication de l'Université Laval. Il interpelle le citoyen et il le place au centre de l'exercice.»

De son côté, le Parti québécois a comme slogan *Québec gagnant*. Sur les affiches, il s'inscrit en un seul mot, car, pour y faire un renvoi à un site internet, on y a ajouté «.org». Luc Dupont considère que le PQ se reprend pour la mauvaise stratégie web de la dernière campagne. «L'internet devient une

façon intéressante de contrecarrer l'absence de sous», ajoute-t-il.

Le slogan du parti de Pauline Marois emballe moins ses trois collègues. «Faible. Pas d'effet de nouveauté», dit Thierry Giasson. «Enfantin», ajoute Frédéric Metz. «C'est extrêmement neutre, conclut Anne Darche. Il pourrait être employé par n'importe quel autre parti. C'est dépourvu d'émotion et d'engagement. Le cœur n'y est pas.»

La publicitaire critique tout autant la pancarte, et comment Pauline Marois y est présentée. «On dirait une image sainte. Elle ne regarde pas l'objectif, comme si elle implorait le ciel. L'image est délavée», commente-t-elle.

De son côté, Québec solidaire n'a pas de slogan officiel. Mais cinq «pancartes à message», indique le porte-parole Francis Boucher, comme «POUR un système public, CONTRE le profit sur la maladie».

Un slogan n'était pas nécessaire pour l'équipe de Françoise David et Amir Khadir, considère Anne Darche, car «leur mission passe par leur nom». Avec l'opposition du «POUR» et du «CONTRE», l'approche est intéressante. «Cela ne se décode pas au volant d'une voiture. Mais ça colle au parti et à ses gens piétonniers.»



Le PLQ reprend le «oui» du camp souverainiste à son compte.



Le slogan du PQ est estimé trop neutre et trop faible.

Sears*

Samedi, dimanche et lundi seulement!

le 8, 9 et 10 novembre 2008 dans la limite des stocks

OFFRE DE DURÉE LIMITÉE DE SAMEDI, DE 8 H À 11 H

RABAIS 50%

*Tous les vêtements d'extérieur à prix ordinaires pour hommes et femmes.



OFFRE DE DURÉE LIMITÉE DE SAMEDI, DE 8 H À 11 H

RABAIS 50%

*Toutes les blouses Jessica®/MD et Jessica Weekend™/MC. Le choix varie suivant le magasin.



Nous avons fait 34\$ millions de dollars de réductions

sur vêtements pour hommes, femmes et enfants, chaussures, dessous féminins, tenues de nuit, accessoires, bijoux, linge de lit et de salle de bains, articles ménagers, quincaillerie, produits pour l'environnement du foyer, meubles***, ensembles matelas-sommier et électronique. N'attendez pas pour profiter d'un plus grand choix! Dans la limite des stocks.

*Ces offres de rabais: à l'exclusion des articles dont le prix se termine par .97, des offres de durée limitée, des articles 'Achat spécial', des articles actuellement annoncés, des marques Columbia® et Nike®. ***R/OI Meubles; à l'exclusion des meubles de jardin et des meubles pour bébés dans les grands magasins Sears.



Doublez le rabais de votre carte à gratter

Avec la carte Sears ou la carte MasterCard® Sears®/MD, avec achat de 800 \$ ou plus, avant les taxes, de gros appareils ménagers, meubles*** et ensembles matelas-sommier à prix ordinaires ou en solde, Sears doublera le rabais figurant sur votre carte à gratter. Sur approbation de votre crédit.

Aucune obligation d'achat pour obtenir une carte à gratter. Le rabais doit être révélé par un conseiller à la vente Sears, sinon la carte est annulée. Carte à gratter en vigueur seulement du samedi 8 au lundi 10 novembre 2008. Cartes à gratter dans la limite des stocks. Limite d'une carte à gratter par achat; la carte à gratter ne peut pas être utilisée plus d'une fois et elle doit être remise au conseiller à la vente. À l'exclusion des offres de durée limitée, des articles vendus à l'unité dont le prix se termine par .97, des articles à prix de liquidation, des articles 'Achat spécial', des achats par catalogue, sur le site Web et par téléphone. Détails complets en magasin. Dans le cas d'une erreur d'impression, Sears se réserve le droit d'apporter des modifications à cette offre, sans préavis.

RABAIS 50\$ 449⁹⁹CUISINIÈRE KENMORE 30 PO À ÉLÉMENTS-SERPENTINS ET À NETTOYAGE FACILE ET DESSUS ÉMAILLÉ BASCULANT • four d'une capacité de 4,9 pi³ N° 51242. Rég. Sears 499,99.RABAIS 50\$ 499⁹⁹ RÉFRIGÉRATEUR KENMORE DE 18,2 PI³ À CONGÉLATEUR EN HAUT • 2 tablettes en verre réglables. N° 41902. Rég. Sears 549,99.RABAIS 20\$ 259⁹⁹

LAVE-VAISSELLE KENMORE À ENCASTRER • panier en vinyle N° 14012. Rég. Sears 279,99. Supplément pour l'installation.

Achetez ces 3 appareils ménagers Kenmore®/MD pour 999⁹⁷

Épargnez 330\$ en tout Les rabais supplémentaire de 210 \$ est inclus dans le prix

RABAIS 50% 499⁹⁹

CANAPÉ 'FENWAY' • en cuir reconstitué Rég. Sears 999,99.

RABAIS 50% 599⁹⁹

FAUTEUIL INCLINABLE 'PAXTON' • assise en cuir. Rég. Sears 1199,99.

RABAIS 50% 649⁹⁸

MOBILIER DE HAUTEUR DE COMPTOIR 'EMPIRE' DE 5 PIÈCES • comprend table de hauteur de comptoir et 4 tabourets • table extensible de 42 à 60 po avec la rallonge de 18 po • carcasses en bois dur massif et placage de chêne. Rég. Sears 1299,96.

Pas d'intérêt avant janvier 2012** ou le double de points†



avec la carte Sears ou la carte MasterCard® Sears®/MD, pour tous les meubles***, ensembles matelas-sommier et gros appareils ménagers

*Sur approbation de votre crédit. Les clients obtiendront le double de points du Club Sears™ pour les achats avec la carte Sears ou la carte MasterCard® Sears®/MD, s'ils ne choisissent pas le programme de financement. Pour les commandes par téléphone, par catalogue ou en ligne, indiquez le numéro d'offre de prime 9416 22661 pour recevoir le double de points. À l'exclusion des articles de nos magasins de liquidation. Offre en vigueur jusqu'au dimanche 16 novembre 2008. Renseignez-vous. Les points du Club Sears ne s'appliquent ni aux taxes ni aux frais de livraison.

*Payez en 38 mensualités égales, sans intérêt, jusqu'en janvier 2012, sur approbation de votre crédit. Achat minimum de 700 \$. Tous les frais et taxes applicables sont payables au moment de l'achat. Des frais de crédit s'ajouteront au solde de votre compte pour toute portion impayée d'un montant porté sur votre compte Sears ou MasterCard® Sears®/MD, à compter de la date de la facturation pour cette portion non payée. À l'exclusion des articles de nos magasins de liquidation. Renseignez-vous. Les formules de paiement et modalités peuvent être modifiées ou supprimées en tout temps sans préavis. Offre en vigueur jusqu'au dimanche 16 novembre 2008. Renseignez-vous au sujet d'autres facilités de paiement. Sauf avis contraire, les programmes de financement facultatifs ne donnent pas droit aux points du Club Sears. Les clients obtiendront du Club Sears pour les achats avec la carte Sears ou la carte MasterCard® Sears®/MD s'ils ne choisissent pas le programme de financement. Les points du Club Sears ne s'appliquent pas aux taxes ou aux frais de livraison. MasterCard® est une marque déposée de MasterCard International Incorporated. Sears® est une marque déposée de Sears, utilisée sous licence au Canada.

Les blues des profs d'université

Une étude affirme que la moitié auraient songé à quitter leur emploi

LOUISE LEDUC

«On est passé de la Révolution tranquille à la régression tranquille.»
Telle est l'une des observations recueillies par les chercheurs Frédéric Deschenaux et Nathalie Dyke, qui ont livré hier les fruits de leur étude toute fraîche sur les professeurs d'université.
Ce qui ressort de cette enquête menée auprès de 1328 professeurs des quatre coins du Québec? Un professeur sur deux (49 %) a déjà sérieusement songé à quitter son emploi. Plus d'un professeur sur trois (36,2 %) est insatisfait de la vie intellectuelle de son institution. Un professeur sur quatre (25,5 %) a déjà eu un problème de santé d'ordre psychologique lié à son travail.

Ce qui est aussi très fortement ressorti, a dit hier la chercheuse Nathalie Dyke, «c'est ce schisme entre les administrateurs (universitaires) et les professeurs». Les professeurs de l'UQAM ont notamment dit à la presque unanimité avoir été en désaccord avec des décisions administratives importantes prises en haut lieu.

Si les relations avec les étudiants sont perçues comme étant très satisfaisantes (à 97 % des répondants), les professeurs ont cependant fait certains commentaires peu élogieux à leur égard.
«Certains n'y vont pas de main morte, peut-on lire dans l'étude: les étudiants seraient des illettrés, manqueraient de respect à l'égard des professeurs et ne seraient plus soucieux de faire les efforts nécessaires pour bien travailler. Le plagiat a aussi été dénoncé.»

Au surplus, «certains ont mentionné que l'accessibilité aux études avait contribué à réduire le niveau global de connaissances des étudiants à l'entrée à l'université et à faire baisser les normes d'excellence. D'autres sont allés jusqu'à affirmer que certains étudiants ne devraient pas se retrouver à l'université tant leur niveau de connaissances générales est faible.»

«L'anti-intellectualisme des étudiants qui s'attendent à avoir des notes élevées sans fournir les efforts nécessaires a été mentionné. (...) Il semblerait également que le clientélisme ait commencé à être intériorisé chez certains étudiants qui perçoivent leurs professeurs comme des fournisseurs de services.»

Enseigner, ce n'est pas ce que les professeurs préfèrent: 52,3 % des professeurs ont dit qu'ils aimaient la recherche et l'enseignement, mais qu'ils penchaient plus vers la recherche, alors que 11,7 % ont carrément dit qu'ils aimaient surtout la recherche.

Malgré cela, et même si la conciliation travail-famille est difficile au point d'avoir découragé 10 % des répondants d'avoir un enfant après leur entrée en poste, les professeurs se sont quand même dits satisfaits de leur travail. Les chercheurs n'ont pas caché leur étonnement face à ce taux de satisfaction élevé de 77,2 % exprimé par les professeurs. «J'imagine que c'est comme en amour: on peut être satisfait, mais avoir beaucoup de reproches à faire!» a lancé M^{me} Dyke.

L'étude, intitulée «Enquête sur le corps professoral québécois: Faits saillants et questions», a été rendue publique dans le cadre du colloque de la Fédération québécoise des professeurs d'université dont le thème est «Faut-il reconstruire l'université?»

À cette question, le chercheur Anton De Baets, de l'Université de Groningen, aux Pays-Bas, est intervenu au micro pour rappeler que tout cela évoque l'étiquette de «McUniversités» déjà largement accolée à ces institutions.

CINÉMA

CE QU'ON A VU, CE QU'ON EN PENSE.



Tous les samedis dans LA PRESSE

Les médecins spécialistes appuient les modifications du CHUM

Mais ils accusent l'administration de l'hôpital d'avoir ralenti le projet

ARIANE LACOURSIÈRE

La Fédération des médecins spécialistes du Québec (FMSQ) a manifesté son appui aux modifications du futur Centre hospitalier de l'Université de Montréal (CHUM), hier, qualifiant le projet de «très satisfaisant». Mais le président de la FMSQ, Gaétan Barrette, a du même coup tiré à boulets rouges sur l'administration de l'hôpital en l'accusant d'avoir agi comme une nuisance dans le dossier.

Après de longues discussions, l'administration du CHUM a finalement accepté cette semaine de faire passer le nombre de lits du futur hôpital de 700 à 772. D'autres changements ont été apportés. Un espace vacant a entre autres été prévu pour accueillir au besoin 36 lits de plus.

Selon le D^r Barrette, ce résultat, qui est le fruit d'«intenses négociations» entre la FMSQ et le gouvernement, est «un compromis satisfaisant».

Au début de l'été, la FMSQ avait dénoncé le manque d'envergure du futur CHUM. Les médecins spécialistes estimaient que l'hôpital serait trop petit pour répondre aux besoins de la population.



PHOTO RÉMI LEMÉE, LA PRESSE

«Le Ministère (Santé) a voulu que les gens soient soignés, et a passé devant les caprices administratifs du CHUM pour modifier le projet», a dit hier le D^r Gaétan Barrette, qui représente les médecins spécialistes.

L'administration du CHUM s'en est longtemps défendu et a fréquemment assuré que 700 lits seraient suffisants.

«Depuis le début jusqu'à mercredi passé, l'administration du

CHUM s'opposait à tous changements», a rappelé le D^r Barrette, qui n'a pas hésité à qualifier le conseil d'administration de l'hôpital de «nuisance». Le D^r Barrette accuse les dirigeants d'avoir longtemps

paralysé le projet pour des raisons d'orgueil. «C'est quand la FMSQ s'est mise à parler au ministère de la Santé que le dossier a enfin avancé», dit-il.

Le D^r Barrette a d'ailleurs lancé des fleurs au gouvernement. «Le Ministère a voulu que les gens soient soignés, et a passé devant les caprices administratifs du CHUM pour modifier le projet», a dit le D^r Barrette. Selon lui, il règne un «climat de secret» au CHUM entre l'administration et le corps médical. «On souhaite qu'il y ait un virage de ce côté-là», a dit le D^r Barrette.

La FMSQ croit que le dossier du CHUM est maintenant clos. Le décret avalisant les changements du projet devait être déposé mercredi à Québec. Le déclenchement des élections a reporté l'opération. «Mais je pense que le décret sera adopté à la mi-décembre, après les élections», prévoit le D^r Barrette.

Même s'il a reconnu que la FMSQ rêve encore que le CHUM soit construit sur le terrain de la gare de triage d'Outremont, le D^r Barrette a déclaré que le débat sur le lieu est définitivement clos. «En ce temps de campagne électorale, si un parti veut faire renaître le débat, on verra. Mais nous, on n'en parle plus», dit-il.

Fin de semaine Panasonic

Venez rencontrer le représentant de **Panasonic**, Monsieur Marc Poirier, pour une démonstration personnalisée!

Vendredi 7 novembre 2008 13h à 21h
Samedi 8 novembre 2008 10h à 17h

Sac et carte SD 2Go GRATUIT

À l'achat d'un appareil photo numérique Panasonic*



EPSON Stylus Photo R280

PORTEFEUILLE EN PRIME(1)

DA EPR280

0\$

À l'achat d'un appareil photo numérique Panasonic

Après remise postale de 100\$, taxes en sus

Rég.: 99⁹⁹\$



Panasonic Lumix TZ5

349⁹⁹\$

Rég.: 359⁹⁹\$

PAN DMCTZ5S

PORTEFEUILLE EN PRIME(2)

Incluant un sac optex NA3 et une carte SD 2Go (valeur de: 47\$)



Panasonic Lumix LX3

549⁹⁹\$

Rég.: 549⁹⁹\$

PAN DMCLX3K

PORTEFEUILLE EN PRIME(2)

Incluant un sac optex NA3 et une carte SD 2Go (valeur de: 47\$)



Panasonic Lumix FX35

319⁹⁹\$

Rég.: 339⁹⁹\$

PAN DMCFX35A

PORTEFEUILLE EN PRIME(2)

Incluant un sac optex NA2 et une carte SD 2Go (valeur de: 46\$)



Panasonic Lumix FS3

179⁹⁹\$

Rég.: 179⁹⁹\$

PAN DMCF3SA

PORTEFEUILLE EN PRIME(2)

Incluant un sac optex NA2 et une carte SD 2Go (valeur de: 46\$)



Panasonic Lumix FS3

179⁹⁹\$

Rég.: 179⁹⁹\$

PAN DMCF3SA

PORTEFEUILLE EN PRIME(2)

Incluant un sac optex NA2 et une carte SD 2Go (valeur de: 46\$)



Panasonic Lumix FX35

319⁹⁹\$

Rég.: 339⁹⁹\$

PAN DMCFX35A

PORTEFEUILLE EN PRIME(2)

Incluant un sac optex NA2 et une carte SD 2Go (valeur de: 46\$)



Panasonic Lumix FZ28

439⁹⁹\$

Rég.: 449⁹⁹\$

PAN DMCFZ28K

PORTEFEUILLE EN PRIME(2)

Incluant un sac Lowepro edit 100 et une carte SD 2Go (valeur de: 53\$)



Panasonic Lumix LX3

549⁹⁹\$

Rég.: 549⁹⁹\$

PAN DMCLX3K

PORTEFEUILLE EN PRIME(2)

Incluant un sac optex NA3 et une carte SD 2Go (valeur de: 47\$)



Panasonic SW 20R

429⁹⁹\$

Rég.: 429⁹⁹\$

PAN SDRSW20R

PORTEFEUILLE EN PRIME(3)

Incluant un sac optex VA73 et une carte SD 4Go (valeur de: 70\$)



Panasonic SDR H40

379⁹⁹\$

Rég.: 429⁹⁹\$

PAN SDRH40

PORTEFEUILLE EN PRIME(3)

Incluant un sac optex VA73 et une carte SD 4Go (valeur de: 70\$)



Panasonic SD 100

1 099⁹⁹\$

Rég.: 1 099⁹⁹\$

PAN HDCSD100

PORTEFEUILLE EN PRIME(3)

Incluant un sac optex OP100 et une carte SD 4Go (valeur de: 80\$)



Velbon Trépied CX660

49⁹⁹\$

Rég.: 99⁹⁹\$

GE CX660



Manfrotto Trépied 785B Modò

79⁹⁹\$

Rég.: 79⁹⁹\$

AM 207-85B



Manfrotto Trépied 190XB

129⁹⁹\$

Rég.: 149⁹⁹\$

AM 201-90XB

Le plus grand choix de cadres numériques au Québec

iQ

Cadre numérique 8 pouces

179⁹⁹\$

Rég.: 199⁹⁹\$

GE DPF880BP

Les Portefeuilles du Grand Chef

(1) À l'achat d'un imprimante recevez le PORTEFEUILLE DU GRAND CHEF

- 10\$ de rabais sur un plan de protection
- 20\$ de rabais sur un atelier du Grand Chef
- 10% de rabais sur les papiers et encres
- 10% de rabais sur les papiers et encres

(2) À l'achat d'un compact numérique recevez le PORTEFEUILLE DU GRAND CHEF

- 10\$ de rabais sur un plan de protection
- 10\$ de rabais sur les cadres numériques
- 10% de rabais sur les cadres et albums
- 20\$ de rabais sur un atelier du Grand Chef

(3) À l'achat d'un caméscope recevez le PORTEFEUILLE DU GRAND CHEF

- 20\$ de rabais sur un plan de protection
- 10% de rabais sur les batteries
- 10% de rabais sur les trépieds
- 20\$ de rabais sur un atelier du Grand Chef
- 10% de rabais sur les cartes mémoire



Photo • Vidéo • Réparation • Location • Impression photo

6229, St-Hubert Montréal (Québec) www.lozeau.com 514 274-6577 1 800 363-3535

Évitez de vous déplacer, imprimez vos photos de la maison

lozeau.com

* Promotion valide seulement sur les modèles annoncés dans cette publicité. Sac peut différer. Jusqu'à épuisement des stocks. Photos peuvent différer. Valide jusqu'au 9 novembre 2008.

POLITIQUE

Vers de nouvelles élections fédérales?

Stéphane Dion menace de faire tomber le gouvernement si Stephen Harper «pousse trop fort»

GILLES TOUPIN

OTTAWA—Stéphane Dion a affirmé hier que si le premier ministre Stephen Harper pousse trop fort et tente de faire adopter de force aux Communes certains de ses projets de loi concernant des réformes dans le domaine de la justice, il risque de devoir porter l'odieux d'un déclenchement prématuré de nouvelles élections fédérales.

«Je pense que le gouvernement doit comprendre qu'il est minoritaire et qu'il faut qu'il travaille avec le Parlement, ce qui a cruellement fait défaut dans les mois qui ont précédé les élections», a affirmé aux journalistes M. Dion à la suite d'une réunion de cinq heures avec les membres de son aile parlementaire.

Avant le déclenchement des dernières élections générales du mois d'octobre, les élus libéraux avaient mis de côté à plusieurs occasions leur orgueil afin de ne pas défaire en Chambre le gouvernement minoritaire sur certains

projets de loi, question d'éviter des élections trop précipitées à leur goût. Le PLC avait besoin de temps pour mettre ses finances en bon état et préparer la bataille électorale. Cette stratégie a vivement été reprochée aux libéraux qui en ont d'ailleurs payé le prix lors du dernier scrutin.

Or, cette fois-ci, a averti le chef libéral, il en sera tout autrement. M. Dion a déclaré que M. Harper se devait maintenant de travailler avec l'opposition officielle.

«Les Canadiens veulent que l'on se concentre sur l'économie, a-t-il dit. Je suppose que c'est ce que M. Harper va faire aussi. Sinon, ça va créer des problèmes. S'il arrive avec des projets de loi qui sont clairement inacceptables pour l'opposition officielle, je vais envoyer tout de suite le message suivant à MM. Layton, Duceppe et à M. Harper: "Ne comptez pas sur les libéraux pour garder ce Parlement fonctionnel si vous ne voulez pas l'être". Donc, ce sera très important pour M. Harper de comprendre qu'il est minori-

taire et qu'il y a des priorités qui sont claires pour les Canadiens. Et l'économie est la priorité des priorités.»

C'est un secret de Polichinelle que le gouvernement conservateur, à la faveur de la course au leadership des libéraux, souhaite faire adopter par le Parlement des projets de loi destinés à durcir les peines pour certains criminels, notamment les jeunes contrevenants et les criminels condamnés à purger leurs peines à domicile. Les conservateurs menacent même de faire des projets de loi des votes de défiance, donc des votes susceptibles de faire tomber le gouvernement en cas de défaite.

«Je ne crois pas que nous ayons changé d'avis sur le sujet, a confirmé cette semaine le directeur des communications du premier ministre, Kory Teneycke. Nous sommes prêts à faire de ces questions des questions de confiance s'il le faut.»

Stéphane Dion a réagi hier en expliquant qu'il n'y avait pas



PHOTO ADRIAN WYLD. LA PRESSE CANADIENNE

«Je pense que le gouvernement doit comprendre qu'il est minoritaire et qu'il faut qu'il travaille avec le Parlement, ce qui a cruellement fait défaut dans les mois qui ont précédé les élections», a affirmé, hier, Stéphane Dion.

beaucoup d'appuis dans le caucus libéral pour un retour à la stratégie d'avant les élections. «Mes députés ne veulent pas faire autre chose que de voter en fonction du mérite de chacun des projets de loi qui nous seront soumis», a-t-il insisté.






On vous en donne plus pour votre argent avec notre

RABAIS PRIX EMPLOYÉ* + 0%

de financement[^]
SUR MODÈLES 2008/09 SÉLECTIONNÉS

Voyez tous les détails chez votre concessionnaire.



RABAIS PRIX EMPLOYÉ + 0%

de financement jusqu'à 60 mois

JEEP LIBERTY

OU

RABAIS PRIX EMPLOYÉ + REMISE AU COMPTANT

ÉCONOMIES TOTALES JUSQU'À 15 188 \$[†]

Voyez tous les détails chez votre concessionnaire.



RABAIS PRIX EMPLOYÉ + 6 500 \$

remise au comptant

ÉCONOMIES TOTALES 9 176 \$

DODGE GRAND CARAVAN



RABAIS PRIX EMPLOYÉ + 9 750 \$

remise au comptant

ÉCONOMIES TOTALES 14 349 \$

DODGE RAM 1500



RABAIS PRIX EMPLOYÉ + 3 000 \$

remise au comptant

ÉCONOMIES TOTALES 6 241 \$

DODGE DAKOTA



RABAIS PRIX EMPLOYÉ + 10 000 \$

remise au comptant

ÉCONOMIES TOTALES 14 648 \$

CHRYSLER 300C



RABAIS PRIX EMPLOYÉ + 1 000 \$

remise au comptant

ÉCONOMIES TOTALES 2 625 \$

DODGE AVENGER



RABAIS PRIX EMPLOYÉ + 10 500 \$

remise au comptant

ÉCONOMIES TOTALES 15 188 \$

JEEP GRAND CHEROKEE



RABAIS PRIX EMPLOYÉ + 500 \$

remise au comptant

ÉCONOMIES TOTALES 2 374 \$

JEEP PATRIOT



RABAIS PRIX EMPLOYÉ + 2 500 \$

remise au comptant

ÉCONOMIES TOTALES 4 851 \$

DODGE NITRO

Profitez de nos offres les plus avantageuses de l'année!

chrysler.ca

jeep.ca

dodge.ca



SIRIUS
RADIO SATELLITE
INFORMEZ-VOUS SUR NOS 12 MOIS GRATUITS
D'ABONNEMENT À LA RADIO SATELLITE SIRIUS

VISITEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE CHRYSLER • JEEP^{MD} • DODGE

L'acheteur avisé lit les petits caractères: *, ^ Ces offres d'une durée limitée s'appliquent aux livraisons au détail pour usage personnel seulement des véhicules neufs Chrysler, Jeep et Dodge 2008 et 2009 sélectionnés achetés ou loués entre le 1^{er} novembre 2008 et le 2 janvier 2009. Le concessionnaire peut avoir à échanger un véhicule. Les offres peuvent changer sans préavis. * Cette offre exclut les Dodge Sprinter et Challenger 2008/2009 ainsi que les Journey et Ram 1500 2009. Le rabais Prix Employé peut être combiné avec d'autres programmes au détail, incluant la remise au consommateur, l'allocation de livraison et les taux de financement à l'achat subventionnés. Les programmes de remises ER Bonus négociés auprès des TCA ainsi que certaines offres de remises au comptant exclusives sont exclus. ^ Le taux de financement à l'achat de 0% est offert sur approbation du crédit par la Banque Royale du Canada aux consommateurs qui se qualifient à l'achat d'une Dodge Charger 2009, d'une Chrysler 300 ou 300C 2009 pour un terme allant jusqu'à 84 mois et à l'achat d'un Jeep Liberty 2008 pour un terme allant jusqu'à 60 mois. Certaines conditions s'appliquent. Voyez votre concessionnaire Chrysler • Jeep^{MD} • Dodge ou chrysler.ca/fr pour tous les détails. † Les rabais négociés et les remises au comptant s'appliquent aux modèles illustrés dans cette annonce: Chrysler 300C 2008 (29T+AWK+GWA+RSP); Dodge Grand Caravan 2008 (24G+GTS); Avenger 2008 (22X+GWA+AHX+RSP+AL3); Nitro 4x4 2008 (24C+AWK+WGN); Ram 1500 à essence 4x4 2008 (26G+AGG+AHX+DSA+GPG+XBM+XME+RSP); Jeep Liberty 4x4 2008 (28B+AJY+DH2) – rabais prix employé seulement; Grand Cherokee Diesel 4x4 2008 (22X+GWA+AHX+RSP+AL3); Dodge Dakota à cabine allongée 4x4 2008 (22C+AM8+A5**) et Patriot 4x4 2008 (26E+AL3). L'économie totale de 15 188 \$ s'applique au Jeep Grand Cherokee diesel 4x4 2008 seulement. Certains rabais ou remises seront déduits du prix négocié avant l'application des taxes et d'autres, après l'application des taxes. MD SIRIUS est une marque de commerce de SIRIUS Satellite Radio Inc. MD Jeep est une marque déposée de Chrysler LLC et utilisée sous licence.

Coop publicitaire des concessionnaires Chrysler • Jeep^{MD} • Dodge du Québec





BOWRING

AUBAINES D'AUTOMNE



MONTROSE Causeuse
Comparez à 999,99 \$

maintenant
849 99 \$

MONTROSE Canapé
Comparez à 1199,99 \$

maintenant
999 99 \$

MONTROSE Fauteuil
Comparez à 799,99 \$

maintenant
599 99 \$



maintenant
199 99 \$

PORTLAND Table de bout
Comparez à 299,99 \$



maintenant
299 99 \$

PORTLAND Table de Salon
Comparez à 450,00 \$



maintenant
19 99 \$
ch

LAMPES DE BUFFET 31 po
Comparez à 39,99 \$ ch



maintenant
59 99 \$
ch

MIROIRS BISEAUTÉS DÉCORATIFS
24 x 36 po - Comparez à 100 \$
Choix de différents modèles



maintenant
299 99 \$

WINDSOR Tabouret de rangement
Comparez à 399,99 \$
118 x 45 x 42 cm



maintenant
14 99 \$
l'ens.

ÉTAGÈRES MURALES DÉCORATIVES
En brun ou noir - Comparez à 39,99 \$/l'ens.



Achetez-en 1 et obtenez l'autre à
50%
de rabais
Le deuxième coussin sera de valeur égale ou moindre

COUSSINS DÉCORATIFS



maintenant
24 99 \$
ch

Porte-bougies décoratif **CELESTE** - 9 bougies
12,5 po - Comparez à 39,99 \$
Les fleurs et les bougies ne sont pas comprises



BOWRING

Magasins des centres commerciaux

Carrefour Laval - Laval
Promenade St-Bruno - St-Bruno
Place Laurier - Ville de Québec

Bowring chez-soi

Riocan Kirkland - Kirkland
Marché Central - Montréal
Quartier DIX30 - Brossard
Carrefour de la Rive Sud - Boucherville

Les prix sont en vigueur vendredi le 7 novembre jusqu'au vendredi le 14 novembre 2008. Certains meubles remboursés sont disponibles seulement chez les Bowring chez soi. Nous nous réservons le droit de limiter les quantités. Certains articles peuvent ne pas être disponibles dans tous les magasins. Bien que nous fassions tout notre possible pour éviter les erreurs typographiques, en cas d'erreur, les articles seront vendus aux prix en vigueur.



MAINTENANT EN MAGASINS

Ornement 'Rêves'

12,00 \$

Rêves d'enfants

Tous les profits de ces ventes seront versés à la fondation

Ensemble nous faisons toute une différence!

Un premier coup de fil Harper-Obama

Le premier ministre espère une meilleure collaboration sur le plan environnemental

JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA — Le premier ministre Stephen Harper voit dans la victoire de Barack Obama une occasion en or d'obtenir la pleine participation des États-Unis dans la lutte contre les changements climatiques.

Commentant publiquement pour la première fois hier l'élection du nouveau président, M. Harper a souligné, comme bien d'autres leaders internationaux, que cela suscite beaucoup d'espoir de changements autant aux États-Unis qu'ailleurs dans le monde.

« C'est une élection historique pour les États-Unis. C'est un événement historique. Je pense que tout le monde, et pas seulement aux États-Unis, est bien excité par la possibilité de changement aux États-Unis. (...) En même temps, nous reconnaissons les grands défis qui attendent M. Obama. Nous avons l'intention de travailler en collaboration », a dit M. Harper.

M. Harper s'est d'ailleurs entretenu avec le président désigné au téléphone hier après-midi. Le premier ministre a félicité M. Obama pour sa victoire et les deux hommes ont convenu qu'il n'y avait pas deux pays plus proches amis et alliés dans le monde. Les deux hommes ont promis de travailler à renforcer davantage les relations canado-américaines, selon un compte rendu du bureau du premier ministre. Aussi, ils ont discuté du prochain sommet du G20 qui aura lieu à Washington le 15 novembre pour discuter de la crise financière et ils ont convenu de se reparler prochainement.

Trois dossiers prioritaires

De passage hier midi à Toronto où il a rencontré des experts du monde des finances, des assurances et des économistes en prévision du sommet du G20, M. Harper a indiqué que trois dossiers domineront les échanges



Lors de leur entretien téléphonique d'hier, le premier ministre canadien Stephen Harper et le président désigné Barack Obama ont promis de travailler à renforcer les relations canado-américaines.

entre le Canada et les États-Unis une fois que le président désigné occupera la Maison-Blanche à partir du 20 janvier 2009: l'économie et la crise financière; la protection de l'environnement et la sécurité énergétique; et les

« Tout le monde, et pas seulement aux États-Unis, est bien excité par la possibilité de changement aux États-Unis. »

affaires étrangères, en particulier la mission en Afghanistan.

Sur la question de l'environnement, M. Harper a soutenu que le Canada aura en Barack Obama un interlocuteur enfin intéressé à s'attaquer aux problèmes que représentent les changements climatiques.

« Le nouveau président a exprimé un désir de participer pleinement aux efforts mondiaux de régler le problème des gaz à effet de serre. Pour nous, c'est un changement important parce que comme je l'ai dit dans le passé,

c'est essentiel pour le Canada de gérer ce problème en collaboration avec les États-Unis. Nous avons une économie intégrée. Nous partageons un continent. Et nous avons besoin d'un partenaire dans les dossiers environnementaux pour faire de vrais progrès. Je pense que c'est une

belle occasion pour le Canada », a dit le premier ministre.

Durant la campagne présidentielle, Barack Obama s'est notamment prononcé en faveur de l'instauration d'un système de quotas d'émissions aux entreprises et un marché de droits d'émission (*cap and trade* en anglais). Il a aussi évoqué l'objectif de réduire d'ici 2050 les gaz à effet de serre de 80% par rapport aux niveaux de 1990.

Sous la houlette de George W. Bush, les États-Unis ont longtemps nié la réalité du changement climatique et se sont opposés à tout accord international qui imposerait des conditions contraignantes.

Cela dit, M. Harper ne s'inquiète pas outre mesure des critiques de certains démocrates au sujet de l'exploitation des sables

HARPER PROMET UNE RENCONTRE AVEC LES PREMIERS MINISTRES

À la suite de la rencontre des premiers ministres prévue lundi, Stephen Harper tiendra une conférence officielle au début de 2009 afin de discuter de la manière d'affronter la crise économique mondiale. Dans une lettre adressée aux premiers ministres des provinces et des territoires, M. Harper soutient que la discussion de trois heures de lundi servira à s'enquérir de leurs points de vue avant de rencontrer les chefs de gouvernement étrangers à Washington. Le premier ministre assistera à un sommet d'urgence du G20 les 14 et 15 novembre pour développer un plan d'action global afin de s'attaquer à la crise mondiale du crédit. Après le sommet, Stephen Harper affirme qu'il fera un compte rendu de la rencontre au cours d'une téléconférence avec les premiers ministres. Dans sa lettre, le premier ministre affirme que les ministres des Finances continueront leur travail et se rencontreront à nouveau en décembre afin de préparer le terrain à une réunion subséquente plus structurée qu'il propose de tenir au début de 2009.

- La Presse Canadienne

bitumineux en Alberta, une source majeure d'émissions de gaz à effet de serre. Le premier ministre estime que la nouvelle administration va vite comprendre que « le Canada reste pour les États-Unis la source d'énergie la plus importante et la plus sécuritaire. C'est une réalité pour n'importe quel président des États-Unis », a-t-il dit.

Au sujet de la mission en Afghanistan, le ministre des Affaires étrangères, Lawrence Cannon, a indiqué mercredi que le Canada compte toujours retirer ses troupes de Kandahar en 2011, même si M. Obama a promis d'y déployer 15 000 nouveaux soldats pour venir à bout des talibans.

Justin prête serment

Le nouveau député libéral de Papineau, Justin Trudeau, a été assermenté en grande pompe hier au Parlement. Une centaine de supporters ont assisté à cette cérémonie plutôt singulière aux Communes, puisque plusieurs députés choisissent de se faire assermenter plus sobriement, en groupe ou plus simplement dans un bureau. Après avoir juré fidélité à la reine, M. Trudeau a salué les électeurs de sa circonscription qui s'étaient déplacés jusqu'à Ottawa et a affirmé qu'il acceptait l'honneur de les représenter aux Communes avec la plus grande humilité. Son jeune fils dans les bras, il a indiqué que son parti allait travailler avec le gouvernement élu et qu'il porterait une oreille attentive aux citoyens de sa circonscription. - La Presse Canadienne

Les municipalités veulent des infrastructures

La Fédération canadienne des municipalités soutient qu'il y a des centaines de projets municipaux prêts à être lancés et qui pourraient être financés par des fonds fédéraux déjà disponibles (quelque 3 milliards), mais que les provinces tardent à signer les ententes de financement avec Ottawa. La fédération a publié hier un rapport demandant aux gouvernements de consacrer de l'argent aux routes, ponts et réseaux d'alimentation en eau afin d'éviter une récession. Selon ce rapport, des investissements accélérés en infrastructures de 1 milliard auraient le même impact qu'une réduction d'impôts du même montant. - La Presse Canadienne

PLACE VERSAILLES

LE CENTRE DE L'ÉLÉGANCE

Le Père Noël arrive en hélicoptère ce Samedi 10h



Soyez de la fête!

Super défilé avec fanfare & nombreux amis du Monde Merveilleux de Disney. Ballons et bonbons pour tous!

PLACE VERSAILLES

Plus de 225 magasins incluant Winners HomeSense, Zellers, Bureau en Gros et Maxi.

Tunnel Lafontaine et rue Sherbrooke Est. Métro Radisson

3587229



La Maison Heffel

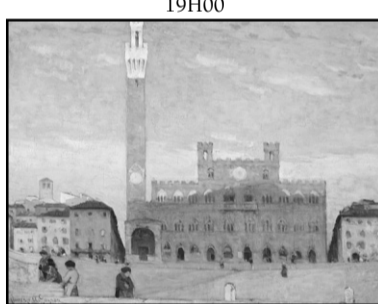
EXPOSITION À MONTRÉAL AUJOURD'HUI

ART CANADIEN D'APRÈS-GUERRE ET CONTEMPORAIN - 16H00



JEAN-PAUL RIOPELLE, *Sans titre*
ESTIMATION: 1,000,000\$ - 1,500,000\$

BEAUX-ARTS CANADIENS 19H00



CLARENCE GAGNON, *Campo, Siena*
ESTIMATION: 300 000\$ - 500 000\$

Galerie Heffel, 1840 rue Sherbrooke Ouest

Du jeudi 6 novembre jusqu'au samedi 8 novembre de 11h00 à 18h00

Vente aux enchères le 19 novembre 2008 à l'Hôtel Park Hyatt, 4 Avenue Road, Toronto

La Maison Heffel ~ Encanteurs et Évaluateurs

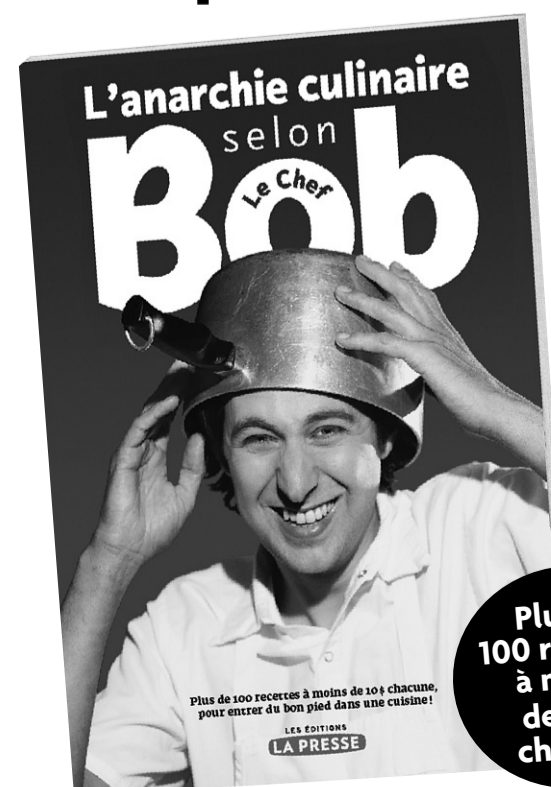
Vancouver • Toronto • Ottawa • Montréal

1840 rue Sherbrooke Ouest
Montréal, Québec H3H 1E4
Téléphone: 514 939 6505
Sans frais: 1 866 939 6505
Site web: www.heffel.com

13 Hazelton Avenue
Toronto, Ontario M5R 2E1
Téléphone: 416 961 6505
Sans frais: 1 866 961 6505

2247 Granville Street
Vancouver, C-B V6H 3G1
Téléphone: 604 732 6505
Sans frais: 1 800 528 9608
Courriel: mail@heffel.com

« La cuisine de base quand on sait pas cuisiner pantoute. »



Plus de 100 recettes à moins de 10\$ chacune, pour entrer du bon pied dans une cuisine!

Offert en librairie et sur librairie.cyberpresse.ca



3594694A

3587229

Des graffitis antisémites à Montréal

CATHERINE HANDFIELD

Croix gammées, moustaches hitlériennes, messages haineux: les graffitis à caractère antisémite sont en croissance à Montréal, selon le Congrès juif canadien (CJC). Offensée, l'organisation a rapporté la situation aux policiers, hier.

« Il n'y a pas matière à dramatiser, mais on tient tout de même à sensibiliser la population », a dit hier Jérémie Tapiero, directeur des communications de la division québécoise du CJC.

M. Tapiero et son équipe ont recensé une dizaine de graffitis haineux à Montréal depuis le

mois de septembre, principalement dans les quartiers où il y a une forte concentration de la communauté juive orthodoxe.

Dans le quartier Côte-des-Neiges, la mention « pas de juifs!!! » est écrite en caractères noirs sur une pancarte de la Ville. Un peu plus loin, le

mot « juif » orne une boîte aux lettres.

Lors de la campagne électorale, des graffiteurs avaient dessiné des croix gammées et des moustaches hitlériennes sur les affiches des candidats juifs Irwin Cotler et Rafael Tzoubari, dans l'arrondissement de Mont-

Royal. Le CJC a signalé les méfaits au Service de police de la ville de Montréal, hier. Des policiers se sont rendus sur les lieux et ont remis leurs rapports à des enquêteurs. « On va faire notre bout de chemin », a assuré hier la porte-parole, Anie Lemieux.

Le CJC a dit avoir bon espoir que les policiers interpelleraient les auteurs et souhaite que la condamnation de ceux-ci soit « exemplaire ».

SHDM

L'indépendance de l'enquête est mise en doute

ANDRÉ NOËL

La Société d'habitation et de développement de Montréal (SHDM), bras immobilier de la Ville de Montréal, a demandé à la firme KPMG d'enquêter sur son directeur général, Martial Fillion, suspendu depuis un mois. Or, il y a deux ans, cette même firme a été impliquée dans le regroupement des sociétés paramunicipales sous la direction de M. Fillion.

Le 10 octobre dernier, *La Presse* révélait que les vérificateurs internes de la SHDM cherchaient à savoir si M. Fillion n'avait pas favorisé de façon indue le promoteur Frank Catania dans le projet du Faubourg Contrecoeur, où la construction de 1800 logements est prévue dans l'est de Montréal. Le jour même, le conseil d'administration de la SHDM suspendait M. Fillion avec solde, le temps de compléter la vérification.

Les chefs des deux partis d'opposition à l'hôtel de ville, Benoit Labonté et Richard Bergeron, demandaient que le rapport de vérification interne soit rendu public, ce qui n'a pas été fait. Ils demandaient aussi qu'une enquête soit réalisée par un vérificateur indépendant de la Ville. La SHDM a choisi de confier la vérification à la firme KPMG. Des personnes bien au fait du dossier doutent de son indépendance.

En 2006, le directeur des Affaires corporatives de la Ville, Robert Cassius de Linval, avait reçu le mandat de fusionner la SHDM, qui s'occupait du logement social, avec une société paramunicipale beaucoup plus importante, la Société de développement de Montréal. La firme KPMG l'appuyait dans cette mission.

« Afin de réaliser ce mandat, les services de la firme KPMG ont été retenus pour, notamment, assumer auprès des intervenants impliqués un rôle de gestion de projet dans le cadre du déploiement de ce plan d'intégration, indique un document de la Ville datant de novembre 2006 et endossé par M. de Linval. Dans la foulée de cette recommandation, le comité exécutif (de la Ville) a nommé Martial Fillion, directeur général de la SHDM, de la SDM et de la nouvelle société à naître de l'intégration de ces deux sociétés. »

Une curieuse demande

Après avoir « avalé » la SDM, la nouvelle SHDM est devenue une société privée à but non lucratif. N'est-il pas curieux, deux ans plus tard, de demander à la firme KPMG d'enquêter sur cette société, alors qu'elle a elle-même participé à sa création? « La Ville de Montréal est heureuse que la SHDM se fasse accompagner par des experts dans le dossier, a répondu François Goneau, chargé de communications à la Ville, hier. La réputation des professionnels de KPMG est largement reconnue. »

Des sources dignes de foi ont affirmé que, à la suite de la parution de l'article de *La Presse* en octobre dernier, la direction des affaires juridiques de la Ville avait été mandatée pour enquêter sur les présumées irrégularités à la SHDM dans le dossier du Faubourg Contrecoeur. Depuis, l'ordre a-t-il été donné aux avocats de la Ville d'envoyer leurs dossiers à KPMG? « Les services juridiques de la Ville n'ont jamais fait enquête dans cette affaire », a affirmé M. Goneau.

Pierre Hurtubise, porte-parole de la SHDM, a dit que l'indépendance de KPMG dans ce dossier n'était pas en doute, car la firme n'avait pas participé directement à la nomination de M. Fillion. Celle-ci avait été recommandée par la firme Raymond Chabot Grant Thornton.

Personne n'était disponible chez KPMG, hier, pour commenter ce dossier.

Ménogène

La ménopause apprivoisée

Comme toujours, les meilleures réponses pour assurer notre bien-être se trouvent dans la nature.

Ménogène, une toute nouvelle formule pour soulager les problèmes dûs à la ménopause, voilà enfin une solution encourageante et parfaitement naturelle qui vous aidera à passer ces moments difficiles en toute tranquillité.

Ménogène utilise le pain d'abeille, la gelée royale et les isoflavones de soya. Ce trio aide à équilibrer le système hormonal d'une façon saine et naturelle.

Les phytoestrogènes naturels (estrogènes de pain d'abeille, de gelée royale et d'isoflavones de soya), dont la structure est semblable aux estrogènes de la femme, aident l'équilibre des hormones femelles et apaisent les symptômes ménopausiques comme les bouffées de chaleur, la sécheresse vaginale, les maux de tête, la transpiration nocturne, l'insomnie, etc.

La vie est courte. Donnez-vous le temps d'en profiter pleinement.



**2 BOÎTES DE 32 CAPSULES
POUR LE PRIX D'UNE SEULE
UNE OCCASION EXCEPTIONNELLE**

En vigueur du samedi 8 au mardi 11 novembre 2008*

Ménogène^{MD} : titulaire d'une nouvelle licence pour les produits de santé naturels. NPN 80003489

Disponible aux endroits suivants :

Espace Santé Beauté Johanne Verdon
1278, rue Jean-Talon Est
Montréal 514-279-3709
www.johanneverdon.com

Espace Santé Beauté Johanne Verdon
Centre Laval
1600, boul. Le Corbusier 450-688-5455
Laval

Espace Santé Beauté Johanne Verdon
145 A, boul. Des Promenades
Saint-Bruno 450-653-6009
(Promenades Saint-Bruno)

Espace Santé Beauté Johanne Verdon
2750, chemin Sainte-Foy (Plaza Laval)
Bureau 109, Sainte-Foy 418-656-1266

Espace Santé Beauté Johanne Verdon
341 A, boul. Saint-Joseph
Gatineau 819-770-3645

Espace Santé Beauté Johanne Verdon
100, boul. Brien, Galeries Rive-Nord
Repentigny 450-657-2032

Boutique Luc Mathieu
5455, boul. des Forges
Trois-Rivières 819-378-7777

Boutique Luc Mathieu
2304, rue King Ouest
Sherbrooke 819-823-3322

Espace Santé Beauté Johanne Verdon
1128, boul. Saint-Joseph, Terrasse Des Lilas
Drummondville 819-850-1705

Boutique Luc Mathieu
104, route du Président-Kennedy
Lévis 418-833-5933

Boutique Luc Mathieu
227, rue Principale Ouest
Magog 819-868-3368

* Jusqu'à épuisement des stocks

Vitavie au naturel
3333, boul. du Carrefour Promenade
Beauport 418-667-0070

Commandes postales
Pour les boutiques Luc Mathieu
Ligne sans frais : 1-877-511-3368
www.boutiquesantelucmathieu.com

Bio-Actif inc.
Heures d'ouverture restreintes
880, rue Michèle-Bohec 450-979-2506
Blainville

Ferti 2000 : commandes postales
Tél. : 514-272-1365,
Ligne extérieure : 1-800-272-1365
• Lundi : 8 h à 18 h
• Mardi au vendredi : 8 h à 17 h
• Samedi : 7 h à 17 h
• Dimanche : 7 h à 17 h

3595715

ACTUALITÉS

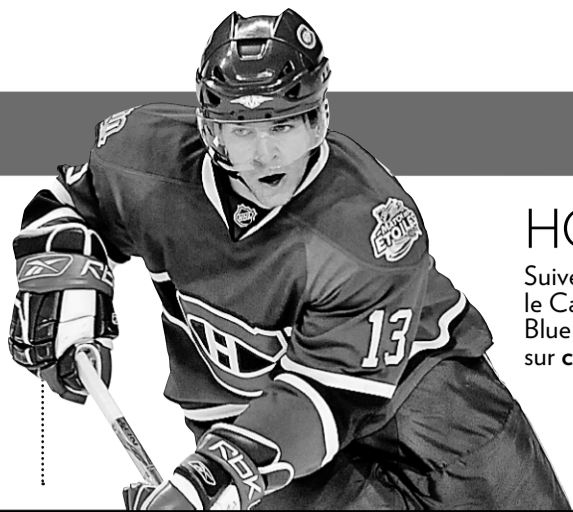
CYBERPRESSE.CA

QUIZ

Avez-vous bien suivi l'actualité internationale cette semaine? Testez vos connaissances sur cyberpresse.ca/quizmonde

SOLEIL

Préparez vos vacances sous le soleil sur cyberpresse.ca/destinations-soleil



HOCKEY

Suivez le match entre le Canadien et les Blue Jackets dès 19 h sur cyberpresse.ca

PHOTO BERNARD BRAULT, LA PRESSE Alex Tanguay

NOS BLOGUES



MALI ILSE PAQUIN

Les Britanniques ne savent pas cuisiner

Ce n'est pas moi qui le dis, mais Jamie Oliver, le saint patron culinaire de la Grande-Bretagne.

Lisez la suite sur cyberpresse.ca/paquin

PROCÈS DE PAUL FONTAINE

Gagné affirme avoir changé après son arrestation

CHRISTIANE DESJARDINS

Stéphane Gagné admet qu'il a été « menteur, voleur et inconséquent » dans sa vie criminelle. Mais depuis qu'il a retourné sa veste, en décembre 1997, il affirme dire la vérité, même s'il admet avoir gardé certains bouts pour lui lors des premiers interrogatoires de la police.

« J'ai dit la vérité, mais je n'ai pas tout dit au début », a expliqué Gagné, hier, alors qu'il était mitraillé de questions par M^e Carole Beaucage, l'avocate de Paul Fontaine. Ce dernier a son procès pour le meurtre d'un gardien de prison survenu en septembre 1997. Gagné a participé à l'attentat. Hier, M^e Beaucage a passé la journée à questionner Gagné sur ses antécédents judiciaires, et à décortiquer son dossier aux libérations conditionnelles. Elle a fait ressortir qu'il avait menti quand il pensait en tirer un profit, par exemple en obtenant une libération. « C'est

sûr: si je leur avais dit la vérité, ils m'auraient rentré en prison », a-t-il répété à plusieurs reprises. M^e Beaucage a aussi tenté de faire dire à Gagné qu'à l'époque, il avait de la rancœur envers le système carcéral, notamment parce qu'il s'était souvent retrouvé en isolement, « dans le trou ». Gagné a rétorqué que la prison et tout ce qui vient avec, « ça fait partie de la game ». Son ambition à lui était de vendre de la drogue et de faire beaucoup d'argent. « Je ne voulais pas travailler, je voulais vivre du crime. Si tu veux être criminel, mais que tu veux pas faire de prison, t'es aussi bien de pas commettre de crime. Mais c'est sûr que quand ils te mettent dans le trou, t'es pas content », a-t-il lancé.

M^e Beaucage a aussi reproché à Gagné d'être un violent. « J'étais violent si nécessaire. C'était pas de la violence gratuite, c'était un outil de travail pour moi. J'ai donné des volées à du monde qui me devait de l'argent. Avant les motards, j'es-

sayais de pas fronter (avancer) de la drogue, pour pas battre du monde. Mais j'ai jamais battu mon enfant, ma femme ou ma famille. » Dans le même souffle, il a reconnu que prendre une arme et tuer du monde comme il l'a fait, c'était violent. « J'avais aucun respect. J'ai tué du monde, j'ai essayé de faire sauter des bombes. Tous les moyens pour rentrer de l'argent étaient bons. »

Le contre-interrogatoire de Gagné se poursuivra lundi. Rappelons que le témoin repent affirmé que c'est Paul Fontaine qui a tiré sur le chauffeur du fourgon cellulaire Pierre Rondeau, le matin du 8 septembre 1997. L'ordre de tuer des gardiens de prison venait du chef des Nomads, Maurice Boucher. Selon Gagné, commettre un tel crime permettait de prendre du galon dans l'organisation des motards. À ce moment-là, Fontaine était « prospect » des Nomads, tandis que Gagné gravitait dans le club-école des Rockers.

Un camion se renverse...



PHOTO ANDRÉ PICHETTE, LA PRESSE

Un camion s'est renversé à 19 h hier dans la bretelle d'accès reliant l'autoroute 25 Sud à l'autoroute 40 Est. Le conducteur a été légèrement blessé, mais sa manœuvre a causé certains désagréments aux automobilistes qui ont dû faire un détour de plusieurs kilomètres. D'autres en auraient profité... « Le camion transportait de la nourriture pour chiens, et sa cargaison s'est renversée sur la voie de service en bas », a précisé Gregory Gomez, porte-parole de la SQ. M. Gomez indique que le remorquage du camion, une tâche complexe, devait être achevé au cours de la nuit. — Catherine Handfield

Villanueva : décision en novembre

Le directeur des poursuites criminelles et pénales, M^e Louis Dionne, a demandé un complément d'information à la SQ dans l'affaire Fredy Villanueva. Sa décision devrait tout de même être rendue en novembre, a assuré sa porte-parole, M^e Martine Bérubé. « M^e Dionne compte bien expliquer lui-même le sens de sa décision », a-t-elle ajouté. Il s'agit là d'une procédure qui n'est pas courante à la direction des poursuites, « mais c'est un dossier clairement sensible », a-t-elle expliqué. Cette

décision du directeur de s'exprimer publiquement ne permet pas de présumer qu'il y aura ou non des accusations. « Les questions qu'on a demandées à la SQ de clarifier sont mineures », a indiqué M^e Bérubé. La SQ a remis son rapport d'enquête au début d'octobre. *La Presse*, quelques jours plus tard, a annoncé qu'il n'y aurait pas de poursuite à l'endroit du policier du SPVM qui a tiré sur le jeune Villanueva à Montréal-Nord début août. Les témoignages du policier et de sa partenaire ont été corroborés par le rapport d'enquête de la SQ et la thèse de la légitime défense s'en est trouvée validée. — Denis Lessard

LE QUÉBEC D'ABORD

- Campagne électorale provinciale : les prédictions de nos 3 experts.
- Les défis du Québec selon Jean-François Lisée.
- Deux infirmières québécoises à bout de souffle s'exilent en Suisse.

98,5 fm

LA PUISSANCE DES MOTS

AVEC ISABELLE MARÉCHAL

Dimanche de 11h05 à 12h28.

En rediffusion le dimanche de 17h à 18h30.

Une station de radio **103.5** QUÉBEC

Bouchées de Noël en 30 minutes



RICARDO

105 IDÉES POUR NOËL
canapés en 30 minutes
notre rôti de dinde 2008
cadeaux en pots...

Brunch infailible pour recevoir simplement

DOSSIER SUD-OUEST de la FRANCE + un voyage à gagner

DÉCOUVREZ · EXPÉRIMENTEZ · SUCCOMBEZ



ENCARTÉ PUBLICATION EN ALUMIUM
0 253557 740 1 011
VOLUME 7 NUMÉRO 1 6,95 \$

EN KIOSQUE MAINTENANT

Cuisinez avec Ricardo en semaine à 11 h sur les ondes de Radio-Canada.

ABONNÉS DE LA PRESSE

Obtenez 10 % de rabais cyberpresse.ca/privileges

CLUB PRIVILÈGES

LES ÉDITIONS GESCA

RADIO-CANADA TÉLÉVISION

JEUX VIDÉO

La violence rend les jeunes... plus violents

CHARLES CÔTÉ

Il faut réduire l'exposition des jeunes, en particulier les enfants, aux jeux vidéo violents, selon une étude publiée dans la prestigieuse revue *Pediatrics*. Jouer de la mitraille virtuelle accroît de façon significative la propension à des comportements violents dans la réalité. Et plus on est jeune, plus cet effet est prononcé.

Les chercheurs ont étudié des jeunes de 9 à 18 ans dans deux pays: les États-Unis et le Japon. Les effets sont semblables, en dépit des attitudes très différentes par rapport à la violence dans ces pays, ce qui selon les chercheurs ajoute du poids à leurs conclusions.

On a déjà montré des liens entre le fait de jouer à des jeux vidéo violents et des comportements ou des pensées violents à court terme, dans l'immédiat. C'est la première fois qu'on se penche sur les effets à plus long terme.

Les chercheurs ont étudié la violence à laquelle étaient exposés des jeunes, suivis pendant trois à six mois. L'étude a porté sur trois échantillons (deux japonais et un américain) totalisant 1595 jeunes.

Ils ont évalué le niveau de violence auquel les jeunes ont été expo-

sés et aussi quels comportements violents – coups de pied, bagarres, etc. – ils ont pu avoir au cours des mois qui ont suivi. L'information provenait à la fois des jeunes et de leur entourage.

Ils ont conclu que l'exposition à la violence des jeux vidéo faisait doubler la propension à la violence trois à six mois plus tard. «L'habitude de jouer à des jeux vidéo violents chez les enfants et les adolescents entraîne une hausse des agressions physiques dans les mois qui suivent», affirment les auteurs. «Notre recherche suggère fortement qu'il faut réduire l'exposition des jeunes à ce facteur de risque», ajoutent-ils.

L'effet était plus prononcé avec les plus jeunes. «La tendance de l'effet dans le temps (longitudinal) était plus importante pour les échantillons plus jeunes», précisent-ils.

La violence chez les jeunes est un «problème important de santé publique aux États-Unis», souligne-t-on. Les homicides sont la deuxième cause de décès, après les accidents, pour les 24 ans et moins. Les 12-20 ans commettent plus du quart des crimes violents, même s'ils ne représentent que 12% de la population. Les chercheurs ajoutent que l'agressivité

JEUX VIDÉO : LES CHIFFRES

Quatre-vingt-dix pour cent des enfants américains (8 à 16 ans) jouent à des jeux vidéo. Ils y consacrent en moyenne 13 heures par semaine (16 à 18 heures pour les garçons). C'était seulement 4 heures il y a 20 ans. Plus de 90% des jeux cotés «10 ans et plus» contiennent de la violence. Plus de trois adolescents sur quatre jouent à des jeux cotés «M», déconseillés pour les 16 ans et moins, à cause de leur «violence intense». Et une étude a montré que plus de 80% des enfants réussissent à acheter ou louer des jeux qui leur sont déconseillés ou interdits...

dans l'enfance est un des plus grands facteurs de risque pour la propension à la violence à l'adolescence et à l'âge adulte. «Il est d'une importance vitale de mieux comprendre les facteurs qui font augmenter (ou réduire) les risques de violence si nous voulons comprendre et réduire la violence dans la société moderne.»

La recherche a été réalisée par Craig A. Anderson, de l'université d'Iowa, et plusieurs collègues.

MORT DE BRANDON CRISP

On fera une autopsie

BARRIE, Ontario —L'autopsie du corps de l'adolescent retrouvé mercredi, qu'on croit être celui de Brandon Crisp, doit avoir lieu ce matin. La police de Barrie en Ontario ne pense pas qu'il ait été victime d'un meurtre, mais n'écarte aucune hypothèse pour l'instant.

Brandon Crisp, 15 ans, avait fugué de chez lui le 13 octobre à la suite d'une dispute avec ses parents, qui lui avaient confisqué sa Xbox, jugeant qu'il y passait trop de temps. Le corps

de l'adolescent a été retrouvé à quelques kilomètres de chez lui, dans une zone qui avait pourtant été ratissée par les secouristes.

Hier, les collègues de classe de Brandon Crisp lui ont rendu hommage en posant des rubans blancs autour de l'école. Le directeur de l'école St. Joseph a par ailleurs annoncé la mise sur pied d'un programme sur l'utilisation sécuritaire des technologies.

- La Presse Canadienne

MONTTOIT

CE SAMEDI | UNE MAISON HISTORIQUE
À L'AMÉNAGEMENT
CONTEMPORAIN

Tous les samedis dans **LA PRESSE**

3575664



Recherchez ce symbole en magasin et sur cette annonce. Il signifie que nous avons baissé le prix ordinaire ou soldé de ces articles. Détails en magasin.

PRIX
COUPÉS

pour aider votre budget

SONY®/MD

rabais 300\$

999⁹⁹

PRIX
COUPÉS

pour aider votre budget

TÉLÉVISEUR HAUTE DÉFINITION
SONY Bravia 40 PO À CL

N° KDL40S4100.
N° 13855. Rég. Sears 1299,99.
Aussi en solde:
Téléviseur 46 po. N° KDL46S4100.
N° 13856. Rég. Sears 1699,99. **1299,99**
Prix en vigueur jusqu'au dimanche 9 novembre 2008



rabais 170\$

329⁹⁹

PRIX
COUPÉS

pour aider votre budget

Système de cinéma maison SONY Bravia
1000 W pour 5 disques

Technologie Bravia^{MP} sync de pointe.
N° DAVHDX475. N° 29901. Rég. Sears 499,99.



Prix en vigueur du vendredi 7 au lundi 10 novembre 2008, sauf avis contraire dans la limite des stocks. Certains articles ont peut-être été soldés au cours de la semaine dernière. Achats sur place seulement

ACTUALITÉS

EN PLEIN CENTRE-VILLE ET SANS QUE PERSONNE NE RÉAGISSE

Un homme est dévalisé, tabassé et poignardé

HUGO MEUNIER

Un homme dans la cinquantaine a été dévalisé, tabassé puis poignardé par deux jeunes devant plusieurs témoins vers 10h30 hier matin au centre-ville de Montréal.

« Personne n'a rien fait », a dénoncé une femme qui a voulu conserver l'anonymat, après avoir assisté à l'événement. La jeune

« Ils l'ont poignardé et roué de coups de pieds. Personne ne faisait rien de l'autre côté de la rue. »

femme reprochait aux gens de n'avoir pas bronché pendant que la victime était passée à tabac par ses agresseurs.

La scène s'est déroulée sur un trottoir de la rue Metcalfe, près du boulevard De Maisonneuve, devant l'entrée de l'édifice Les Cours Mont-Royal.

Les deux jeunes hommes, au début de la vingtaine selon les témoins, auraient voulu dérober le sac de la victime. Celle-ci s'est défendue et les choses ont ensuite

dégénéré. « Ils l'ont poignardé et roué de coups de pieds. Personne ne faisait rien de l'autre côté de la rue », a indiqué Peter, un employé des Cours Mont-Royal.

Plusieurs employés s'activaient sur un chantier de construction de l'autre côté de la rue pendant l'incident. Les travailleurs en question ont affirmé n'avoir rien vu.

L'homme agressé était conscient lors de son transport vers l'hôpital. Une mare de sang tapissait le bitume sur les lieux de l'accident. Il a été poignardé au bras à deux reprises. « Il a perdu une grande quantité de sang. On ne craint pas pour sa vie, mais le traumatisme est important sur son bras », a souligné Benoit Garneau d'Urgences-santé.

Les deux agresseurs ont pris la fuite et étaient activement recherchés par les policiers. L'un deux portait une casquette, une chemise à carreaux et mesurait environ 5 pieds 5. L'autre était un peu plus grand et était vêtu d'une veste grise au moment de l'agression.

Les policiers ont érigé un périmètre de sécurité pour tenter d'en apprendre plus et interroger les témoins. Les policiers tenaient aussi de déterminer si des caméras



PHOTO IVANO H. DEMERS, LA PRESSE

Juste devant Les Cours Mont-Royal hier matin, un homme a été poignardé par des voleurs.

de surveillance perchées dans le secteur auraient pu croquer quelque chose.

Plusieurs curieux et employés des

bureaux voisins traînaient en bordure des cordons policiers dans ce secteur très fréquenté du centre-ville.

le nouveau
fido 
Les bons prix font les bons amis.

NOUVEAUX FORFAITS À PARTIR DE

15 \$

PAR MOIS*
**AUCUNS
FRAIS D'ACCÈS
AU RÉSEAU**
pour éviter que votre
budget s'envole



1. Aucuns frais d'accès au réseau
2. Service gratuit d'alertes par texto pour contrôler votre budget
3. Aucun contrat à terme requis
4. Vous êtes récompensé par des FidoDollars™ à chaque utilisation de votre téléphone

**LA NOUVELLE
GARANTIE DU
PROPRIÉTAIRE**

MAGASINEZ SUR FIDO.CA
Passez à un magasin
Composez le 1-866-301-3436

MAGASINS FIDO

MONTRÉAL

1004, rue Sainte-Catherine Ouest
Carrefour Angrignon
Centre Rockland
Centre Eaton
Fairview Pointe-Claire
Les Galeries d'Anjou
Place Montréal Trust
Place Versailles
Place Vertu

LAVAL ET RIVE-NORD

Carrefour du Nord, St-Jérôme
Carrefour Laval
Centre Laval
Galeries Rive-Nord, Repentigny
Galeries Terrebonne
Place Rosemère

RIVE-SUD

Mail Champlain
Promenades Saint-Bruno

DÉTAILLANTS EXCLUSIFS

MONTRÉAL

ACTION-PAGE INC.
4960, boul. Décarie, Montréal
3820, rue St-Denis, Montréal
1221, rue St-Zotique Est, Montréal
3451, rue Ontario Est, Montréal
4328, boul. Henri-Bourassa Est, Montréal
3920, rue Wellington, Montréal
7024, rue St-Hubert, Montréal
1024A, avenue Mont-Royal Est, Montréal
6700, avenue Côte-des-Neiges, Montréal
Galeries Normandie, Montréal
4282, boul. Métropolitain Est, St-Léonard
2900, rue Masson, Montréal
Centre de la Pointe, Pointe-aux-Trembles

CELLUMAX INC.

Complexe Desjardins, Montréal

CELTEL MOBILITÉ

Place de la Cathédrale, Montréal
3758, boul. St-Laurent, Montréal
35, rue Beaubien Est, Montréal
101, avenue Mont-Royal Ouest, Montréal
6295, rue Victoria, Montréal
6245, boul. Métropolitain, St-Léonard
245, boul. Côte-Vertu, Ville Saint-Laurent

COMMUNICATIONS AIRFLEX INC.

4046, boul. Jean-Talon Est, Montréal
5613, avenue du Parc

CONNECTION MOBILE

1476, avenue du Collège, Ville Saint-Laurent
269, rue St-Jean, bureau 275-1, Pointe-Claire

STUDENT PHONES

Voyages Campus, Université Concordia

ZONE MOBILE

Place Alexis Nihon, Montréal
436, rue Jean-Talon Ouest, Montréal
680, rue Jarry Est, Montréal
Centre d'achat Langelier
10539, boul. Pie-IX, Montréal
1314, rue Ste-Catherine Est, Montréal

LAVAL ET RIVE-NORD

ACTION-PAGE INC.

1704, boul. Des Laurentides, Laval

CELTEL MOBILITÉ

1637, boul. Daniel-Johnson, Laval

ZONE MOBILE

367, boul. Arthur-Sauvé, St-Eustache

RIVE-SUD

ACTION-PAGE INC.

Place Longueuil

ZONE MOBILE

3310, boul. Taschereau, Greenfield Park

Métro Longueuil

FUTURE SHOP



la cabine 
la cabine téléphonie

Zellers

WAL*MART

VOUS VOUS SOUCIEZ DE L'ENVIRONNEMENT? NOUS AUSSI. ADOPTEZ LA FACTURATION EN LIGNE. VISITEZ FIDO.CA/MAFACTURE.

*Les frais liés au temps d'antenne local supplémentaire, les frais d'interurbain, les frais d'itinérance, les frais liés aux services supplémentaires sélectionnés et les taxes exigibles sont en sus et sont facturés mensuellement. Les offres et la tarification sont sujettes à changement en tout temps. ™ Fido & dessin et FidoDollars sont des marques de commerce de Fido Solutions Inc. ©2008 Fido Solutions Inc.

Fusillade rue Notre-Dame

HUGO MEUNIER

Des scènes dignes d'un film d'action ont eu lieu dans l'est de la ville, très tôt hier: un homme de 23 ans a été atteint de plusieurs projectiles alors qu'il conduisait sa voiture, dans l'arrondissement de Pointe-aux-Trembles. Presque au même moment, les policiers ont retrouvé une autre auto en flammes à quelques kilomètres de là. Les deux événements sont liés, selon la police.

La victime, Éric Bérubé, qui est bien connu des milieux policiers, conduisait une voiture Nissan vers 4h30, rue Notre-Dame, entre les rues Broadway et Lelièvre, lorsque plusieurs coups de feu ont éclaté. Après que l'homme eut été touché par plusieurs projectiles au visage et au haut du corps, la voiture a continué à rouler jusque dans un grand arbre situé sur un terrain à l'intersection de la rue Lelièvre. Au cours de la fusillade, des projectiles se seraient logés dans un commerce situé coin Broadway et Notre-Dame. Quelques minutes plus tard, une autre auto a pris feu à l'intersection des rues Joliette et Sherbrooke, dans Hochelaga-Maisonneuve.

Les enquêteurs du Service de police de la Ville de Montréal tentaient toujours hier de reconstituer les circonstances de cette tentative de meurtre qui ressemble à un règlement de comptes.

La victime était toujours dans un état critique au moment de mettre sous presse. Bérubé a déjà été accusé de violence, de voies de fait et, récemment, de trafic de stupéfiants.

Les policiers ont érigé un périmètre de recherches durant quelques heures sur la scène de la fusillade. Le branle-bas policier a provoqué une heure de pointe infernale pour la deuxième fois cette semaine rue Notre-Dame, deux jours après l'effondrement d'un morceau du viaduc qui enjambe la voie ferrée du Canadien Pacifique. Le brouillard épais qui enveloppait le secteur hier matin n'a fait qu'empirer les choses.

Les policiers n'ont pour l'heure identifié aucun suspect.

Un renard enragé accroché à son bras

En Arizona, une joggeuse a couru pendant plus d'un kilomètre avec un renard enragé accroché à son bras, avant de parvenir à l'enfermer dans le coffre de sa voiture et de se précipiter à l'hôpital. La jeune femme courait sur un sentier à Granite Mountain quand elle s'est retrouvée face à face avec un renard dans une clairière, a raconté le shérif local. Alors qu'elle tentait de faire demi-tour, le renard a bondi et a refermé ses mâchoires sur ses pieds. La victime a réussi à se dégager en attrapant le canidé par le cou, mais le renard l'a alors mordue au bras, sans relâcher sa proie. Réalisant qu'elle devrait présenter l'animal pour des analyses, la jeune femme a couru jusqu'à sa voiture, le renard accroché à son bras. De retour à son véhicule, elle a réussi à ouvrir les mâchoires de l'animal et à le jeter dans le coffre avant de rouler jusqu'à l'hôpital. Le renard a aussi mordu un agent des services vétérinaires qui tentait de le sortir du coffre. Les deux victimes ont été prises en charge pour traitement.

- Agence France-Press

Raids et attentats embrasent les zones tribales au Pakistan

D'APRÈS AFP

KHAR — Deux attentats suicide ont fait au moins 19 morts et 51 blessés hier dans les zones tribales du Pakistan frontalières de l'Afghanistan.

Le premier, visant une réunion de miliciens hostiles aux talibans, a fait 17 morts et une quarantaine de blessés dans le district de Bajaur, selon des responsables.

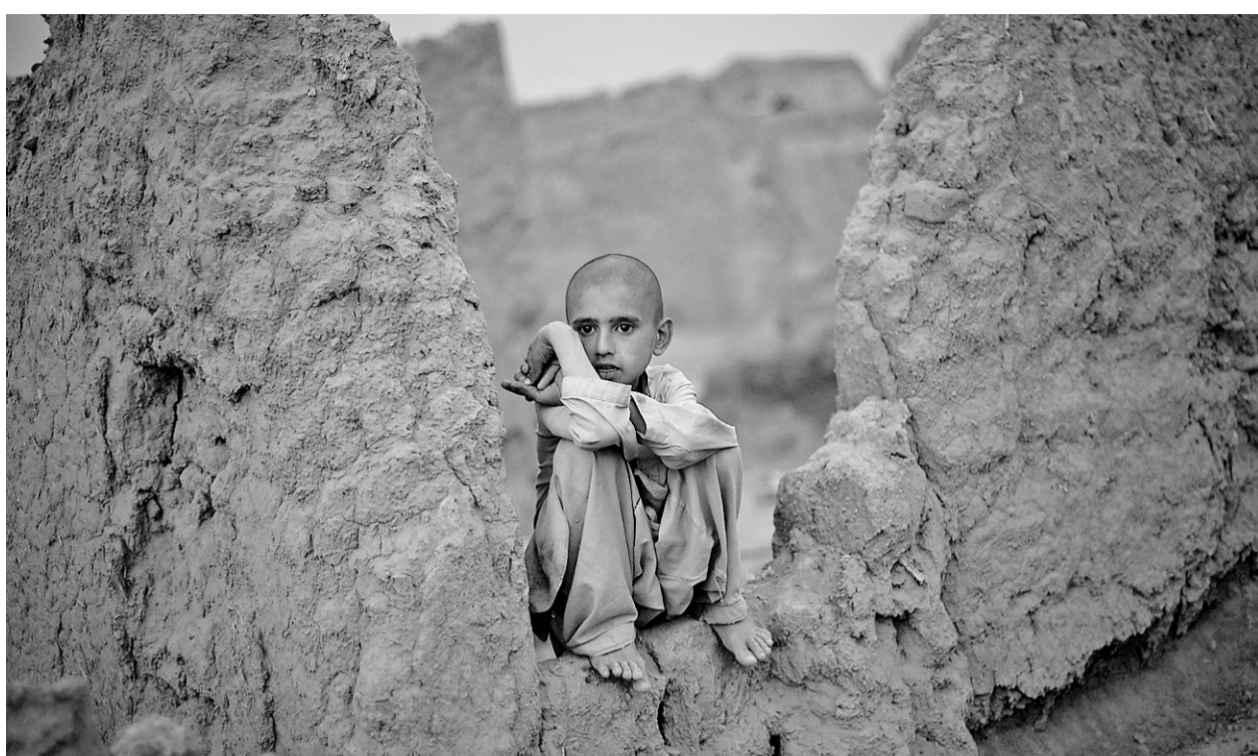
L'autre attentat suicide a tué deux soldats et blessé 11 personnes dans la vallée de Swat, une région voisine, selon la police.

De son côté, l'aviation pakistanaise a poursuivi ses frappes contre des bases des talibans dans la région, faisant une vingtaine de morts dans le district de Bajaur.

L'armée, qui y mène des opérations depuis trois mois, a reçu le soutien d'une partie des tribus pachtounes qui ont constitué des milices épaulant les soldats.

Armée et tribus

Hier l'attentat suicide a visé un groupe de miliciens tribaux loyaux à l'armée, qui s'étaient rassemblés pour détruire des maisons appartenant à des talibans dans la localité de Batmalai, à 40 km de Khar, la principale ville du Bajaur.



Cet enfant a fui la région du Bajaur, une zone tribale où s'abritent des talibans et où l'armée pakistanaise multiplie les frappes.

Quelque 200 à 300 miliciens participaient à ce rassemblement, a indiqué Fazal-i-Rabi, un responsable du groupe.

Selon un responsable de la sécurité, le kamikaze s'est infiltré dans la foule avant de se faire exploser.

L'armée a annoncé la semaine dernière que 1500 insurgés et 73 soldats ont été tués depuis début août dans l'offensive du Bajaur, et

des centaines d'autres rebelles, y compris des combattants étrangers d'Al-Qaeda, ont été capturés.

Dans la vallée de Swat voisine, l'armée combat depuis un an des islamistes du chef religieux Maulana Fazlullah, proche des talibans et du réseau Al-Qaeda.

Hier un kamikaze a réussi à infiltrer sa voiture piégée dans un camp militaire de Mingora, principale ville de la région. L'attentat a été suivi d'un «assaut» lancé sur le camp par des insurgés islamistes, puis d'échanges de tirs avec l'armée.

Les zones tribales du Pakistan servent de refuge aux combattants d'Al-Qaeda et aux talibans afghans chassés de leur pays depuis la chute de leur régime à la fin 2001, soutenus par le Mouvement des talibans du Pakistan (TTP).

Washington et Islamabad

Accusé par les États-Unis de ne pas agir assez fermement contre eux, le Pakistan entend par cette offensive montrer sa détermination à lutter contre les insurgés qu'il rend responsables d'attentats sur son propre territoire.

Plus de 1300 personnes ont été tuées dans le pays dans une vague d'attentats lancée en juillet 2007 après l'assaut donné par l'armée contre des islamistes retranchés dans la Mosquée rouge d'Islamabad.

Les États-Unis ont intensifié leurs propres tirs de missiles par des drones dans les zones tribales, notamment dans le Waziristan, ce qui dresse les populations locales contre le gouvernement d'Islamabad.

Une autre « bavure » en Afghanistan

Le Canada réaffirme sa décision de retirer ses troupes en 2011

D'APRÈS AFP

KABOUL — Nouvelle «bavure» hier en Afghanistan: au lendemain de la mort de 40 civils tués lors d'un mariage par une frappe aérienne de l'OTAN dans le Sud, un autre raid a tué hier sept civils dans l'ouest du pays, mais des responsables afghans ont indiqué que, cette fois, 15 talibans avaient aussi trouvé la mort.

L'armée américaine, qui dirige les opérations des forces étrangères, a indiqué qu'elle enquêtait sur cette information, sans donner de détails.

«Une patrouille de policiers et soldats afghans et de soldats étrangers rentrant d'une opération dans la province de Badghis est tombée dans une embuscade», a déclaré Abdullah Waqif, gouverneur du district de Ghormach.

«Un affrontement de six heures a suivi, au cours duquel les forces étrangères ont fait appel à un soutien aérien. Dans les bombardements, sept civils et 15 talibans ont été tués. Six civils ont aussi été blessés», a-t-il ajouté. Des femmes et des enfants figurent parmi les victimes, a précisé Waqif.

Après la «bavure» de mercredi dans la province de Kandahar, le président Hamid Karzaï avait demandé que de telles «bavures» cessent, affirmant, à l'adresse du président élu

américain Barack Obama que «la guerre contre le terrorisme ne prenne plus comme cibles des civils dans les villages».

Ottawa maintient sa décision

Entre-temps, Ottawa s'est félicité hier de la priorité accordée à l'Afghanistan par Obama, mais a affirmé que le Canada n'entendait pas pour autant revenir sur sa décision de rapatrier ses troupes de ce pays en 2011.

«La position de notre gouvernement est claire. Nous retirerons nos troupes en 2011», a déclaré le nouveau chef de la diplomatie canadienne, Lawrence Cannon, dans une interview au réseau CBC.

Il était interrogé sur la volonté d'Obama de renforcer la présence militaire des États-Unis en Afghanistan et sur l'éventuelle réponse du Canada si celui-ci demandait à Ottawa de prolonger la mission de ses 2500 soldats.

«Nous sommes heureux que le président élu mette l'accent sur l'Afghanistan, mais cela ne changera pas notre position en ce qui concerne le retrait en 2011», a répondu Cannon. Le Canada a perdu 97 militaires dans le cadre de la mission.

Harper a fait approuver par le Parlement la prolongation de la mission jusqu'en 2011, et il n'avait alors pas exclu une éventuelle extension après cette date.

APPELS D'OFFRES

Saint-Laurent Montréal

Des soumissions, sous pli cacheté, seront reçues au Bureau du citoyen de l'arrondissement de Saint-Laurent, 777, boulevard Marcel-Laurin, Saint-Laurent (Québec) H4M 2M7, jusqu'au mercredi 26 novembre 2008 à 11 h, pour la:

08-062 Réfection et mise en conformité des garde-corps à l'aréna Raymond-Bourque

08-068 Travaux d'entrées de service d'aqueduc, d'égoût et de pose de regards pour entrées de service d'égoût pour 2009

→ Un dépôt non remboursable payable comptant, par carte de crédit ou par chèque visé est exigé pour l'obtention des documents de soumission. Ce dépôt est fixé à 100 \$ pièce.

Les formules, les conditions des soumissions et les devis peuvent être obtenus au Bureau du citoyen, 777, boulevard Marcel-Laurin, Saint-Laurent, de 8h30 à 12h et de 13h à 16h30, à compter du **lundi 10 novembre 2008 à 9h**.

Les soumissions seront ouvertes **publiquement** à la salle du Conseil, 777, boulevard Marcel-Laurin, Saint-Laurent (Québec), **mercredi 26 novembre 2008 à 11h**. Le Conseil n'est pas tenu d'accepter la plus basse ni aucune des soumissions présentées.

Pour toute information supplémentaire concernant ces appels d'offres, veuillez communiquer avec madame Johanne Dauphinais au (514) 855-6000 poste 4587.

Cybèle Kahalé, avocate
Secrétaire du Conseil d'arrondissement
Le 7 novembre 2008

Donnez,
pour que
nos petits
déjeunent.

1 888 442-1217

CLUB DES PETITS DÉJEUNERS DU QUÉBEC
www.clubdespetitsdejeuners.org

LOTO QUÉBEC Résultats des tirages du : 2008-11-06

Jour de paye! 21 22 28 30 33 36 29 compl.

Quintéfixe 159 02 04 17 18 19 22 28 33 34 38 01 02
3097 41 42 43 52 56 57 59 61 62 69 07 24 37

Astro Jour - Mois - Année - Signe **Extra** 2877301
22 AOÛT 37 VERSEAU

Results des tirages du : 2008-11-05

649 04 13 17 34 compl. 27 35 45	Oncheq 09 24 29 31 compl. 49 39 42 48
GAGNANTS	LOTS
6/6 0 4 137 803,00 \$	6/6 0 2 000 000,00 \$
5/6+c 2 147 778,60 \$	5/6+c 0 75 000,00 \$
5/6 178 1 371,60 \$	5/6 15 750,00 \$
4/6 7 885 58,60 \$	4/6 563 75,00 \$
3/6 138 835 10,00 \$	3/6 11 795 10,00 \$
2/6+c 85 460 5,00 \$	2/6+c 8 595 5,00 \$
Ventes totales : 14 799 526 \$	Ventes totales : 782 402,00 \$
Prochain gros lot (approx.) : 9 000 000 \$	Extra 4467434

GROS LOT CE SOIR
10 000 000 \$ (APPROX.)

En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

L'HIVER AU QUÉBEC, ON ROULE AVEC DES PNEUS D'HIVER!

Un cahier spécial à lire dans notre édition du dimanche 9 novembre

Québec

LE TOUR DU GLOBE

RUSSIE Attentat suicide

Un attentat suicide commis hier à un arrêt d'autobus a fait au moins neuf morts à Vladikavkaz, capitale de l'Ossétie-du-Nord, république du Caucase russe voisine des foyers d'instabilité de Tchétchénie et d'Ingouchie. «L'engin explosif aurait été actionné par une femme kamikaze à l'arrêt d'autobus au centre de Vladikavkaz», a déclaré le gouvernement nord-ossète, sur la foi des premières données. - AFP

ÉTATS-UNIS Aide à l'industrie automobile

Les leaders du Congrès américain se sont déclarés favorables à des aides supplémentaires pour l'industrie automobile américaine hier après une rencontre au Capitole à Washington avec les dirigeants des trois grands constructeurs Ford, General Motors et Chrysler. - AFP

VENEZUELA Projets avec la Russie

Le Venezuela et la Russie vont lancer 46 projets mixtes de développement, a annoncé hier le vice-président Ramon Carrizalez lors d'une réunion à Caracas avec le vice-premier ministre russe Igor Setchine. Les projets touchent les secteurs financier, énergétique, industriel, minier, aérospatial, nucléaire et des télécommunications. - AFP

PROCHE-ORIENT Bush baisse les bras

La secrétaire d'État américaine Condoleezza Rice a admis hier qu'un accord de paix entre Israël et les Palestiniens en 2008 était impossible, et elle a appelé à consigner les progrès accomplis avant de léguer le dossier à l'administration de Barack Obama. - AFP

CONCOURS
POUR UN QUÉBEC ÉCONERGÉTIQUE

DU 2 AU 8 NOVEMBRE 2008

SEMAINE DE L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE

www.aee.gouv.qc.ca

GAGNEZ des appareils ménagers ENERGY STAR, le remboursement de votre facture d'énergie* ou une Smart... une petite auto écolo, en participant au concours

POUR UN QUÉBEC ÉCONERGÉTIQUE

Pour participer, vous devez remplir ce coupon et le retourner à :

CONCOURS Pour un Québec éconergétique C.P. 15180, Québec (Québec) G1K 7X2 avant le 25 novembre 2008 à 9h45 ou vous inscrire en ligne à : tva.canoe.ca. Tirage le 27 novembre 2008 à 10h.

Nom : _____

Tél. (jour) : _____

Aucun achat requis, 18 ans et plus. Résidents du Québec seulement. Règlements disponibles au Réseau TVA. Valeur approx. des prix: 35 000\$. Date limite de participation: 25 novembre 2008.
*Montant maximal de 5 000\$

PARCE QUE ÇA RAPPORTE, J'AGIS MAINTENANT.

Agence de l'efficacité énergétique Québec

MONDE

Rahm Emanuel à la tête du personnel de la Maison-Blanche

Le cabinet Obama sera dirigé d'une main de fer

JUDITH LACHAPPELLE

L'offre était prestigieuse mais méritait réflexion. Le job est connu pour dévorer la vie de celui qui l'occupe. Mais finalement, Rahm Emanuel a dit oui: c'est lui qui sera à la tête de tout le personnel de la Maison-Blanche.

«Le chef de cabinet est au centre de la capacité d'un président et de son administration de réaliser son programme», a déclaré Barack Obama dans un communiqué. «Et je ne connais personne de meilleur que Rahm Emanuel pour s'assurer que les choses soient faites.»

C'est la première nomination annoncée par le président désigné depuis l'élection de mardi. Rahm Emanuel, représentant de l'Illinois à la Chambre des représentants et ancien conseiller du président Bill

Clinton, est décrit comme l'une des figures les plus agressives de Washington. Sa détermination obstinée, qui lui a valu le surnom de «Rahmbo», sera utile pour résoudre des situations critiques mais heurtera peut-être ceux qui

Rahm Emanuel, représentant de l'Illinois à la Chambre des représentants et ancien conseiller du président Bill Clinton, est décrit comme l'une des figures les plus agressives de Washington.

sont habitués à plus de diplomatie, mentionne le *New York Times*.

Emanuel, 49 ans, avait l'ambition de devenir le porte-parole de la Chambre des représentants. Mais, selon des amis du politicien cités

par *Politico*, Emanuel a estimé que sa nomination symboliserait l'importance de mettre sa carrière de côté pour le bien du pays. D'autres commentateurs ont souligné qu'avant d'accepter, Rahm Emanuel devait juger des conséquences de son nou-

vel emploi sur sa vie personnelle (il est marié et a trois enfants). L'ancien chef de cabinet de George W. Bush a déjà raconté que ses journées commençaient vers 5h pour se terminer à minuit...

Le *Washington Post* souligne que la nomination d'Emanuel signifie un retour au rôle traditionnel du chef de cabinet: en fixant les priorités, en gérant le personnel de la Maison-Blanche, il est véritablement l'adjoint du président.

«Durant la majeure partie de l'ère Bush, le gourou politique Karl Rove et le vice-président Cheney en ont mené beaucoup plus large que le directeur de cabinet l'a jamais fait.» Le directeur de cabinet «n'avait pas une grande influence sur Bush. Il était plus comme la *nanny* de Bush».

Mais la réputée partisanerie de Rahm Emanuel a été dénoncée par l'opposition républicaine. «La première décision de Barack Obama en tant que président désigné ébranle sa promesse de d'atténuer

les divisions», a fait savoir le porte-parole républicain Alex Conant.

Obama s'adressera à la presse

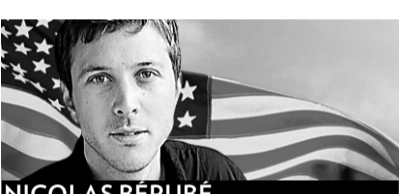
Après avoir rencontré ses conseillers économiques ce matin, Barack Obama doit rencontrer la presse à Chicago pour la première fois depuis mardi. Il passera le week-end en famille à Chicago avant de se rendre à Washington, lundi, rencontrer le président George W. Bush et son épouse Laura à la Maison-Blanche.

Le dépouillement du vote se poursuit toujours dans certains États. Selon les estimations du *New York Times*, les démocrates ont arraché de justesse la Caroline-du-Nord, qui n'avait pas voté bleu depuis 1976. Le score est de 49,9% pour les démocrates et 49,5% pour les républicains.

Les résultats officiels se font toujours attendre au Missouri et au Nebraska. En Alaska, le sénateur républicain Ted Stevens mène légèrement sur son adversaire démocrate, malgré le fait qu'il ait été reconnu coupable de corruption en omettant de déclarer des cadeaux de plus de 250 000\$ par des compagnies pétrolières. Si le sénateur républicain est réélu et démissionne de son poste, c'est la gouverneure de l'Alaska, Sarah Palin, qui nommera son successeur – et elle pourrait bien être tentée de devenir elle-même sénatrice.

SARAH PALIN

Les républicains se vident le cœur



NICOLAS BÉRUBÉ
LOS ANGELES

L'Afrique: pays ou continent?

Si cette question vous semble facile, vous avez apparemment une longueur d'avance sur Sarah Palin.

L'élection terminée, les stratégies républicaines se vident le cœur sur les problèmes qui ont miné la campagne de John McCain. À les entendre, Sarah Palin était un poids pour le ticket républicain.

Hier, Fox News a dévoilé une série de récriminations des républicains à l'endroit de la candidate. «J'aurais aimé en parler avant, mais j'ai dû promettre de ne pas partager ces informations avant l'élection», a expliqué Carl Cameron, affecté à la couverture du camp McCain.

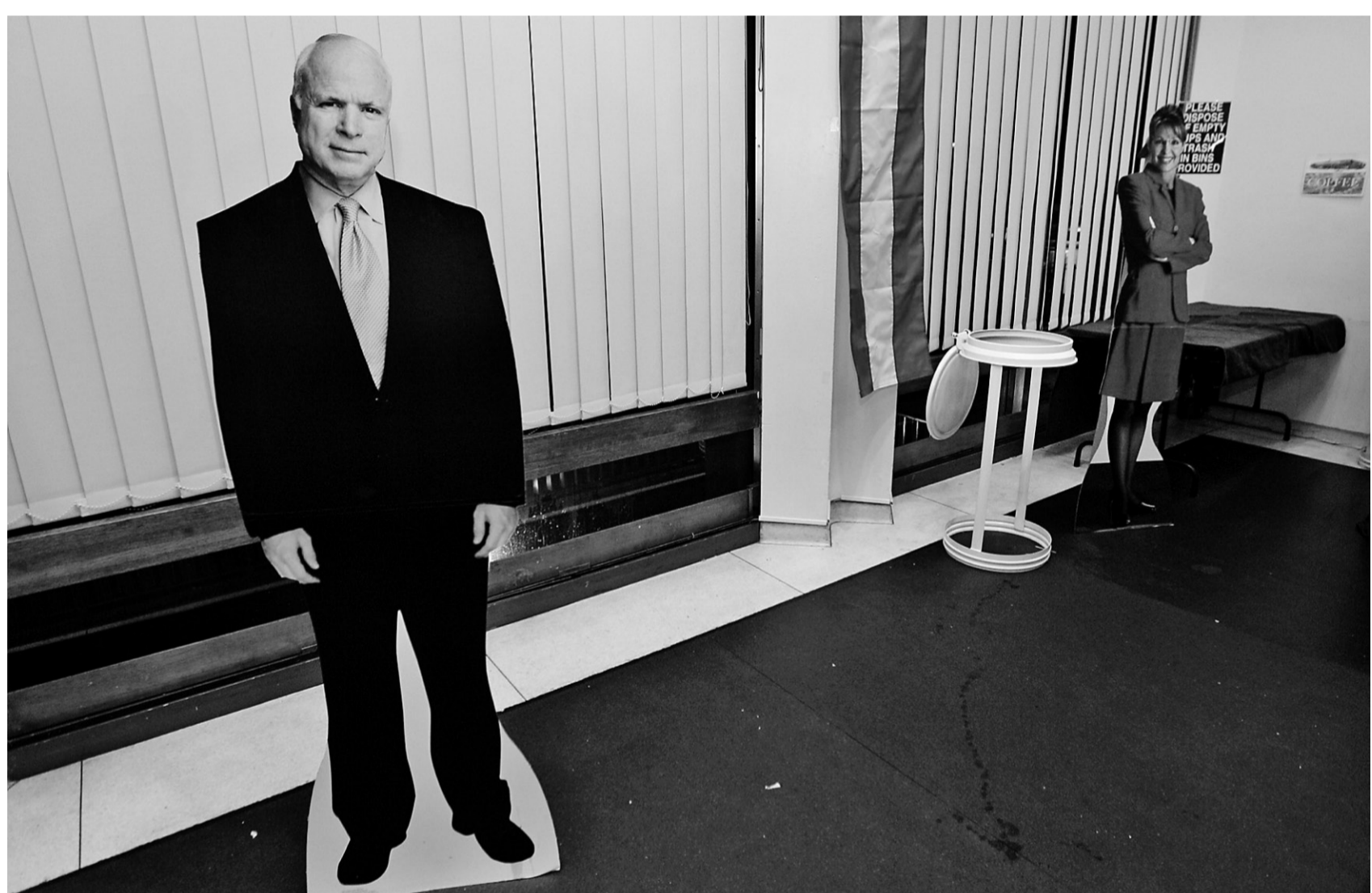
Selon M. Cameron, des assistants ont réalisé que M^{me} Palin ne comprenait pas que l'Afrique était un continent, et non un pays. La gouverneure s'est aussi montrée incapable de nommer les pays faisant partie de l'ALENA: le Canada, les États-Unis et le Mexique.

«Il y avait beaucoup d'inquiétude au sujet du manque de connaissances de Sarah Palin», a dit M. Cameron.

Toujours sur Fox News – un réseau qui dépeint habituellement les républicains sous un jour favorable –, M. Cameron a révélé que Sarah Palin a refusé de suivre des séances de préparation avant d'accorder une entrevue à Katie Couric, de CBS.

Cette entrevue avait été catastrophique pour la candidate. Ses réponses n'avaient aucun sens. À partir de ce moment, M^{me} Palin est devenue la tête de Turc des émissions humoristiques, comme *Saturday Night Live*.

Hier, l'ex-candidate a répondu



Au lendemain d'un party pour marquer la soirée électorale, les découpages du candidat républicain défait à la présidence des États-Unis, John McCain, et de sa colistière Sarah Palin, ont l'air de se boudier dans une salle de l'ambassade américaine à Londres.

aux accusations en expliquant qu'elles venaient d'une personne «évidemment amère» qui fait de «fausses accusations». Elle n'a toutefois pas nommément réfuté les allégations au sujet de l'Afrique ou autres.

Garde-robe coûteuse

Le magazine *Newsweek* en a rajouté une couche, hier, en révélant que M^{me} Palin avait reçu

l'autorisation d'acheter seulement trois tailleurs pour la convention républicaine. La candidate a plutôt décidé de se lancer dans une séance intensive de magasinage avec sa famille chez Saks Fifth Avenue et Neiman Marcus, des boutiques haut de gamme. La facture des achats s'est élevée à «beaucoup plus» que les 150 000\$ rapportés par les médias, selon un assistant

interrogé par *Newsweek*. Cet assistant a décrit les séances d'achats comme une scène où «les *hillbillies* de Wasilla dévalisaient les Neiman Marcus d'un océan à l'autre».

Selon le *New York Times*, des avocats du Parti républicain sont en route pour l'Alaska avec la mission de récupérer l'argent dépensé par M^{me} Palin pour sa garde-robe.

La candidature de M^{me} Palin semble avoir nui à John McCain.

Quatre électeurs sur dix ont dit avoir décidé de ne pas appuyer les républicains à cause de Sarah Palin.

Après l'élection, M^{me} Palin a nié avoir mal agi durant la campagne. «Si j'ai coté un seul vote à John McCain, je suis désolée. Si les gens pensent que je suis une diva, ils n'ont qu'à venir en Alaska pour voir comment je vis. Je ne suis pas une diva.»

Californie Interdiction du mariage gai

Les homosexuels contre-attaquent

D'APRÈS AFP

LOS ANGELES — Les groupes américains de défense des droits des homosexuels ont lancé hier une contre-attaque légale contre l'amendement constitutionnel interdisant les mariages du même sexe, adopté mardi par référendum en Californie.

Une plainte a été déposée par l'ACLU (Union américaine pour les libertés civiles), le Centre national pour les droits des lesbiennes et l'organisation Lambda Legal tandis que les villes de San Francisco, Los Angeles et Santa Clara ont lancé une procédure commune pour faire invalider l'amendement.

Le référendum était organisé

mardi parallèlement aux élections présidentielle et législatives.

Une troisième plainte émane d'une avocate de Los Angeles, Gloria Allred, au nom du couple d'homosexuelles Robin Tyler et Diane Olson, qui furent les premières à se marier en juin après 20 ans de lutte pour les unions du même sexe.

«L'égalité devant la loi n'est pas seulement la clef de voûte de la Constitution, c'est ce qui distingue la démocratie constitutionnelle de la tyrannie de la loi du plus grand nombre», a dit Dennis Herrera, avocat de la ville de San Francisco.

Réviser la Constitution

Les militants et autorités municipales veulent que la Cour

suprême de Californie se saisisse de nouveau du dossier en arguant que l'amendement adopté aboutit à une profonde révision de la Constitution de l'État.

«L'objectif le plus important de la Constitution est de protéger les minorités des majorités. Changer ce principe représente une révision fondamentale de la structure de la Constitution que seul le parlement peut faire adopter», a souligné Elizabeth Gill, une avocate de l'ACLU, l'un des groupes les plus mobilisés.

La proposition 8, initiative d'un groupe de conservateurs, qui demandait de voter «oui» à un amendement selon lequel «seul un mariage entre un homme et une femme est valide», a été

adoptée par 52,5% des électeurs de Californie contre 47,5% de voix contraires.

Ce vote annule de facto une décision de la Cour suprême de Californie prise en mai pour autoriser les mariages gais et plonge dans l'incertitude juridique 18 000 unions du même sexe célébrées ces six derniers mois.

La comédienne américaine Ellen DeGeneres, qui s'est mariée en août avec l'actrice australienne Portia de Rossi à Los Angeles, s'est dite complètement abattue par l'«énorme pas en arrière» effectué par la Californie ainsi que par la Floride, l'Arizona et l'Arkansas.

Marches de protestation

Mercredi, la communauté

homosexuelle s'est mobilisée à travers des marches dans les deux villes californiennes les plus emblématiques de leur lutte, San Francisco et Los Angeles.

À Los Angeles, au milieu d'un important déploiement policier, des milliers de personnes ont défilé en brandissant des pancartes pour protester contre l'adoption de l'amendement. Des incidents ont éclaté, se soldant par sept arrestations à Hollywood, selon des sources policières.

Outre la Californie, seuls le Massachusetts et le Connecticut voisin avaient légalisé le mariage gai. Les 47 autres États américains le prohibent.

L'actrice DeGeneres a souligné à quel point elle s'était réjouie mercredi «comme des millions d'Américains que le pays ait fait un énorme pas en avant vers l'égalité» entre les races en éliminant l'Afro-Américain Barack Obama. Mais elle s'est dite en même temps «profondément attristée» face au retour en arrière que représente pour elle l'abrogation du mariage homosexuel.

ENTREVUE AVEC UN COOPÉRANT DE RETOUR DU CONGO

« La guerre à l'est bloque le pays tout entier »

JOONEED KHAN

« Il faut que le monde sache que ce qui se passe dans l'est du Congo, qui est horrible en soi, bloque tout développement dans le reste du pays, ce qui est encore plus tragique », a affirmé un coopérant montréalais qui en revient.

« Le Congo est un pays aux richesses fabuleuses, et le maintenir en fragilité chronique profite à tous ceux qui pillent ces richesses », a dit Serge Blais, chargé du Programme Afrique à Développement et Paix, hier à *La Presse*.

Cette tragédie est plus que centenaire, une horreur documentée par Adam Hochschild dans son livre *Les fantômes du roi Léopold (King Leopold's Ghost)*.

« La phase en cours découle des séquelles de la guerre du Rwanda. Les Tutsis ont pris le pouvoir en 1994, les Hutus ont fui au Congo. La guerre continue dans les Kivu, ce qui fait bien l'affaire des pilleurs du Congo », a-t-il noté.

« Depuis 2002, l'ONU a fait des élections, les ONG ont lancé des projets, un accord de paix a été conclu à Goma, mais la relance de la guerre par Laurent Nkunda a tout remis en question », a-t-il expliqué.

Appel aux Canadiens

Dans le rapport qu'il prépare,



Des soldats du général congolais rebelle Laurent Nkunda traversent un village au nord de Goma.

Serge Blais propose que le Canada renforce la Mission de l'ONU au Congo (MONUC) afin qu'elle protège les civils et élimine les menaces des groupes armés.

Il demande au gouvernement et aux citoyens du Canada des fonds pour soulager plus d'un million de civils chassés de leurs villages dans le Nord-

Kivu, et pour assurer que les projets de développement se réalisent.

Serge Blais connaît la République démocratique du

PHOTO JEROME DELAY, ASSOCIATED PRESS

Congo (RDC) depuis 1993. Il y a vécu cinq ans. Il s'y rend régulièrement pour travailler avec des groupes de la société civile.

Il convient que la MONUC, avec 17 000 Casques bleus et 1,1 milliard de \$ par an, « est devenue partie du problème ».

« Des Casques bleus ont été impliqués dans le viol de mineures et des trafics. Ils obéissent à leurs gouvernements plus qu'à l'ONU. Ils ont gelé la crise entre rebelles, armée congolaise et miliciens divers. »

« No Nkunda, no job »

« Les Casques bleus n'ont plus de crédit aux yeux des civils, qui leur crient: « No Nkunda, no job », pour dire qu'ils sont payés grâce à la rébellion de Nkunda, un Tutsi congolais soutenu par le Rwanda », a-t-il dit.

Pour forcer les États riches à agir, Blais propose que les experts du Conseil de sécurité de l'ONU rouvrent leur enquête sur le pillage du Congo pour mettre au jour « les mécanismes par lesquels les produits pillés, dont le coltan, transitent par le Rwanda pour échouer dans les circuits de commercialisation légaux ».

À la veille d'un sommet prévu à Nairobi, « salué » hier par le Canada, la rébellion a encore défié tout le monde en occupant plus de territoire et en affirmant que le sommet « ne résoudra rien ». Le président rwandais Paul Kagame y sera, mais il maintient que la guerre « est une affaire interne congolaise ».

Enfin, Human Rights Watch a accusé les rebelles de Nkunda et les milices Maï-Maï d'avoir tué au moins 23 civils et blessé 33 autres en deux jours à Rutshuru et Kiwanja. Et Save the Children a dénoncé « une explosion » du recrutement d'enfants soldats au Nord-Kivu.

FRANCE

Le PS choisit son projet sur fond de guerre des chefs

AMER OUALI
AGENCE FRANCE-PRESSE

PARIS — Ségolène Royal, Martine Aubry et Bertrand Delanoë: deux femmes et un homme comptaient leur influence hier lors d'un vote des militants du Parti socialiste sur leurs projets, à 10 jours d'un congrès qui doit désigner le nouveau chef de l'opposition française.

Désorientés par une guerre des chefs qui mine leur parti et laisse le champ libre au président de droite Nicolas Sarkozy, les militants reprennent la parole pour trancher le rapport de forces entre courants: sur quelque 233 000 adhérents, entre 130 000 et 140 000 votants ont commencé en fin d'après-midi à s'exprimer à bulletin secret dans leur section.

Aucun des trois quinquagénaires expérimentés ne semblant se détacher, la course va se jouer dans un mouchoir de poche et chacun peut prétendre à un tiers environ des suffrages, selon les pronostics. L'arbitre pourrait être le jeune repré-

sentant de l'aile gauche, Benoît Hamon. Si aucun des projets n'obtient 50 % des suffrages exprimés, la porte sera ouverte à d'improbables alliances entre les trois « présidentiables » (candidats potentiels à la présidence de la République), qui se vouent une animosité certaine.

Difficile renouveau

Un scénario « possible » selon le premier secrétaire sortant François Hollande, qui a souhaité qu'« on se dispense de ce type de conciliabules, de surenchère ou de partie de cartes ».

Le quotidien de gauche *Libération* notait que les prémices d'un renouveau au PS étaient rendues « invisibles » par une « couche d'ambitions personnelles non assumées et d'alliances dérouterantes ».

« Nous savons ce que donnent les combinaisons » et « s'il n'y a pas de clarté, nous échouons », a averti Bertrand Delanoë.

Ce dernier est, selon les sondages, le favori de la compétition. Le maire de Paris, 57 ans, est soutenu par le premier secré-

taire sortant et par l'ex-premier ministre Lionel Jospin.

Toutefois, son positionnement « libéral et socialiste » exprimé au printemps semble lui revenir comme un boomerang depuis la crise financière mondiale, qui a par ailleurs fourni à Ségolène Royal les arguments pour « gaucher » son discours.

L'ex-candidate à la présidentielle, 55 ans, n'est pas soutenue par les cadres du parti, qui lui reprochent son désir de se rapprocher des centristes. Mercredi soir, elle a demandé aux militants d'être « les ouvriers de la transformation » du PS.

Refusant toute « dramatisation », Martine Aubry, 58 ans, a appelé de ses vœux « un parti qui retrouve la joie d'être à gau-

che » parce que, selon elle, les Français « souffrent du libéralisme et de la crise apportée par la politique de Sarkozy ».

Détrôner Sarkozy

L'ex-ministre du Travail qui, à la fin des années 1990, avait élaboré le projet des 35 heures de travail hebdomadaire, aujourd'hui remis en cause par la droite, fédère désormais les partisans de l'ancien premier ministre Laurent Fabius et une partie de ceux de l'ancien ministre des Finances Dominique Strauss-Kahn, devenu directeur général du Fonds monétaire international (FMI).

Après le vote sur les projets, dont le résultat devait être connu la nuit dernière, le PS

tient les 15 et 16 novembre son congrès à Reims, où les candidats à la direction vont se déclarer et les éventuelles alliances se former. L'élection se fera le 20 novembre par un vote de tous les militants.

Le successeur de François Hollande aura la lourde tâche de redresser, dans la perspective de 2012, une formation qui a essuyé trois défaites successives à la présidentielle depuis 1995.

S'il a remporté les municipales de mars, le PS n'apparaît pas encore comme porteur d'un projet d'alternative crédible à Nicolas Sarkozy, laissant le terrain de l'opposition au trotskiste Olivier Besancenot et au centriste François Bayrou.

promotion
NON! PAS DE CONGESTION DANS LES ARTICULATIONS

À cause de vos articulations qui grincent, vous décidez de ne plus les bouger. Erreur! Il faut bouger les articulations pour les remettre en forme. Débutez par une période de réchauffement et terminez par une période d'étirements (stretching), d'inflexions faibles à modérées. Il faut savoir que les ligaments et les cartilages subissent les effets de l'activité autant que de l'inactivité. On peut reprendre l'expression bien connue en la transformant un peu pour affirmer « grouille si ça rouille ». Prolongez les périodes d'exercices de jour en jour.

Oui, une pratique modérée d'exercices physiques pour les articulations, après une bonne application de la crème analgésique Flex-O-Flex, peut être mise en place dès l'apparition des premiers symptômes. Ce plan d'action efficace, basé sur l'activité physique modérée, incluant des étirements et l'application de la crème à la capsïcine, peut vous apporter une hémococoncentration ou hyperhémie active, c'est-à-dire une concentration salutaire du sang, là où ça fait mal.

Pourquoi ne pas essayer aussi les ampoules buvables de 1500 mg de sulfate de glucosamine, une dose supranutritionnelle, une véritable mine de glucosamine liquide, d'assimilation rapide? Une autre bonne information pour vos articulations.

* Flex-O-Flex joue un rôle important dans le maintien du cartilage, protégé contre la détérioration de celui-ci, est efficace dans la réduction de la douleur articulaire et contribue à soulager les symptômes ostéoarthritiques.

Flex-O-Flex[®] extrafort - capsïcine : titulaire d'une nouvelle licence et reconnu par les autorités gouvernementales en tant que produit de santé naturel : NPN 02238137. Flex-O-Flex[®] Gluco, ampoules : titulaire d'une nouvelle licence et reconnu par les autorités gouvernementales comme produit de santé naturel : NPN 80000916. Haute sécurité. Analyses conformes de chaque lot : produits actifs médicinaux, pesticides, métaux lourds, bactéries, levures, moisissures, densité, PH, viscosité, micro-organismes totaux, contaminants pathogènes (test d'inhibition). * Ces allégations font partie intégrante de la licence. Flex-O-Flex : marque déposée de Bronchostirum inc. Jacques Duceppe, pdg, propriétaire. En vente partout, mais pas n'importe où!

L'affaire Geneviève Jeanson:
Dans un récit qui fait frémir, Alain Gravel livre tous les secrets de son enquête sur la déchéance de Geneviève Jeanson, enfant-athlète surdouée, considérée un temps comme la reine mondiale du vélo.

VÉRITÉS ET MENSONGES • ABUS • CONFLITS • DOPAGE • DÉTRESSE HUMAINE

Offert en librairie et sur librairie.cyberpresse.ca

LES ÉDITIONS VOIX PARALLÈLES

FORUM

André Desmarais > Président du conseil d'administration **LA PRESSE**
 Guy Crevier > Président et éditeur
 Philippe Cantin > Vice-président à l'information et éditeur adjoint
 Éric Trottier > Directeur de l'information André Pratte > Éditorialiste en chef

ÉDITORIAUX

Un signal, M. Flaherty

apratte@lapresse.ca
ANDRÉ PRATTE

Parmi les difficultés auxquelles doivent faire face les entreprises canadiennes cet automne, le déficit des régimes de retraite de leurs employés est l'une des plus inquiétantes. Le problème est d'autant plus préoccupant qu'il est complexe et moins visible que d'autres facettes de la crise actuelle. C'est pourtant un récif qui pourrait causer un tort considérable à l'économie canadienne, jusqu'à mettre en péril les entreprises les plus fragiles.

Les déficits des régimes de retraite pourraient causer un tort considérable à l'économie canadienne.

L'impasse ne date pas d'hier. Depuis quelques années, les trois quarts des régimes de pension à prestations déterminées se trouvent en déficit de solvabilité en raison de leurs obligations financières de plus en plus lourdes et du bas niveau des taux d'intérêt.

La crise financière de l'automne est venue aggraver considérablement cette situation. La valeur des actifs des régimes a brutalement chuté. Pour assurer la solvabilité des caisses de retraite, les entreprises doivent mettre des millions en réserve. Or, cet argent est difficile à emprunter en raison de la crise du crédit. Et s'il est un moment où les entreprises ne peuvent pas se permettre de garder de l'argent sur la glace, au cas où, c'est bien lorsque l'économie ralentit.

Depuis plusieurs mois, les employeurs font pression sur les gouvernements fédéral et provin-

ciaux pour qu'ils assouplissent les règles de financement applicables aux régimes complémentaires de retraite de façon à réduire les sommes requises pour en garantir la solvabilité. Par exemple, on voudrait que la période d'amortissement des déficits actuariels soit allongée. La valeur au marché des actifs d'un régime au moment du dépôt de l'évaluation devrait pouvoir être calculée sur une moyenne de trois ou de cinq ans. Enfin, aux fins du test de solvabilité d'un régime, on devrait estimer la valeur du passif selon des taux de rendement plus élevés que ceux utilisés actuellement.

Dans sa mise à jour économique cette semaine, la ministre des Finances du Québec, Monique Jérôme-Forget, a annoncé sa volonté d'agir. Des groupes de travail seront mis sur pied pour concevoir des solutions, solutions qui seront rétroactives au 31 décembre 2008. Notamment, tout indique que la période d'amortissement des déficits passera de 5 à 10 ans.

L'homologue fédéral de M^{me} Jérôme-Forget n'a pas été aussi clair. La semaine dernière, Jim Flaherty a indiqué que son ministère «étudie attentivement» les moyens de venir en aide aux régimes qui relèvent du fédéral, mais il a ajouté qu'à son avis, il n'existe pas de solution simple et rapide («quick fix») au problème. Des personnes mêlées de près à ce dossier estiment que le ministre fédéral est bel et bien conscient de la gravité de la situation. Si tel est le cas, Ottawa devrait suivre l'exemple de Québec et annoncer au plus tôt, de façon formelle et explicite, son intention d'agir. Cela libérera les entreprises concernées d'une incertitude dont elles n'ont vraiment pas besoin ces jours-ci.

N'est-ce pas un des enseignements de la récente campagne électorale? Les Canadiens attendent du gouvernement fédéral non seulement qu'il gère l'économie canadienne avec compétence, mais aussi qu'il agisse de manière à les rassurer.

SOS cellulaire

akrol@lapresse.ca
ARIANE KROL

Les partis qui viennent de se lancer en campagne électorale au Québec dévoileront leurs plateformes respectives au fil des prochaines semaines. Ce serait le moment idéal pour s'intéresser aux contrats de cellulaires, qui renferment souvent des clauses dérangeantes. D'autant que l'Office de la protection du consommateur (OPC) est déjà très avancé dans ce dossier.

Les modifications législatives envisagées par l'OPC protégeraient les abonnés de bien des mauvaises surprises. Ces propositions, que nous avons consultées, s'appliqueraient au cellulaire et à d'autres services, dont l'accès internet, la téléphonie filaire et les systèmes d'alarme.

Ce serait l'occasion de mettre fin à une pratique inacceptable, mais courante en télécom: les contrats que le fournisseur se donne le droit de modifier unilatéralement. On n'a qu'à penser aux messages textes entrants que Bell et Telus ont récemment décidé de facturer, alors qu'ils étaient auparavant gratuits. On se serait attendu à ce que les abonnés sous contrat avant l'arrivée de ces nouveaux frais soient épargnés, mais ce ne fut pas le cas. Le cabinet montréalais Saint-Pierre Grenier, qui a déposé une demande de recours collectif contre Bell et Telus, soutient que les clauses permettant ce genre d'entourloupettes sont abusives.

Les clauses abusives sont interdites au Québec, aussi bien dans la Loi sur la protection du consommateur que dans le Code civil. Ces

articles de loi sont toutefois difficiles à utiliser pour les consommateurs, car il faut s'adresser aux tribunaux pour les faire valoir. On ne peut quand même pas demander à chaque client d'aller en cour pour se faire créditer des textos à 15 cents chacun! L'intervention envisagée par l'OPC serait beaucoup plus efficace: l'Office veut carrément bannir certains types de clauses des contrats. Par exemple, le fournisseur n'aurait pas le droit d'augmenter le tarif du service pendant la durée de l'entente. Il pourrait effectuer des modifications sur d'autres points, mais le client aurait alors le droit de résilier son contrat.

Nous avons des réserves sur l'une des règles proposées, qui limiterait les contrats à deux ans. À l'heure actuelle, les clients qui s'engagent pour trois ans ont souvent droit à un cellulaire gratuit. Réduire la durée des contrats pourrait faire disparaître ce genre d'offre, ce qui n'avantagerait aucunement les consommateurs.

Par contre, la plupart des autres mesures étudiées par l'OPC méritent d'être prises en considération. Elles permettraient de faire le ménage dans les contrats de télécom, qui incluent souvent des dispositions inimaginables dans d'autres secteurs.

Le fait que cette industrie soit régie par le fédéral ne devrait pas être un obstacle à un meilleur encadrement. L'OPC réglemente déjà les voyageurs et les cartes de crédit, même si le transport aérien et l'industrie bancaire relèvent d'Ottawa. Son intervention est d'autant plus nécessaire que le pouvoir du nouvel ombudsman fédéral aux télécoms est limité. Ce commissaire aux plaintes peut inciter les fournisseurs à respecter leurs contrats, mais il ne peut pas les empêcher d'y inclure des clauses discutables.

Il faut donc souhaiter que le prochain ministre québécois de la Justice traite ce dossier en priorité.

DUMONT S'INSPIRE D'OBAMA



serge.chappleau@lapresse.ca

DROITS RÉSERVÉS

FORUM@LAPRESSE.CA

Beaucoup de chemin à faire

Les États-Unis, portés par un vent de changement, ont élu un premier président de race noire. Mais cet événement historique est assombri par le refus, par voie référendaire, du mariage gai en Californie. Il reste encore beaucoup de chemin à faire pour l'égalité des droits aux États-Unis. Barack Obama a beaucoup de boulot devant lui, mais rien n'indique que l'égalité des droits pour les minorités soit une priorité pour le moment. Donnons quand même la chance au coureur.

Claude Desjardins
Montréal

Une victoire pour l'humanité

Le 4 novembre 2008 pourrait devenir le jour le plus significatif depuis la destruction du mur de Berlin, amorcée le 9 novembre 1989. L'élection de Barack Obama est une victoire pour la démocratie. Qu'un métis accède à la présidence du plus puissant pays du monde est une victoire pour l'humanité, le triomphe de l'évolution sur la bêtise, la bêtise des huit dernières années d'un gouvernement républicain autocratique et borné. L'été dernier, lors d'un meeting au New Hampshire, Barack Obama a affirmé: «Je veux me présenter devant les Nations unies et dire que l'Amérique est de retour.» Il dira aussi: «La sécurité du peuple américain est inextricablement liée à la sécurité de tous les peuples.» Quel vent de fraîcheur! Quelle lucidité! Enfin, le retour du multilatéralisme,

PHOTO STAN HONDA, AFP
La victoire de Barack Obama acquise, des milliers d'Américains ont célébré.

de l'écoute et de l'ouverture d'esprit à la Maison-Blanche. Barack Obama est un homme exceptionnellement brillant, un humaniste sensible et pragmatique qui fera évoluer le monde. Bien sûr, à l'occasion, il décevra, cela est inévitable. Quoi qu'il en soit, on lui pardonnera, car on sait qu'il respecte son prochain et qu'il a à cœur de faire du monde un endroit meilleur.

Robert Poulin
St-Jean-Chrysostome

Pas forts, les Américains!

En vérité, malgré l'urgence de se débarrasser des républicains, le vote des électeurs américains s'est réparti à peu près ainsi: 35 % d'abstentionnistes (on

n'en parle jamais de ceux-là); 33 % pour Obama; 32 % pour McCain. Après huit années de gâchis avec Bush, malgré un ticket républicain composé d'un vieux cow-boy «réac» et d'une jeune soite inculte, et malgré un consensus mondial en faveur d'Obama, celui-ci n'a remporté qu'un tiers des voix, et les abstentionnistes ont gagné. Pas forts, les Américains!

Denis Desjardins
Montréal

Un petit pas...

Le 21 juillet 1969, Neil Armstrong, de la Lune, a lancé ces célèbres paroles: «C'est un petit pas pour l'homme, mais un grand pas pour l'humanité.» Avec Barack Obama, on peut dire: un petit pas pour l'homme, mais une grande victoire pour le monde entier. Il reste à espérer qu'un fanatique ne brisera pas ce rêve!

Yvon Bégin

Aujourd'hui, j'aime l'Amérique

C'est tout un événement qui s'est produit mardi soir avec l'élection de Barack Obama, premier homme noir à la présidence des États-Unis. La planète tout entière s'en est réjouie. Le 20 janvier prochain, cet homme fera son entrée à la Maison-Blanche, dans l'édifice même qui fut en partie construit, il y a 200 et quelques années, par le travail, la peine et les larmes d'esclaves noirs mal nourris et maltraités.

Bernard Roy
Magog

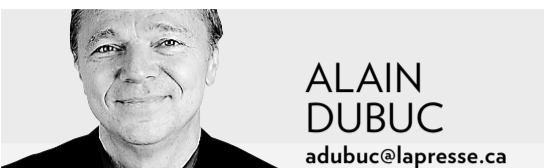
Les camions sont en cause

À Montréal, des rues s'effondrent et des viaducs s'effritent. Sans compter les nids-de-poule, de plus en plus préoccupants. Quelqu'un a-t-il remarqué que les camions qui livrent la bière et les boissons gazeuses sont de plus en plus gros, de plus en plus lourds? En plus des dommages aux infrastructures, ces semi-remorques, dont on accroche souvent un chariot élévateur à l'arrière, deviennent une vraie calamité dans la circulation. Il semble bien que les chauffeurs de ces camions jouissent de privilèges particuliers: stationnement en double encombrant, souvent aux arrêts d'autobus, stationnement dans des rues à sens uniques ou à contresens... De plus, des manœuvres laborieuses pour virer dans des rues étroites de quartiers résidentiels constituent une entrave sérieuse et un danger pour les piétons et les enfants.

Robert Le Gresley, Montréal

PHOTO IVANO HONDA, ARCHIVES LA PRESSE
Une partie du viaduc du Canadien Pacifique, rue Notre-Dame, s'est affaissée cette semaine.

La guerre des plans



ALAIN DUBUC
adubuc@lapresse.ca

COLLABORATION SPÉCIALE

Il y a une similitude entre la campagne électorale qui s'amorce au Québec et les présidentielles qui viennent de se terminer aux États-Unis. Pas parce qu'un Barack Obama en puissance se cache dans un de nos trois candidats. Ni parce qu'on sent souffler un vent de changement. Le Québec, qui se demande si le gouvernement sortant obtiendra un mandat majoritaire ou minoritaire, est plutôt en mode consolidation.

Tout se ramènera en fin de compte à une question de confiance, de crédibilité et de leadership.

Ce qui risque de se ressembler, c'est plutôt la façon qu'on accueillera les plans des candidats. Pendant des mois, Barack Obama et John McCain ont multiplié les mesures et les plans pour contrer la récession et relancer l'économie américaine. Et ce n'est pas là-dessus que les Américains ont voté et ce n'est pas de cela qu'on se souvient.

La même chose risque fort d'arriver aux plans de relance présentés, hier, par les chefs du Parti libéral et du Parti québécois. Pas parce que ces plans ne sont pas dignes d'intérêt. Mais parce que les électeurs ne se feront pas une tête en comparant des trains de mesures sur l'économie. Ce n'est pas ainsi que ça se passe.

Je dois avouer qu'il est très difficile de faire une comparaison formelle des programmes économiques de Pauline Marois et Jean Charest. Parce que les partis ont présenté des cadres très généraux auxquels il manque trop de détails. Mais aussi parce que les deux plans ne sont pas au même stade d'avancement.

Le projet libéral est plus étoffé, ce qui s'explique parce que le parti gouvernemental, qui a choisi de déclencher les élections, planche certainement sur son projet depuis plus longtemps. On peut même soupçonner le PQ d'avoir déposé son propre projet de sortie de crise en catastrophe, pour ne pas laisser les libéraux occuper seuls le terrain de l'économie.

Résumons rapidement les principales mesures. Pour le PQ: renforcement des programmes de formation de la main-d'œuvre, crédit d'impôt remboursable de 1000\$ sur les paiements d'hypothèques, hausse temporaire de la remise de TVQ, assouplissement pour les FEER, garanties de prêts pour les PME, fonds d'investissement stratégique par le biais la Caisse de dépôt. Pour les libéraux: augmentation des travaux d'infrastructures, renforcement des programmes de formation de la main-d'œuvre, aide à la rénovation domiciliaire, accélération des grands projets privés, hausse du salaire minimum, 1 milliard de dollars en garanties de prêts, un autre dans les investissements de la SGF, des mesures pour les caisses de retraite et les FEER.

Ce qui frappe d'abord, ce sont les similitudes entre les deux approches. On note ainsi avec plaisir que libéraux et péquistes mettent beaucoup d'accent sur la formation et sur l'accès au crédit.

Ce n'est pas vraiment étonnant. Les deux formations ont manifestement une même lecture de la situation économique qui les mène à ne pas paniquer et à développer des solutions sobres et ciblées, et un même souci de prudence financière. Les problèmes qu'ils veulent régler sont les mêmes et les outils dont ils disposent sont les mêmes.

Les partis se distinguent surtout par leurs travers. Ainsi, le crédit remboursable pour hypothèques proposé par le PQ est trop tarabiscoté pour fonctionner, on donne 1000\$, mais on va le reprendre un jour. Et l'idée de mobiliser la Caisse, attrayante, comporte un sérieux risque d'ingérence. Les libéraux, de leur côté, comme souvent, en font trop et se dispersent dans des éléments qui n'ont plus de lien avec la récession, par exemple des projets hydroélectriques dont l'horizon est lointain, des mesures très vagues sur l'innovation.

Ce qui donne un certain avantage aux libéraux, c'est que le programme présenté hier est le prolongement d'une action gouvernementale. Une action qui, depuis quelques années, a été cohérente et bien ciblée. C'est ce bon bilan qui donne à Jean Charest une crédibilité dans ces domaines.

Mais c'est donc aussi sur le bilan des libéraux que porteront les débats. On l'a vu depuis deux jours avec cette chicane sur les «vrais chiffres» et le désaccord entre le gouvernement et le vérificateur général. C'est une bataille comptable pas très intéressante, mais qui permet de mettre en doute la qualité de la gestion des finances publiques du gouvernement Charest.

En dernière analyse, ce qui comptera, ce n'est pas le plan, mais celui qui le propose. On regardera bien davantage les équipes, les chefs, et la performance passée. Tout se ramènera en fin de compte à une question de confiance, de crédibilité et de leadership.

Obama, sors de ce corps!

Comment un seul homme peut-il servir à la fois les discours de la droite et de la gauche au Québec?

KARINE PRÉMONT



L'auteure est chercheuse associée à l'Observatoire sur les États-Unis de la chaire Raoul-Dandurand de l'UQAM et professeure de science politique au collège André-Grasset.

Le déclenchement des élections provinciales, mercredi, a permis aux chefs des partis politiques de récupérer la victoire de Barack Obama, souhaitant sans doute inspirer les Québécois qui ont suivi avec passion la campagne présidentielle américaine. Jean Charest, Pauline Marois, Mario Dumont et Françoise David ont tous fait référence au nouveau président des États-Unis, ce qui a de quoi surprendre: comment un seul homme peut-il servir à la fois les discours de la droite et de la gauche?

Obama représente des valeurs et des idéaux propres à une nouvelle génération de politiciens américains: âgé de 47 ans, il n'a pas servi dans l'armée et n'a pas été impliqué dans les bouleversements des années 60. En politique active depuis à peine 10 ans, il peut incarner le changement et proclamer qu'il faut débarrasser Washington des vieilles idées.

De plus, Obama est membre d'une minorité qui a été asservie et humiliée tout au long de l'histoire américaine et qui est, encore aujourd'hui, souvent



PHOTO MORRY GASH. AP

La victoire de Barack Obama a manifestement inspiré nos leaders politiques, qui n'ont pas manqué de faire référence aux qualités du président américain désigné.

de santé et d'éducation, mais personne n'oserait clamer qu'il faut purement et simplement abolir la gratuité scolaire ou les soins de santé publics. Aux États-Unis, quelqu'un qui met de l'avant un programme d'assurance-santé financé en partie par le gouvernement fédéral est pratiquement un révolutionnaire: l'idée est en totale contradiction avec les valeurs de liberté, d'individualisme et de non-intervention de l'État présentes dans la Constitution américaine.

Alors que John F. Kennedy est devenu un héros après son assassinat, Obama a le malheur de porter sur ses épaules ce rôle mythique avant même d'avoir commencé à gouverner.

exclue du rêve américain. Il est ainsi devenu un gage d'espoir pour plusieurs catégories de personnes: les jeunes, les minorités et les opprimés, mais également la classe moyenne, qui sera la plus touchée par la crise économique.

Ces éléments ne devraient cependant pas faire oublier qu'être progressiste aux États-Unis n'est pas du tout la même chose que de l'être au Québec. Ici, qui-conque veut prendre le pouvoir peut certes proposer des changements en matière

Au Québec, la présence même du privé dans le domaine de la santé est encore controversée. De la même façon, si Obama a été qualifié de socialiste par quelques républicains et a effrayé une bonne partie de l'électorat lorsqu'il a parlé de redistribution de la richesse à Joe le plombier, il serait considéré au mieux comme un centriste ici puisque la redistribution de la richesse est partie intégrante du système économique du Québec.

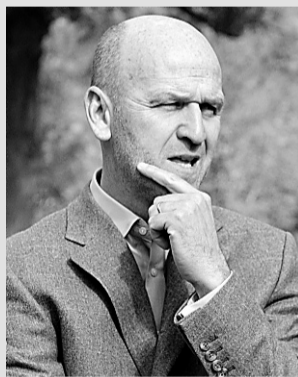
Certains partis suggèrent une redistribution différente ou conditionnelle de la richesse, mais aucun ne promet l'éradication de cette mesure: en fait, ils soutiennent tous l'importance de la péréquation au niveau fédéral. Il est donc étonnant d'entendre à la fois Françoise David et Jean Charest souhaiter que les Québécois s'inspirent de Barack Obama pour prendre leur décision le 8 décembre, et il l'est tout autant de voir Mario Dumont et Pauline Marois se réclamer du changement et de l'espoir incarnés par le nouveau président américain.

Cette récupération politique d'un événement aussi important que l'élection d'un Afro-Américain à la Maison-Blanche est en fait symptomatique du cynisme politique, non seulement au Québec, mais partout en Occident: la quête sans cesse frustrée d'un héros, d'un leader capable de sauver le monde.

Alors que John F. Kennedy est devenu un héros après son assassinat, Obama a le malheur de porter sur ses épaules ce rôle mythique avant même d'avoir commencé à gouverner. Les chefs québécois auront cependant fort à faire pour convaincre les électeurs que cette cape leur sied aussi bien qu'au nouveau président des États-Unis.

FORUM@LAPRESSE.CA

Fortier candidat du PLQ?



Le 14 octobre dernier, Michael Fortier n'a pas réussi à se faire élire dans la circonscription de Vaudreuil-Soulanges. Il a été battu par la députée du Bloc québécois, Melli Faille. C'est une grosse perte pour le Québec car M. Fortier aurait été un bon ministre fédéral, le lieutenant politique québécois de Stephen Harper et un grand défenseur des intérêts de la métropole montréalaise. Michael Fortier est un homme politique compétent et honnête.

Je crois qu'il devrait se présenter sous la bannière libérale lors des prochaines élections québécoises. Il serait ministre dans un éventuel gouvernement libéral dirigé par Jean Charest. Le premier ministre devrait courtiser l'ancien sénateur, car celui-ci renforcerait l'équipe libérale, affaiblie par les départs de Jean-Marc Fournier et de Benoît Pelletier.

Simon Leduc, Laval

De quoi s'inquiéter

Je me souviens que, lors des dernières élections provinciales, la priorité de Jean Charest était la santé. Il y a donc amplement de quoi s'inquiéter lorsque M. Charest fait aujourd'hui de l'économie sa priorité.

Jean-Marc Lefebvre

Le passé garant de l'avenir

Jean Charest aurait promis de ne pas redevenir le premier ministre intransigeant qui a mécontenté les Québécois. Pourtant, sa décision d'en appeler à des élections maintenant, à l'encontre de l'opinion publique, prouve par le fait même son intransigeance. Au lieu de promettre de ne plus être intransigeant, ne devrait-il pas transiger avec les forces de l'opposition? Quant à la stabilité dont il parle, je crois au contraire que la vigilance de plusieurs a plus de chance de garantir la stabilité. Le fait de

réclamer un gouvernement majoritaire pour ne pas avoir à considérer d'autres points de vue que les siens pour agir, ne prouve-t-il pas que l'intransigeance fait partie de sa nature? Le passé n'est-il pas garant de l'avenir? Pourquoi des élections maintenant? M. Charest ne voudrait-il pas plutôt avoir le vote des Québécois avant que ne soit révélé un déficit caché?

Gisèle Filion, Montréal

Il nous faut l'ADQ

À nous mépriser et à nous infantiliser comme le fait Jean Charest et sa ministre des Finances, Monique Jérôme-Forget, au sujet de l'exercice comptable du déficit, l'opposition serait la meilleure réponse à leur arrogance. Pour qui se prennent-ils pour nous mentir et nous cacher la vérité comme ils le font? Je n'ai jamais cru en Jean Charest mais là, il dépasse les limites. Jour après jour, il ne fait que confirmer davantage mon vote pour Mario Dumont. Le slogan libéral aurait dû être «La tromperie d'abord: OUI». Je déteste le mépris libéral autant que l'improvisation péquiste. Il nous faut un parti qui respecte l'intelligence des gens, il nous faut une fois pour toutes l'ADQ au pouvoir!

Thomas-Robert Ouimet

Avancer par en arrière!

Le retour de Louise Beaudoin est l'ultime preuve que le mouvement souverainiste est en marche arrière. M^{me} Beaudoin, dont tous les efforts pour voir la reconnaissance du gouvernement français en regard de la souveraineté ont été battus en brèche par la déclaration du président français Nicolas Sarkozy, veut revenir comme député. Le Québec doit passer en marche avant et de nouveaux intervenants doivent apparaître. Dommage pour M^{me} Beaudoin, mais elle est bien plus la représentation de nos problèmes et querelles passées que la solution éventuelle aux problèmes du Québec contemporain.

Luc Morin, Montréal

POUR NOUS JOINDRE La Presse, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE? Écrivez-nous à nouvelles@lapresse.ca

RÉDACTION (514) 285-7070
commentaires@lapresse.ca

ABONNEMENT (514) 285-6911 ou 1 800 361-7453
cyberpresse.ca/abonnement

PETITES ANNONCES (514) 987-8363 ou 1 866 987-8363
petitesannonces@lapresse.ca

DÉCÈS (514) 285-6816
deces@lapresse.ca

CARRIÈRES (514) 285-7320
carrieres@lapresse.ca

PUBLICITÉ (514) 285-6931

vente

Épargnez jusqu'à **75%**

d'entrepôt en magasin

Diffuseurs à roseaux pour la maison

14⁹⁹

Prix comparable ~~19,99\$~~

Choisissez parmi 6 parfums d'ambiance



Ensemble de 4 verres à vin



9⁹⁹

Prix comparable ~~17,99\$~~

'Mémoires' Plateau-photos



19⁹⁹

Prix comparable ~~49,99\$~~

Accessoire de cuisine en marbre

incluant rouleau à pâte avec support en bois coupe-fromage, mortier et pilon et plaque à découper

à partir de **5⁹⁹**

Prix comparable ~~59,99\$~~

Les meilleurs cadeaux

Coutellerie 65 pièces en acier inox Service pour 12

Design italien

99⁹⁹

Prix comparable ~~199,99\$~~



Ensemble à bougies

Comprend 2 bougies cylindriques de 3 po et 1 de 4 po, un plateau en verre sur support en métal et roches de rivière

14⁹⁹

Prix comparable ~~24,99\$~~



Plateau de service à 2 étages

19⁹⁹

Prix comparable ~~39,99\$~~



Coffret à thé en bambou 4 sections

14⁹⁹

Prix comparable ~~24,99\$~~



Les plus bas prix!

Ensemble de cuisine avec fond triple couche Acier inoxydable

Design italien **Carrera**

Chalumeau du chef

Idéal pour la crème brûlée ou pour caraméliser à souhait tout autre préparation culinaire

19⁹⁹

Prix comparable ~~59,99\$~~



Gratuit!

MARMITE 18 LITRE!

Recevez cette magnifique casserole 16 quarts Carrera en acier inoxydable à l'achat d'un ensemble de 10 pièces Carrera

Valeur de 80 \$



avec coupon seulement ne peut être jumelé avec une autre offre



CUISINE INTERNATIONALE

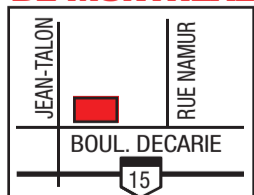
Prix comparable ~~599,99\$~~

199⁹⁹

BENIX & CO.

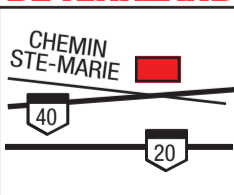
Style de vie à bas prix

ENTREPÔT DE MONTRÉAL



7335, boul. Décarie, angle Jean-Talon et métro Namur
Lundi et mardi de 10 h à 18 h • mercredi au vendredi 10 h à 21 h
samedi de 9 h à 17 h • dimanche de 10 h à 17 h

ENTREPÔT DE KIRKLAND



Autoroute 40 Ouest, sortie chemin Sainte-Marie

Lundi et mardi de 10 h à 18 h • mercredi au vendredi 10 h à 21 h
samedi de 9 h à 17 h • dimanche de 10 h à 17 h

ENTREPÔT DE LAVAL



Sortie Mega-Centre Notre-Dame

ENTREPÔT DE SAINT-LÉONARD



6856 Rue Jean-Talon E.
Lundi et mardi de 9 h à 18 h
mercredi au vendredi 9 h à 21 h
samedi de 9 h à 17 h
dimanche de 10 h à 17 h

Montréal Centre commercial Boulevard, Place Rosemère, Complex Desjardins, Les Halles de la Gare • Longueuil Place Longueuil
Dollard-des-Ormeaux Galerie des Sources • Joliette Galeries Joliette • Saint-Jérôme Carrefour du Nord
Trois-Rivières Centre Les Rivières • Sherbrooke Carrefour de L'Estrie



Rendez-nous visite à www.benix.ca

Limite d'un super spécial par famille, jusqu'à épuisement des stocks. Nous nous réservons le droit de limiter les quantités. Super spéciaux disponibles tant qu'il y en aura. Certains articles peuvent ne pas être disponibles dans tous les magasins. Venez tôt pour un plus grand choix. En cas d'erreur d'impression, les articles seront vendus au prix en vigueur.